

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

POPULISME ET NÉOLIBÉRALISME EN COLOMBIE : LE PHÉNOMÈNE  
POLITIQUE DE « L'URIBISME »

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
CARLOS ANDRÉS VELÁSQUEZ BURITICÁ

OCTOBRE 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## TABLE DE MATIÈRES

RÉSUMÉ .....	vii
INTRODUCTION .....	1
1.1. Question de recherche et hypothèse .....	6
1.2. Plan de démonstration .....	7
1.3. Structure du mémoire .....	9
1.3.1 Revue critique de la littérature et présentation du contexte social et politique colombien .....	9
1.3.2 La théorie populiste d'Ernesto Laclau et la construction du peuple néolibéral.....	11
1.3.3 Méthodologie .....	12
1.3.4 Conclusiones .....	13
CHAPITRE II	
LA CRISE INSTITUTIONNELLE COLOMBIENNE ET LA MONTÉE DE L'URIBISME.....	15
2.1. La banalisation de la violence et le contexte de crise institutionnelle .....	15
2.1.1 Le « processus 8000 » et la chute du Parti libéral.....	17
2.1.2 Les conservateurs et l'échec des négociations de paix.....	19
2.1.3 La récession économique et la crise des saisies immobilières .....	20
2.1.4 Les élections de 2002 et le début de l'Uribisme.....	21
2.2. L'Uribisme .....	23
2.2.1 L'Uribisme comme stratégie militaire.....	24
2.2.2 Les réformes politiques de l'Uribisme.....	27
2.2.3 Les conseils communaux et la communication d'Álvaro Uribe .....	29

2.3.	L'Uribisme comme un cas de néopopulisme.....	31
2.3.1	Le néopopulisme en Amérique latine.....	32
2.4.	Les débats conceptuels autour du populisme.....	37
2.4.1	Les débats conceptuels autour du populisme.....	39
2.4.2	Les généralisations empiriques.....	39
2.4.3	Les récits historiques.....	41
2.4.4	Les lectures symptomatiques.....	43
<b>CHAPITRE III</b>		
<b>LA CONSTRUCTION D'UN PEUPLE NÉOLIBÉRAL.....</b>		<b>47</b>
3.1.	Ernesto Laclau et la tâche de penser le politique.....	47
3.1.1	Le concept d'hégémonie et la possibilité de surmonter le déterminisme historique et de classe.....	50
3.1.2	Le populisme comme l'articulation de demandes particulières .....	55
3.2.	L'Uribisme vu à travers le prisme du populisme de Laclau.....	61
3.3.	Projet politique du néolibéralisme.....	64
3.3.1	La perspective néomarxiste.....	65
3.3.2	Le néolibéralisme comme une forme de gouvernementalité. ....	68
<b>CHAPITRE IV</b>		
<b>LA CONSTRUCTION DU PEUPLE URIBISTE : L'ANALYSE DES PRATIQUES DISCURSIVES D'ÁLVARO URIBE VÉLEZ.....</b>		<b>73</b>
4.1.	Dominique Maingueneau et les scènes d'énonciation.....	74
4.1.1	L'Ethos discursif.....	75
4.1.2	La scénographie.....	79
4.2.	Le corpus documentaire.....	80
4.3.	Les scénographies uribistes.....	82
4.3.1.	L'élection présidentielle de 2002 et la préparation du	

référendum de 2003 : Victime, dissident et paysan.....	83
4.3.2 Post-référendum 2003 — campagne de réélection de 2006 .....	100
4.3.3 Réélection du 2006 — victoires militaires du 2008.....	105
4.3.4 2008-2010, l'operación jaque et l'État d'opinion.....	111
4.3.5 Évaluation finale de la scénographie uribiste.....	115
CONCLUSIONS.....	119
ANNEXE A.....	127
BIBLIOGRAPHIE.....	131



## RÉSUMÉ

Au cours de ses huit années au pouvoir, le président colombien Álvaro Uribe Vélez (2002-2010) a jouissait d'une popularité qui n'a jamais été inférieure à 70 pour cent. Un soutien populaire qui n'avait été jamais affecté par les scandales de corruption ou les allégations de violation des droits de l'homme liés au gouvernement d'Uribe. Ainsi, la question des causes de la popularité d'Álvaro Uribe représente un sujet fondamental dans la tâche de bien comprendre le contexte politique colombien. Ce mémoire propose de penser le phénomène de l'Uribisme à partir du concept du populisme développé par Ernesto Laclau. Par suite, on s'est approché à l'étude de la popularité d'Uribe en se demandant quelles pratiques discursives ont été mises en œuvre afin de construire et d'articuler un peuple autour de sa figure et, en faisant cela, imposer un nouveau sens hégémonique dans l'espace colombien du politique ? Ainsi, en suivant une méthodologie basée sur la théorie de *l'Ethos* discursif et le concept de la scénographie de Dominique Maingueneau, on a trouvé qu'Álvaro Uribe Vélez a articulé un peuple en présentant un ethos de victime de l'État social (providence) et de son incapacité à garantir le monopole de la violence ou la libre concurrence du marché. À partir de cette image, l'ancien président a été capable de construire un peuple et d'imposer un récit historique particulier par rapport au contexte de crise sociale, politique et économique qui existait en Colombie.

Mots-clés: Álvaro Uribe, Uribisme, Colombie, Ernesto Laclau, Populismo, Néoliberalisme, Ethos discursif.





## INTRODUCTION

Le 2 octobre 2016, le peuple colombien a voté contre la possibilité de mettre fin à un conflit armé qui, entre 1958 et 2012, avait conduit à la mort de plus de 218 000 citoyens. Une confrontation entre l'État et les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) qui, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, avait mené le pays dans une situation d'État défaillant (McLean, 2002). Accablés par le résultat du plébiscite et en refusant l'idée que les Colombiens puissent préférer persister dans une guerre sans fin plutôt que d'accorder une reconnaissance politique à la guérilla, les promoteurs du OUI (oui au traité de paix entre l'État colombien et les FARC) ont accusé la campagne du NON de manipuler le public et de publier de fausses affirmations relatives au contenu de l'accord. Les représentants du NON ont déclaré que le traité aurait pour résultat que chacun des membres des FARC recevraient une allocation mensuelle d'approximativement 4 000 dollars américains, ou que l'accord prévoyait une réforme de l'éducation qui favoriserait l'homosexualité parmi les enfants. Des éléments qui ne faisaient pas partie du document signé. De plus, en raison de la très faible marge de la victoire du Non (50,23 % contre 49,73 % pour le Oui), différents analystes politiques ont accusé le Non de pousser le pays dans une situation de profonde incertitude politique et de condamner les Colombiens à cinquante ans de guerre de plus. Mais, en dépit de l'horizon d'instabilité créé par le rejet du processus de paix, le résultat du plébiscite a fait ressortir une réalité indéniable de l'avenir politique colombien. En tant que chef de la campagne du NON, l'ex-président Álvaro Uribe a démontré que, même si son gouvernement avait pris fin il y a sept ans, il était encore capable de mobiliser la moitié de l'électorat colombien.

Álvaro Uribe Vélez est, sans doute, l'une des figures politiques les plus importantes

de l'histoire récente de la Colombie. Sa victoire comme candidat indépendant à l'élection présidentielle de 2002 a déclenché une reconfiguration définitive du paysage politique colombien. Après plus de 100 ans d'existence du modèle de « démocratie consensuelle » (Ladrón de Guevara, 2002) ou consociationaliste, un système dans lequel les deux partis politiques traditionnels du pays, les libéraux et les conservateurs, se sont partagé le pouvoir en alternance et ont distribués les positions bureaucratiques entre eux; après tout ce temps, l'arrivée d'Álvaro Uribe a entraîné la chute de l'hégémonie bipartite et l'émergence d'un système politique dominé presque absolument par la figure de l'ancien président.

Mais, comme Cristina de la Torre (2005) le souligne, plus que son impact sur la scène politique, c'est sa popularité remarquable qui fait d'Álvaro Uribe une figure politico-historique notable. Au cours de ses huit années au pouvoir, Álvaro Uribe a bénéficié d'un soutien public qui n'a jamais été inférieur à 70 % (Pachón, 2009) et ce, malgré les scandales de corruption ou les allégations de violation des droits de l'homme liés à son gouvernement. Par exemple, éclate en 2008 le scandale des « faux positifs », une affaire dans laquelle plusieurs membres de l'armée colombienne, après avoir tué des civils, ont présenté les victimes comme des membres de la guérilla morts au combat – afin de réclamer des primes ou des journées de congé supplémentaires. Le taux d'approbation du président Uribe a atteint 80 % (Pachón, 2009, p.337), la cote la plus élevée enregistrée pendant ses huit ans en tant que chef de l'État. Aussi, il est difficile d'établir pourquoi la majorité de la population colombienne a soutenu le projet politique d'Álvaro Uribe de réformer la rationalité politique colombienne afin d'établir un *État communautaire*<sup>1</sup>, malgré les conséquences négatives que ce projet

---

<sup>1</sup> Dans son autobiographie, Uribe parle de cette idée de l'État communautaire en faisant référence à la stratégie « de surveillance de quartier » qui existe aux États-Unis. Son idée était que les citoyens devaient garantir eux-mêmes la sécurité dans leur communauté (Álvaro Uribe, 2012, p. 120-121).

politique a eues en termes de corruption, de violation des droits de l'homme et de détérioration des conditions matérielles de la population<sup>2</sup>. On pourrait dire que cet immense soutien populaire était basé sur des éléments plus complexes que les résultats matériels de son gouvernement. En effet, il était lié à une compréhension spécifique de la réalité de la Colombie, à une interprétation du contexte dans laquelle toutes les actions d'Uribe, même si elles semblaient avoir de conséquences négatives, s'inscrivaient parfaitement dans un projet politique particulier. En ce sens, afin de comprendre la nature du grand soutien public d'Álvaro Uribe, il faut d'abord être en mesure de comprendre l'interprétation, proposée par l'ancien président, du contexte de crise institutionnelle à laquelle la Colombie faisait face à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. En même temps, il faut se demander pourquoi le public colombien était prêt à accepter la narration d'Uribe plutôt que d'autres, y compris celles qui avaient été dominantes avant l'arrivée du phénomène de *l'Uribisme*.

L'une des principales hypothèses que l'on trouve dans la littérature pour expliquer la popularité d'Álvaro Uribe propose que le soutien populaire de l'ancien président était une conséquence de sa position militariste au sujet de la résolution du conflit armé colombien. En soulignant plus de 50 ans de guerre et l'échec des négociations de paix engagées par le gouvernement d'Andrés Pastrana (1998-2002) et les FARC en février 2002, on soutient que les Colombiens croyaient qu'une solution pacifique au conflit était très peu probable. Dans cette situation Uribe, avec son profil autoritaire, semblait être un candidat qui cadrerait bien avec ce que le public colombien voulait. Mais cette thèse ne tient pas compte du fait qu'Álvaro Uribe n'a pas été le seul candidat à s'opposer aux négociations de paix avec les FARC. Le général retraité de l'armée

---

<sup>2</sup> Au cours de sa première année au pouvoir, Uribe a adopté une réforme du travail qui, entre autres choses, a augmenté la durée légale du travail à 48 heures par semaine et a flexibilisé le marché du travail afin de rendre le licenciement des employés moins coûteux pour les entreprises.

colombienne, Harold Bedoya, très connu à ce moment-là grâce à ses victoires militaires contre la guérilla, a également mené une campagne présidentielle fondée sur l'idée que la solution au conflit ne pouvait être que de nature militaire. En ce sens, il est difficile de penser que la victoire électorale d'Álvaro Uribe et sa grande popularité étaient exclusivement des conséquences de sa posture militariste. Une deuxième hypothèse généralement répandue dans la littérature voudrait que la popularité d'Álvaro Uribe ait été une conséquence de son charisme et de ses capacités rhétoriques. Pour être plus précis, cette perspective affirme qu'Uribe a utilisé des artifices rhétoriques pour manipuler le public et l'amener à le suivre. Cette hypothèse, qui a la vertu de souligner l'importance de la communication dans le succès du projet politique uribiste, est toutefois problématique, car elle réduit la rhétorique à de simples manœuvres de manipulation.

En suivant les théories linguistiques de Ferdinand de Saussure et de Ludwig Wittgenstein, Ernesto Laclau propose que la rhétorique représente une situation dans laquelle un terme littéral est toujours remplacé par un figuratif. Ce déplacement a lieu dans le but de définir un objet ou un contexte pour lequel il n'y a pas de mot littéral. De cette façon, la rhétorique, plus qu'un mécanisme de manipulation, est un outil pour donner sens au monde; un sens qui n'est aucunement arbitraire, mais qui, au contraire, est soumis à une rationalité particulière. Comme le propose Wittgenstein dans sa théorie des jeux de langage, tout déplacement du sens et toute définition doivent être acceptés par la communauté linguistique afin d'être compris. Il est donc difficile de penser la rhétorique comme une manipulation irrationnelle, car tous les déplacements rhétoriques suivent une certaine rationalité, la rationalité d'une communauté discursive.

Compte tenu des difficultés rencontrées par les hypothèses précédentes dans leur

explication des causes de la popularité d'Álvaro Uribe, ce mémoire aborde l'Uribisme à partir d'une perspective qui surmonte la tendance générale qui consiste à réduire tous les phénomènes inexplicables à des manifestations irrationnelles. Dans ce sens, ce projet propose de penser le phénomène de l'Uribisme<sup>3</sup> comme l'apparition d'une nouvelle rationalité dans l'espace du politique. Selon Ernesto Laclau, la politique est caractérisée par une dispute constante ayant pour enjeu l'établissement d'un sens hégémonique ou d'une rationalité dominante. Cette situation est atteinte, selon Laclau, à travers la mise en œuvre d'une logique politique populiste. Selon l'auteur argentin, le populisme est la construction d'un peuple légitime (Laclau, 2005, p. 117). Cela signifie qu'il n'y a pas de peuple en soi. Il doit être construit par des pratiques discursives qui articulent des intérêts particuliers autour d'un élément structurant. Sous cet angle, la construction d'un peuple implique la détermination d'exigences particulières qui peuvent légitimement entrer dans l'espace du politique. Avec la construction d'un peuple, la rationalité politique est transformée. En ce sens, le phénomène politique de l'Uribisme est encadré par une logique populiste. Cela signifie, suivant Laclau, que le projet politique d'Uribe ainsi que sa popularité sont déterminés par le fait que l'ancien président ait articulé une série de demandes particulières autour de sa personne.

---

<sup>3</sup> Le terme « Uribisme » est utilisé de deux manières. D'une part, il est utilisé pour parler de groupes politiques ou d'individus qui se présentent comme partisans ou sympathisants du projet politique dirigé par Álvaro Uribe. D'autre part, le terme est utilisé pour désigner le phénomène du soutien populaire important dont jouissait Uribe pendant ses huit ans au pouvoir.

### 1.1 Question de recherche et hypothèse

En partant de l'idée que le phénomène de l'Uribisme représente une reconfiguration du politique par l'articulation d'un peuple autour de la figure du président Álvaro Uribe Vélez, on propose la question suivante : *Quelles pratiques discursives ont été mises en œuvre par Álvaro Uribe Vélez afin de construire et d'articuler un peuple autour de sa figure et, en faisant cela, imposer un nouveau sens hégémonique dans l'espace colombien du politique?*

En réponse à la question précédente, ce projet présente l'hypothèse suivante : *Álvaro Uribe Vélez a articulé un peuple autour de sa figure en construisant un ethos discursif de victime de l'inefficacité et de l'incapacité de l'État social colombien à garantir l'état de droit sur l'ensemble du territoire national. En faisant cela, Uribe a été capable d'imposer un récit néolibéral hégémonique qui définit, de façon claire et cohérente, les frontières du peuple et l'identité de son antagoniste.*

Il est également important de souligner que l'hypothèse proposée dans ce mémoire est encadrée par une logique d'imposition d'une gouvernementalité néolibérale. Selon Michel Foucault (2004), la gouvernementalité se réfère à la logique qui guide la façon dont un État exerce le contrôle sur la population. Ainsi, l'approche néolibérale de la gouvernance est celle où le rôle exclusif de l'État est de garantir la libre concurrence dans le marché. En permettant la concurrence, l'État garantit la liberté individuelle. Dans cette logique, tout type d'intervention sur le marché est compris comme une mesure despotique. Dans le but de garantir l'indépendance absolue du marché, le néolibéralisme est plutôt un cadre juridico-institutionnel. Un ordre qui veut garantir la libre concurrence et, en ce sens, transformer la relation entre l'État et le peuple.

Donc, le phénomène de l'Uribisme s'inscrit dans ce processus d'établissement d'une gouvernementalité néolibérale. Cela veut dire qu'on ne parle pas exclusivement de réformes économiques quand on parle de la nature néolibérale du projet politique d'Álvaro Uribe. Loin de là, on fait référence à une intention de transformer la rationalité de l'État colombien et de reconstituer les relations entre les institutions et la population en faisant primer la liberté du marché sur tout le reste.

À la lumière de ce qui précède, ce mémoire affirme que le phénomène de l'Uribisme doit être considéré comme faisant partie d'un processus plus complexe et internationalisé de transformation de la gouvernementalité dominante. En ce sens, en construisant un peuple autour de sa figure et en présentant l'État social comme l'antagoniste de ce peuple, Uribe a tenté de réformer la logique de l'État et la relation que les citoyens entretenaient avec les institutions étatiques.

## 1.2 Plan de démonstration

En suivant la théorie d'Ernesto Laclau, ce mémoire part de l'idée que le peuple n'est pas un objet fixe, mais, au contraire, qu'il est toujours constitué par des pratiques discursives. Cette perspective suit l'idée de Foucault (1972, p. 59-60) suivant laquelle le discours est constitutif des objets qu'il aborde. Ainsi, ce travail a analysé l'Uribisme comme un phénomène politique dans lequel une série de pratiques discursives opéraient d'une manière à constituer un objet spécifique, le peuple. En quoi l'objectif de ce texte est de démontrer comment Álvaro Uribe, par ses pratiques discursives, a réussi à instaurer, dans l'espace du politique, une interprétation particulière de la crise institutionnelle colombienne de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. De là, grâce au succès de son récit, l'ex-président a pu articuler différents discours et

demandes dans une seule communauté discursive, un peuple légitime. Il a imposé une nouvelle logique au politique, une rationalité dans laquelle toutes les actions du président, même celles qui pouvaient être considérées comme antidémocratiques ou corrompues, semblaient cohérentes avec le projet politique proposé par Uribe et accepté par les citoyens.

Malheureusement, même si la théorie d'Ernesto Laclau propose une définition très claire du concept de populisme et de l'idée de penser le peuple en tant qu'outil pour transformer le politique, cette théorie ne fournit pas de méthodologie permettant de déterminer comment une pratique discursive particulière opère dans le domaine social afin de conduire à l'articulation d'un peuple. Donc, dans le but de déterminer comment les différentes pratiques discursives performées par Álvaro Uribe ont opéré pour construire un peuple et renforcer un récit particulier, ce mémoire a abordé ces diverses déclarations à travers la théorie de l'ethos discursif de Dominique Maingueneau. L'utilisation de cette notion méthodologique permet d'étudier plusieurs énoncés — qui diffèrent dans leur genre, les questions qu'ils abordent et le public qu'ils entendent atteindre — dans une perspective commune. En d'autres termes, l'affirmation que tous les énoncés construisent des scénographies afin de valider un message implique que toutes les déclarations sont soutenues par une chronologie, une topographie et une distribution positionnelle des acteurs impliqués. Par conséquent, on peut affirmer que tous les énoncés, indépendamment de la manière dont ils sont produits ou des problèmes qu'ils abordent, peuvent être analysés et comparés en utilisant les marqueurs du temps, de l'espace et les positions des acteurs présents dans chaque scénographie.

Enfin, il est à noter qu'en fonction des limitations de temps et d'espace d'un mémoire de maîtrise, ce travail s'est concentré exclusivement sur les énoncés prononcés par



Uribe et moins sur la manière dont ils ont été interprétés par le public. Même s'il est évident que la seule façon d'atteindre des conclusions définitives sur l'impact que l'Uribisme a eu sur la société colombienne est d'analyser ce qui est arrivé aux deux côtés de la question (l'énonciation et l'interprétation), il faut d'abord identifier la logique générale qui régissait les interactions entre l'ancien président colombien et les citoyens. En vue d'y arriver, ce mémoire est conçu comme la première étape d'un long processus de compréhension de ce qu'était le phénomène de l'Uribisme et de l'impact qu'il a eu sur la politique colombienne.

### 1.3. Structure du mémoire

#### 1.3.1 Revue critique de la littérature et présentation du contexte social et politique colombien

Pour bien comprendre la singularité de l'Uribisme et la rupture historique que ce phénomène a engendrée dans le système politique colombien, il faut d'abord comprendre les caractéristiques fondamentales du contexte dans lequel ce projet politique a émergé. En ce sens, le deuxième chapitre de ce mémoire présente d'abord une description générale du système bipartite et, dans une certaine mesure, consociationaliste qui a dominé le paysage politique du pays pendant plus de cent ans. En outre, ce processus d'examen historique se concentre sur la description des facteurs qui, au cours des dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, ont engendré la situation de crise institutionnelle profonde qui a permis à Álvaro Uribe d'accéder au pouvoir.

La deuxième question abordée dans ce chapitre est celle de la difficulté que les analyses existantes ont à présenter une description globale de l'Uribisme sans réduire

le phénomène à un cas de manipulation rhétorique. Actuellement, la plupart des études sur le gouvernement d'Álvaro Uribe met l'accent sur les conséquences que la stratégie militaire de la *Sécurité démocratique* a eu sur le conflit armé colombien et sur la population civile. En ce sens, la question de la popularité d'Uribe n'a pas été considérée par la majorité de la communauté scientifique. Seulement deux perspectives analytiques ont vraiment abordé la question du fort soutien populaire d'Álvaro Uribe Vélez et les conséquences que ce phénomène a eues sur le contexte politique colombien. D'un côté l'approche *communicationnelle*, présentée par des auteurs tels qu'Adolfo Atehortúa (2007) ou Fabio López de la Roche (2014), qui relie la popularité d'Uribe à ses compétences rhétoriques et à son charisme. De l'autre l'approche *du néopopulisme*, défendue principalement par Cristina de la Torre (2005), qui envisage l'Uribisme comme un phénomène s'inscrivant dans le contexte de la stratégie politique de manipulation rhétorique qui prévalait en Amérique du Sud dans les années 1990. Ainsi, elle présente le projet politique dirigé par Álvaro Uribe comme un spectacle médiatique dans lequel les images remplacent les idées, d'une part, et où l'antipolitique (entendue comme politique sans idéologie) et la notion de « démocratie directe » (dans le sens de la communication directe entre le leader et le peuple) se présentent comme des solutions à la crise institutionnelle, d'autre part (de la Torre, 2005, p. 22).

En outre, la perspective néopopuliste part de l'idée que les régimes populistes sont le résultat d'une crise institutionnelle dans laquelle une partie importante de la population estime que les institutions politiques existantes ne répondent pas à ses demandes. En ce sens, l'approche populiste surmonte les limites de la théorie libérale traditionnelle en prenant en considération le fait que le système démocratique peut se montrer, dans certaines circonstances, incapable de représenter ou de gérer adéquatement les intérêts de la population entière. Le problème est donc de trouver

une définition du populisme qui ne réduise pas ce phénomène politique à de la manipulation irrationnelle.

À la lumière de ce qui précède, la troisième section du deuxième chapitre se concentre sur la description des approches du populisme les plus pertinentes. En suivant le travail de Francisco Panizza (2005), on propose un résumé des aspects les plus importants du populisme compris comme la manifestation d'une série de *généralisations empiriques*, comme processus *historiques géographiques* et comme l'appellation ou constitution discursive d'un peuple.

### 1.3.2 La théorie populiste d'Ernesto Laclau et la construction du peuple néolibéral

Une fois que les différents courants de la théorie populiste étaient revus, le troisième chapitre présente les deux perspectives théoriques à travers lesquelles on a analysé le phénomène de l'Uribisme. C'est-à-dire la théorie du populisme d'Ernesto Laclau (1985; 2005) et la conception du néolibéralisme proposé par Michel Foucault (2004). À partir d'une approche post-marxiste, Ernesto Laclau présente le populisme comme une logique politique basée sur la reconfiguration des frontières du politique. En proposant que les frontières du politique sont constamment redéfinies, l'idée libérale de classer tout ce qui est en dehors de sa rationalité comme irrationnel est invalidée. Au contraire, on assume qu'il y a plusieurs rationalités en conflit constant en vue d'occuper l'espace du politique. Donc, en revenant au sujet de ce mémoire, on peut dire que la notion de populisme d'Ernesto Laclau permet de penser le phénomène de l'Uribisme comme celui par lequel une rationalité nouvelle ou différente s'est imposée dans l'espace du politique, rationalité qui a reconfiguré les frontières de cet espace.

D'autre part, comme on l'a mentionné ci-dessus, ce texte suppose que l'Uribisme est encadré par une logique de reformulation de l'État social. En ce sens, le troisième chapitre de ce mémoire présente aussi la théorie de Foucault sur la gouvernementalité néolibérale. Sur la base de cette présentation, on propose que le récit promu par Álvaro Uribe a été précisément axé sur la transformation de la rationalité de l'État colombien.

### 1.3.3 Méthodologie

Pour démontrer la validité de l'hypothèse proposée par ce texte et démontrer efficacement que l'Uribisme est un phénomène qui peut être mieux compris grâce à la théorie populiste d'Ernesto Laclau, le quatrième chapitre présente l'analyse d'une série d'énoncés produits par Álvaro Uribe Vélez. Vu que Laclau ne propose pas de méthodologie pour étudier systématiquement la manière dont les pratiques discursives conduisent à l'articulation d'un peuple, cette section commence par introduire les théories du discours développées par Ruth Amossy (1999) et Dominique Maingueneau (1984; 1991). Ensuite, sur la base des concepts de l'*ethos discursif* et de la *scénographie* conçus par ces deux auteurs, un résumé de l'étude de plus de cinquante énoncés est fourni au lecteur. Cette synthèse met en évidence les modèles les plus pertinents dans les interactions d'Uribe avec le public et, à l'aide d'exemples, elle montre comment ces régularités ont permis à l'ex-président d'articuler un peuple néolibéral autour de sa figure.

#### 1.3.4 Conclusions

Une fois l'hypothèse initiale prouvée, la dernière partie se concentre sur la mise en évidence des conclusions les plus importantes qui ont émergé de ce processus d'analyse du discours. Par ailleurs, cette section propose l'évaluation de deux interrogations découlant de l'analyse effectuée dans ce mémoire. La première s'intéresse à la relation entre le populisme et la démocratie libérale. En ce sens, on se concentre sur l'idée qu'au lieu d'être une manifestation extérieure qui va à l'encontre de la démocratie libérale, le populisme est une logique qui apparaît directement comme une conséquence de l'incapacité d'accomplir la promesse de consensus sur laquelle il était basé. La deuxième interrogation est liée au rôle joué dans ce processus historique par les groupes politiques et secteurs sociaux d'opposition. Au-delà du pouvoir politique d'Álvaro Uribe et de sa grande popularité, il faut se demander si la manière dont ces différentes organisations ont réagi à l'émergence d'Uribe a permis à l'ancien président de renforcer sa position.

Pour terminer, il est intéressant de souligner que cette enquête s'inscrit dans une démarche générale qui consiste à bien comprendre ce qui a soutenu Álvaro Uribe Vélez pendant les huit années de sa présidence malgré les politiques « impopulaires » qu'il a mises en œuvre. De même, ce projet est considéré comme un moyen de contribuer à l'étude du populisme en tant que stratégie politique susceptible de favoriser des transformations sociales fondamentales.



## CHAPITRE II

### LA CRISE INSTITUTIONNELLE COLOMBIENNE ET LA MONTÉE DE L'URIBISME

Afin d'éviter la tendance à réduire l'Uribisme à un cas de manipulation rhétorique ou d'étudier ce phénomène à partir d'une perspective partielle, il faut, tout d'abord, comprendre le contexte historique dans lequel ce processus politique a émergé. Une période de crise institutionnelle durant laquelle la corruption politique, les réformes économiques néolibérales et la violence sociale ont conduit à la perte de légitimité des partis traditionnels et à une méfiance accrue à l'égard des institutions politiques existantes. En ce sens, ce chapitre montrera comment ce moment de crise organique est advenu et comment ces circonstances particulières ont conduit au développement du projet politique d'Álvaro Uribe Vélez.

#### 2.1. La banalisation de la violence et le contexte de crise institutionnelle

La réalité colombienne de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle est marquée par un profond conflit armé. Une dispute qui a commencé dans les années 1950 comme une guerre civile entre deux partis politiques s'est transformée, dans le contexte de la guerre froide, en un conflit social et politique entre les différentes guérillas et l'État colombien. Puis, avec l'émergence des cartels de la drogue dans les années 1980 et l'avènement des groupes paramilitaires d'extrême droite, le conflit colombien est devenu une guerre « totale » dans laquelle la population civile a été appelée à jouer un rôle central dans les combats.

Daniel Pécaut (1999; 2013) a été l'un des premiers auteurs à donner sens à cette situation complexe. En proposant l'hypothèse de la banalisation de la violence, Pécaut a pu décrire un contexte dans lequel les frontières entre les ennemis et les amis, les civils et les combattants, n'étaient pas clairement définies. Sur cette voie, la société colombienne a été mise dans une situation où les paramilitaires, les guérillas et même l'armée colombienne ont ciblé et attaqué directement la population civile. En plus, comme le proposent Javier Guerrero et David Mond (2001), Nazih Richani (2005) ou Vanessa Gray (2008), cette banalisation de la violence a été accompagnée par une importante augmentation du financement du conflit. Le commerce de la drogue et les contributions des entreprises multinationales, dans le cas de la guérilla et des paramilitaires, et l'arrivée de l'aide américaine (neuf milliards de dollars américains) (Washington Office on Latin America, 1 février 2016), dans le cas de l'armée colombienne, ont conduit à une escalade de la violence et ont poussé le conflit vers une situation dans laquelle la résolution pacifique semblait peu probable.

Pour compliquer les choses, la consolidation des groupes paramilitaires d'extrême droite a fait subir une transformation profonde au conflit colombien au cours des dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. Comme le soutient Edwin Cruz (2009), les paramilitaires, jusque là vus comme des armées privées créées par les propriétaires terriens pour se protéger de la guérilla, ont pris la forme d'une faction politique représentée et appuyée au Congrès colombien et appuyée par divers secteurs de la population colombienne.

Dans ce contexte de violence sociale et politique constante, il est devenu courant d'associer tous les problèmes du pays à la question du manque de sécurité (Orjuela, 2005, p. 71). Les difficultés économiques et de participation politique qui affectent le



pays au début du XXI<sup>e</sup> siècle étaient toutes considérées comme des conséquences normales d'une situation où personne ne se sentait en sécurité d'investir ou de s'impliquer en politique. Malheureusement, cette interprétation ne tient pas compte du fait que les institutions politiques colombiennes ont joué un rôle fondamental dans la perpétuation de ce contexte de violence. Soit par leurs alliances avec des organisations illégales ou par leur incapacité à apporter des solutions viables, les partis politiques traditionnels ont été perçus comme faisant partie du problème et comme l'une des causes de la crise institutionnelle. En ce sens, on peut affirmer qu'Álvaro Uribe Vélez, en tant que dissident du Parti libéral, est arrivé au pouvoir dans un contexte où les Colombiens avaient tourné le dos aux deux partis politiques traditionnels du pays, le Parti conservateur et le Parti libéral.

### 2.1.1 Le « processus 8000 » et la chute du Parti libéral

D'une manière générale, comme le propose Marco Palacios (2003, p. 267), depuis que le système de démocratie « arrangée » ou limitée qui régnait en Colombie a été formellement éliminé en 1974, le Parti libéral est devenu la plus puissante des deux forces politiques traditionnelles du pays. Parmi les sept présidents qui ont gouverné entre 1974 et 2002, cinq venaient du Parti libéral alors que les deux autres étaient des conservateurs. Les deux défaites que les libéraux ont subies durant cette période sont en partie le résultat de divisions internes. En 1982, le conservateur Belisario Betancur a été élu président en raison d'un conflit entre les nouveaux membres du Parti libéral et le groupe dirigé par l'ancien président colombien Alfonso López Michelsen. La défaite de 1998 a été le résultat de la répulsion ressentie par les Colombiens envers le Parti libéral – en raison du scandale des contributions que le cartel de drogue de Cali a fait à la campagne présidentielle d'Ernesto Samper.

En 1994, après la victoire du libéral Ernesto Samper aux élections présidentielles, son rival conservateur, Andrés Pastrana, a révélé une série d'enregistrements dans lesquels Miguel Rodríguez Orejuela et Gilberto Rodríguez Orjuela, chefs du cartel de Cali, déclarent avoir donné de l'argent à la campagne de Samper. Sur la base de ces enregistrements et de nouvelles enquêtes, différents membres de l'équipe de la campagne de Samper, dont certains occupaient d'importantes positions gouvernementales, ont été condamnés et arrêtés pour avoir accepté des contributions illégales. Parmi les personnes arrêtées, la plus notable était Fernando Botero Zea, ministre de la Défense, qui, une fois sous la garde de l'État, a affirmé que Samper était au courant de l'existence de ces ressources.

Ernesto Samper a été reconnu innocent après qu'il se soit avéré impossible de prouver qu'il savait que cet argent avait servi à financer sa campagne. Mais, indépendamment de ce que la justice colombienne a cru, les citoyens sont devenus très critiques du gouvernement. Parallèlement, des pays comme les États-Unis ont rejeté et dénoncé le fait qu'il pourrait y avoir un lien quelconque entre le gouvernement colombien et les cartels de la drogue. De ce fait, et l'augmentation de la production de cocaïne, le gouvernement américain a imposé des restrictions commerciales à la Colombie.

Dans ces circonstances, le parti libéral s'est divisé entre ceux qui croyaient que Samper devait démissionner et ceux qui soutenaient le président. Pour Dugas (2001), la révélation de la relation entre le parti et les cartels de la drogue – remarquée également au cours des années 1980, lorsque Pablo Escobar avait été élu membre suppléant du Congrès pour le Parti libéral –, a poussé les libéraux à perdre beaucoup de leur soutien populaire. Ce qui est devenu apparent lors de l'élection présidentielle

suivante, quand le candidat libéral et ancien ministre de l'Intérieur, Horacio Serpa, a perdu contre Pastrana. Depuis l'élection de Samper, les libéraux ont été incapables de remporter directement la présidence<sup>4</sup>.

### 2.1.2 Les conservateurs et l'échec des négociations de paix

Confronté à un parti libéral faible et divisé, Andrés Pastrana a été élu président en promettant d'apporter la paix à la Colombie. Quelques mois après être entré en fonction, Pastrana a annoncé qu'il entamerait un processus de négociations de paix avec les FARC. Pour y arriver, Pastrana a accepté de démilitariser un territoire de la taille de la Suisse dans le sud de la Colombie. De nombreux dirigeants politiques du pays ont critiqué cette décision. Comme Fabio López (2014, p. 45) l'a souligné, l'absence de clarté quant à la façon dont ces négociations allaient se développer et quant à leur durée, a mené différentes personnes à souligner les risques que cette décision faisait courir à la sécurité et à la stabilité du pays. Ces doutes se sont multipliés à mesure que les négociations avançaient sans qu'il y ait eu de progrès réel. Les gens ont remis en question la volonté des FARC de parvenir véritablement à un accord et ont accusé Pastrana de se laisser tromper par la guérilla. Cette perception est devenue courante chez les citoyens après le fameux épisode de la « Silla vacía » (chaise vide) : Pastrana s'étant assis seul, à côté d'une chaise vide, lors de la cérémonie d'inauguration des négociations de paix. Manuel Marulanda Vélez, le chef des FARC à l'époque, n'a pas assisté à la cérémonie. Plus tard, il a déclaré devant les médias qu'il n'avait pas participé à l'événement parce qu'il ne voulait pas donner aux Colombiens la fausse impression que la paix était proche.

---

<sup>4</sup> En 2006, le parti libéral a soutenu Uribe même s'il représentait un autre parti. En 2014, il a soutenu Juan Manuel Santos dans une alliance tripartite.

Par la suite, au fur et à mesure que les attaques contre les postes de police et les enlèvements se poursuivaient, le scepticisme populaire à l'égard des négociations de paix a continué à croître. Cette situation a atteint un point critique le 20 février 2002. Ce jour-là, des membres des FARC ont contraint un avion commercial à atterrir sur une route proche de la zone démilitarisée. Ils ont libéré tous les passagers de l'avion à l'exception du sénateur colombien Jorge Eduardo Gechem Turbay. Lorsque la nouvelle de l'enlèvement est devenue publique, le président Pastrana a annoncé la fin des négociations de paix. Quelques jours plus tard Ingrid Betancourt, candidate à l'élection présidentielle, s'est rendue dans la zone démilitarisée avec l'intention d'amener les FARC à libérer le sénateur et d'accepter de nouvelles conditions pour que les négociations de paix se poursuivent. Betancourt a été capturée par la guérilla et n'a recouvré la liberté qu'en juillet 2008.

Dans ces circonstances, à la fin de son mandat, le gouvernement Pastrana ne recueillait plus que 21 % d'approbation. Le parti conservateur, affecté par l'image négative que le processus de paix reflétait sur le président, n'a même pas présenté de candidat aux élections présidentielles de 2002. Noemi Sanin, une conservatrice bien connue, s'est présentée à titre indépendant. Le parti n'a pas non plus soumis de candidature en 2006, préférant soutenir celle d'Uribe. Ce n'est qu'en 2010 que le parti s'est choisi un candidat officiel.

### 2.1.3 La récession économique et la crise des saisies immobilières

La défiance populaire envers le Parti conservateur n'était pas exclusivement une conséquence de l'échec des négociations de paix avec les FARC. Pendant le

gouvernement de Pastrana, la Colombie a souffert deux importantes crises sociales et économiques qui ont eu de profondes répercussions sur la manière dont les citoyens se associaient aux institutions politiques existantes. En 1998, en raison de circonstances sans rapport avec le conflit armé, le secteur financier colombien a connu une crise importante. Cette situation, qui a obligé différentes entreprises à fermer leurs portes, a conduit à une augmentation importante des taux d'intérêt. De ce fait, les dettes ont augmenté et de nombreux citoyens se sont trouvés dans une situation où ils ne pouvaient plus continuer à payer leurs hypothèques et ont perdu leurs maisons. Même si l'administration de Pastrana a répondu à cette crise en réformant la façon dont les intérêts sur les prêts hypothécaires était déterminés, cette réponse a été lente et, au moment de sa mise en place, de nombreux Colombiens se trouvaient déjà « dans la rue ». Cette crise profonde du logement s'est accompagnée d'une situation difficile du travail. À la fin de 1998, le chômage dans le pays avait atteint 20 %. Pendant le gouvernement de Pastrana, le taux de chômage n'a jamais été inférieur à 17 %.

#### 2.1.4 Les élections de 2002 et le début de l'Uribisme

Conséquence de la perte de légitimité des partis politiques traditionnels, les élections présidentielles de 2002 se sont déroulées dans un environnement chaotique. Onze candidats y ont participé, la plupart à titre d'indépendants, à l'exception du libéral Horacio Serpa, seul représentant d'un parti traditionnel. Dans ce contexte d'incertitude politique, deux aspirants ont reçu beaucoup d'attention en raison de leur position très fermée en faveur d'une solution militaire au conflit interne colombien : Álvaro Uribe Vélez et le général à la retraite et ancien commandant des forces armées colombiennes, Harold Bedoya Pizarro. De l'avis de ces deux candidats, Pastrana a

fait une erreur en autorisant la constitution d'une zone démilitarisée. Ce territoire, selon eux, a permis aux FARC de poursuivre librement leurs activités illégales tout en leur offrant un espace sûr où elles pouvaient se renforcer. En ce sens, ils croyaient que la guérilla n'avait jamais vraiment été intéressée à signer un traité de paix avec l'État colombien. Pour eux, les FARC avaient abandonné leur lutte politique et n'étaient plus qu'une organisation terroriste et de trafic de drogue. Dans cette perspective, ils ont affirmé que l'État devait traiter les guérillas comme des groupes criminels et non comme des mouvements politiques.

Malgré les points communs entre Uribe et Bedoya en ce qui concerne la façon de faire face à la question de la sécurité en Colombie, une différence fondamentale séparait les deux candidats. Alors que le projet politique de l'ancien général se concentrait exclusivement sur la proposition d'une stratégie militaire, Álvaro Uribe proposait une réforme profonde de l'État colombien qui, à son avis, était une institution inefficace et corrompue. Cette différence entre les deux candidats est cruciale pour bien comprendre que le phénomène de l'Uribisme était trop complexe pour être réduit à une position forte contre le terrorisme ou à une manipulation rhétorique. Au contraire, pendant sa campagne présidentielle, Uribe a présenté un programme de 100 points dans lequel il entendait réformer l'État social existant pour instituer ce qu'il appelait l'État communautaire (Atehortúa, 2007).

À la surprise de beaucoup, Álvaro Uribe a été élu président de la Colombie le 26 mai 2002 dans le premier tour des élections, avec 54 % des votes. Aucun autre candidat n'avait été capable de gagner les élections au premier tour depuis l'instauration de ce système électoral en 1991. Avec des niveaux d'appui public incroyablement élevés, Uribe a gouverné la Colombie pendant huit années consécutives au cours desquelles il a tenté de transformer profondément l'État social existant. D'autre part, l'arrivée

d'Álvaro Uribe au pouvoir a marqué la rupture du système politique bipartisan qui régissait la politique colombienne depuis plus de 150 ans et, en ce sens, le phénomène de l'Uribisme représente une recomposition définitive du paysage politique colombien. En plus, le gouvernement d'Álvaro Uribe a été marqué par l'application d'une stratégie militaire controversée qui a conduit à des victoires importantes contre la guérilla, mais qui, en même temps, a entraîné des accusations multiples contre l'armée colombienne pour violations des droits humains. Dans un ton similaire, les deux mandats présidentiels d'Uribe ont été marqués par des plusieurs scandales de corruption, qui ont mené à l'inculpation et à l'arrestation de nombreux membres de haut rang de son gouvernement.

## 2.2 L'Uribisme

Même si le gouvernement d'Álvaro Uribe a marqué une rupture fondamentale dans l'histoire politique colombienne, peu d'auteurs ont proposé une perspective générale qui permette de comprendre ce phénomène dans son ensemble. Dans la plupart des cas, l'étude de ce processus historique a été réduite à l'analyse d'une stratégie militaire ou à l'affirmation que l'arrivée d'Uribe au pouvoir était la conséquence d'une situation de manipulation rhétorique d'une population peu informée et irrationnelle. En ce sens, les évaluations de l'Uribisme ont été incapables de présenter une description complexe du phénomène dans laquelle le contexte de crise institutionnelle, dans lequel ce processus a émergé, soit articulé aux différents éléments qui composent le projet politique d'Álvaro Uribe.

L'une des rares perspectives à avoir étudié l'émergence d'Uribe comme la conséquence d'un contexte particulier est celle de la théorie néopopuliste défendue

par Cristina de la Torre (2005). En s'appuyant sur une définition normative du populisme, cette perspective associe ce phénomène à une série d'éléments qui sont communs à l'histoire politique de l'Amérique latine. Ainsi, même si l'hypothèse proposée par la théorie néopopuliste a des limitations importantes, cette approche permet d'analyser l'Uribisme comme un phénomène complexe qui émerge en réaction à une situation dans laquelle les institutions politiques du pays avaient perdu leur légitimité et leur capacité à répondre aux demandes du public. Mais, avant de se concentrer sur la façon dont la théorie populiste a compris l'Uribisme, on doit passer en revue des analyses qui se concentrent sur l'étude des éléments particuliers du gouvernement d'Uribe. Bien que la portée générale de ces travaux soit limitée, ils présentent des descriptions détaillées des différentes politiques et, pour cette raison, aident à mieux comprendre le développement de ce processus politique.

### 2.2.1 L'Uribisme comme stratégie militaire

La première approche de l'Uribisme se concentre sur l'analyse de la politique de la Sécurité démocratique (*Seguridad democrática*). Comprise comme l'épine dorsale du gouvernement d'Uribe, cette stratégie militaire était basée sur l'idée de doter l'armée et la police colombienne des outils (matériels, logistiques et juridiques) nécessaires pour reprendre le contrôle de la totalité du territoire du pays — dont plus du 30 % étaient sous contrôle de la guérilla (Bargeant, 2014) — et pour vaincre la « menace terroriste » présentée par la guérilla. Cette approche analytique décrit la manière dont cette politique a été mise en place, en même temps qu'elle fait ressortir les conséquences négatives que cette stratégie a eues sur la population colombienne. En dépit des descriptions détaillées qui résultent de ce type d'analyse, cette perspective ne propose pas une théorie générale de l'Uribisme. En conséquence, cette approche



ne permet pas de comprendre comment la stratégie militaire était liée à d'autres politiques promues par le gouvernement d'Uribe. Également, cette critique du gouvernement d'Uribe ne propose pas de réponse à la question des causes de la grande popularité de l'ancien président en dépit du fait que la politique de la Sécurité démocratique ait directement impliqué la population civile dans le conflit armé.

L'un des premiers auteurs à aborder le sujet de la politique de Sécurité démocratique a été Francisco Leal Buitrago (2006; 2011). Pour Leal, cette politique était marquée par une profonde ambiguïté parce que, tandis qu'Álvaro Uribe niait l'existence d'un conflit armé en Colombie — de façon à récuser les dimensions sociales et politiques au fondement du conflit et à présenter les guérillas comme des groupes strictement terroristes — son projet de Sécurité démocratique était conçu spécifiquement pour faire face à des situations de guerre civile. Sur cette base, Francisco Leal résume cette politique en accentuant trois lignes. La première ligne est la poursuite de l'offensive militaire contre les FARC. Une offensive qui avait brièvement commencé sous le gouvernement d'Andrés Pastrana (1998-2002) et qui, selon Leal, a été rendue possible grâce au rôle que les ressources et la coopération américaine ont joué dans la transformation de l'armée colombienne. En relation avec ce point, Sandra Borda (2012) souligne le fait que la politique de Sécurité démocratique a arrimé le conflit armé colombien au cadre de la guerre contre le terrorisme lancée par les États-Unis en 2001. À cause de cela, Álvaro Uribe a été capable d'établir des alliances stratégiques internationales qui ont contribué à soutenir son plan en dépit des allégations de violations des droits de l'homme.

La deuxième ligne de la politique de Sécurité démocratique, selon l'analyse de Francisco Leal, est la recherche de la conclusion d'un traité de paix avec les groupes paramilitaires. Cette stratégie a posé deux problèmes fondamentaux. D'une part, elle

a permis la réduction des peines imposées aux paramilitaires et a eu des résultats limités en termes de compensation des victimes. D'autre part, les conditions du traité n'ont pas été respectées par tous les groupes paramilitaires. Différents blocs n'ont jamais rendu les armes et d'autres, qui ont même accepté le traité initial, ont continué à se battre et à participer au trafic de drogues. La faiblesse de ce processus a également été soulignée par Fernando Cubides (2006). De l'avis de Cubides, la limite la plus importante du processus de démobilisation des paramilitaires était que les membres de ces organisations n'étaient pas obligés de fournir d'information sur les dirigeants politiques et économiques qui ont fondé et parrainé ces groupes.

Ce dernier point gagne en pertinence si l'on considère que, pendant que ces négociations avaient lieu, plusieurs membres du Congrès colombien (66) – la plupart appartenant à l'alliance gouvernementale – ont été accusés et reconnus coupables d'avoir des liens avec les groupes paramilitaires. Cette relation, qui a reçu le nom de *parapolítica*<sup>5</sup>, consistait en une entente selon laquelle les paramilitaires devaient forcer les citoyens à voter pour des candidats ou des partis spécifiques en échange de faveurs que les politiciens se proposaient de leur accorder.

La troisième ligne de la politique de *Sécurité démocratique* est d'introduire de nouvelles stratégies de guerre dans le conflit. D'une part en cherchant à impliquer directement les civils dans la guerre par la création de filets d'informateurs. En ce sens, les civils se sont fait donner un rôle spécifique dans la guerre contre le « terrorisme », le rôle de fournir à l'armée des informations sur les gens soupçonnés d'avoir des liens avec la guérilla. D'autre part, le projet de Sécurité démocratique a

---

<sup>5</sup> Forero, Juan, « Colombian Government Shaken By Lawmakers' Paramilitary Ties », dans : *The Washington Post*, 18 novembre 2006, <<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/11/17/AR2006111701843.html>>.

mis en œuvre une nouvelle forme de motivation pour l'armée colombienne afin de produire plus efficacement des résultats. Cela signifie que les soldats recevaient des bonis s'ils atteignaient certains objectifs. En d'autres termes, ils gagnaient de l'argent ou d'autres avantages pour chaque guérillero qu'ils tuaient ou capturaient. Leal critique la troisième ligne de la politique de la Sécurité démocratique en affirmant qu'elle conduit à la formation d'un État policier. Selon lui, ces nouvelles stratégies encourageaient les citoyens à fournir constamment des informations, vraies ou fausses, en même temps qu'elles donnaient aux soldats une motivation additionnelle pour ignorer les libertés civiles des citoyens. Comme le souligne Mónica Pachón (2009), ce nouveau système de motivation militaire a mené à de terribles violations des droits de l'homme comme celle des « faux positifs ».

### 2.2.2 Les réformes politiques de l'Uribisme

Une autre dimension du gouvernement d'Uribe examinée par les analystes de l'Uribisme, même si elle n'a pas été étudiée en profondeur, est celle des réformes politiques que l'ancien président a tenté d'imposer pendant son mandat. Cette négligence des changements politiques que l'ancien président a tenté d'introduire dans le système politique s'explique du fait que la plupart de ces réformes ont été bloquées par la Cour constitutionnelle ou par des défaites électorales. John Dugas (2003) a souligné cette difficulté en affirmant qu'il est erroné de classer Álvaro Uribe comme un chef populiste, car il a été incapable de vraiment concentrer le pouvoir politique entre ses mains. En dépit de cette évaluation, Dugas ne propose pas d'analyse des raisons qui ont motivé le président à essayer d'introduire ces changements ou des conséquences que ces modifications auraient eues sur le pays. Le seul auteur à avoir passé en revue les tentatives de réforme politique d'Uribe est

Adolfo Atehortúa (2007). Dans un ouvrage qui étudie trois éléments de la présidence d'Uribe (communications, réformes politiques et politique de l'éducation), Atehortúa lie les changements qu'Uribe a été incapable d'introduire dans le système politique colombien à l'idée de l'État communautaire proposée par l'ancien président dans sa campagne présidentielle. De l'avis d'Atehortúa, l'État communautaire proposé par Álvaro Uribe était une forme d'État néolibéral assumant que les secteurs les moins favorisés de la société doivent être subventionnés par l'État pour participer aux dynamiques du marché. En ce sens, le rôle de l'État n'est pas de garantir les droits, mais de fournir une aide monétaire aux personnes qui, en raison de l'extrême pauvreté, ne peuvent pas concourir librement sur le marché. De même, cette forme d'organisation politique est basée sur l'idée d'une communication directe entre le président et la population. De l'avis d'Adolfo Atehortúa, cette notion représente un moyen de mettre en doute le rôle des institutions politiques et civiles déjà existantes.

Un autre aspect des réformes politiques d'Uribe qui a suscité beaucoup d'attention, parmi ceux qui se consacrent à l'étude du système judiciaire colombien, est la réforme constitutionnelle qui a permis sa réélection. Dans une perspective constitutionnelle et juridique, ces études mettent l'accent sur l'impact que deux mandats présidentiels continus ont eu sur la Cour suprême et la Cour constitutionnelle, de même que sur l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'égard de l'exécutif. Les questions liées au fait que ce changement a donné au président la possibilité de choisir le Procureur général qui servirait pendant la majorité de son mandat et aussi l'opportunité de présenter plusieurs candidats à la Cour suprême et la Cour constitutionnelle (Rincón Rodríguez, 2006).

### 2.2.3 Les conseils communaux et la communication d'Álvaro Uribe

Par ailleurs, une approche différente de l'Uribisme se centre sur l'analyse des politiques de communication de l'ancien président. En termes généraux, cette perspective *communicationnelle* propose que le projet politique d'Álvaro Uribe est construit sur un processus de manipulation rhétorique. En ce sens, ces études ont analysé la manière dont Uribe s'exprimait dans les médias ainsi que la manière dont fonctionnaient les réunions hebdomadaires télévisées qu'il tenait avec les citoyens; les célèbres *conseils communaux*. Le comportement de l'ancien président au cours de ces réunions publiques avec la population a été étudié principalement par Adolfo Atehortúa (2007). Selon Atehortúa, ces réunions n'étaient pas seulement des espaces dans lesquels Uribe pouvait communiquer directement avec le peuple. Pour lui, Uribe a utilisé ces réunions pour souligner l'inefficacité des institutions politiques existantes et des représentants locaux. D'autre part, Atehortúa affirme que ces moments de communication directe ont permis à Uribe d'exploiter ses talents rhétoriques et son charisme. En ce sens, il comprend que ces situations ont donné à l'ancien président la possibilité de manipuler le public pour qu'il soutienne des décisions politiques qui, dans des circonstances normales, auraient été difficilement acceptées par la population.

Ce point de vue, qui comprend la communication d'Uribe exclusivement comme une forme de manipulation rhétorique, est partagé par Fabio López de la Roche. Selon López de la Roche (2014), la stratégie de communication d'Álvaro Uribe Vélez peut être définie par la notion de *fictionnalisation*. Cela veut dire que dans les médias, Álvaro Uribe présentait une réinterprétation de l'histoire du conflit armé colombien.

Cette reconstruction proposée par l'ancien président ignorait les causes politiques et sociales à la racine de la confrontation. De cette façon, il a été capable de réduire un conflit armé complexe à une lutte contre le terrorisme dans laquelle l'État colombien avait toujours agi de manière légitime. De même, López affirme que ce mécanisme rhétorique mis en œuvre par l'ancien président a été couronné de succès en raison du charisme d'Uribe et de la complicité des organisations de médias qui, à bien des égards, ont bénéficié des politiques du gouvernement. En ce sens, cette étude fonde toute son analyse sur l'idée de la manipulation d'une population mal informée.

Même si l'approche *communicationnelle* – c'est-à-dire l'analyse du rôle que la communication a joué dans le succès du projet politique uribiste – apporte des contributions importantes à l'étude du projet politique d'Uribe en considérant le rôle que la communication a joué dans le succès du projet politique d'Uribe, cette perspective présente des limites analytiques et théoriques importantes. Tout d'abord, comme il a été déjà mentionné, ces études réduisent la rhétorique à la manipulation. Autrement dit, ces auteurs estiment que l'utilisation des mécanismes rhétoriques crée une représentation fictive ou inexacte de la réalité. Les gens seraient donc enclins à soutenir certaines idées parce qu'ils ne saisissent pas les conséquences réelles des propositions. Pourtant, tel qu'expliqué précédemment, même si la rhétorique est la surdétermination d'un sens pour représenter quelque chose d'autre, cette surdétermination est gouvernée par une rationalité particulière. Cela veut dire que le déplacement du sens doit suivre les règles établies par une communauté linguistique. Dans le cas contraire, il ne pourrait pas être compris. Donc, il est difficile de penser la rhétorique comme une simple manipulation, car le rôle des mécanismes rhétoriques est celui de reproduire une rationalité déjà partagée et acceptée.

D'autre part, les auteurs de la perspective *communicationnelle* ne considèrent pas la

diversité culturelle, sociale ou économique de la société colombienne. Ils assument qu'un même mécanisme rhétorique a des résultats similaires pour la majorité de la population colombienne sans considérer dans quelle mesure les caractéristiques particulières et les conditions matérielles de chaque groupe populationnel peuvent intervenir dans la manière d'interpréter ces mécanismes. En ce sens, les thèses qui proposent l'idée de la manipulation d'une masse irrationnelle semblent être fondées sur la fausse prémisse de l'existence d'une société homogène et crédule.

### 2.3 L'Uribisme comme un cas de néopopulisme

La théorie du néopopulisme propose une compréhension plus complexe du phénomène de l'Uribisme, entre autres sous la plume de Cristina de la Torre. Contrairement aux perspectives analytiques mentionnées ci-dessus, cette approche comprend l'Uribisme d'une manière plus générale. Cela signifie que, d'une part, elle articule les différentes politiques du gouvernement d'Uribe et les présente comme faisant partie d'un même projet politique. Elle présente, d'autre part, une perspective historique du phénomène dans laquelle l'émergence de l'Uribisme est liée à une série de problèmes institutionnels de l'État colombien. En ce sens, cette approche ne tombe pas dans l'erreur de présenter le projet politique d'Uribe comme un événement extraordinaire et inattendu. Sur la base de ces éléments, on peut supposer que la thèse néopopuliste représente un outil adéquat pour analyser le phénomène de l'Uribisme et pour comprendre les causes de la grande popularité d'Álvaro Uribe. Mais, malheureusement, cette perspective théorique a un problème fondamental. En adoptant une approche normative et empirique de la notion de populisme, elle finit par présenter une vue de populisme qui ne considère pas les gens comme des participants actifs dans le processus politique. En d'autres termes, il réduit le

populisme à la manipulation rhétorique de la foule.

### 2.3.1 Le néopopulisme en Amérique latine

Kurt Weyland (1999) a été l'un des premiers auteurs à utiliser le concept de populisme pour étudier les régimes politiques latino-américains des années 1990. Selon Weyland, avant l'arrivée de politiciens tels que Carlos Menem (Argentine) ou Alberto Fujimori (Pérou), les théoriciens supposaient que la mise en œuvre des réformes néolibérales n'était possible que grâce à un régime dictatorial, comme dans le cas du Chili sous Augusto Pinochet. Mais, avec les cas de leaders charismatiques comme Menem et Fujimori – qui ont été en mesure de mettre en avant une série de réformes néolibérales sans perdre le soutien du peuple – les théoriciens ont commencé à souligner la relation qui existait, à leur avis, entre le populisme et le néolibéralisme. Ainsi, sur la base de la difficulté à classer ce type de phénomènes, des auteurs comme Weyland ont proposé le concept du néopopulisme.

L'utilisation du terme « néopopulisme », au lieu de renvoyer au populisme traditionnel, pour décrire certains régimes latino-américains, avait deux objectifs spécifiques. Tout d'abord, comme Kurt Weyland (2003, p. 1097) et John Dugas (2003) le proposent, l'utilisation du concept de néopopulisme permet de comprendre que les processus politiques des années 1990 sont différents de ceux qui ont eu lieu dans la région au cours des années 1930. Le populisme traditionnel, dans une perspective historique, comprend une série de caractéristiques qui ne se sont pas manifestées dans la « deuxième vague » de populisme. En ce sens, alors que le populisme traditionnel était marqué par des processus d'industrialisation, par le protectionnisme économique et par une relation avec la classe ouvrière urbaine; le néopopulisme est lié aux privatisations, à l'élimination des règlements sur le



commerce et à une masse sociale composée par les classes moyennes et par les travailleurs informels.

Le deuxième objectif de l'utilisation de ce nouveau concept est celui de rompre avec les limites économiques qui, de l'avis de Weyland, ont été imposées à la notion de populisme traditionnel. Limitations selon lesquelles le populisme et le néolibéralisme semblent être intrinsèquement contradictoires.

Par rapport à ces deux points, Kurt Weyland (2003, p. 1097) définit le populisme comme une stratégie politique à travers laquelle un leader cherche à exercer un pouvoir basé sur le soutien direct et désinstitutionnalisé d'un grand nombre de partisans qui sont essentiellement non organisés. En ce sens, Weyland propose qu'en tant que le populisme est considéré comme une stratégie politique, le populisme et le néolibéralisme deviennent des concepts très compatibles. Cette compatibilité vient du fait que les deux concepts fonctionnent sous des logiques antisystémiques. Le néolibéralisme et le populisme proposent une transformation des institutions existantes. Mais il y a aussi un élément pratique à cette relation. Alors qu'une stratégie populiste contribue à limiter le pouvoir des syndicats et d'autres organisations sociales ou politiques, le néolibéralisme représente un outil important pour les leaders populistes parce qu'il fournit une solution toute faite pour certains problèmes économiques tels que l'hyperinflation.

S'appuyant sur cette définition de Kurt Weyland, Cristina de la Torre propose d'envisager la Colombie sous le gouvernement d'Álvaro Uribe, tout comme l'Argentine et le Pérou au cours des années 1990, comme un cas de néopopulisme. Pour mieux expliquer cette thèse, de la Torre définit le concept du néopopulisme dans la perspective d'une stratégie politique, en tant que « religion civique », comme celle

proposée par Rousseau. Elle présente ainsi le néopopulisme comme un spectacle médiatique dans lequel les images remplacent les idées et où l'antipolitique (entendue comme politique sans idéologie) et les notions de « démocratie directe » (au sens d'une communication directe entre le leader et le peuple) se présentent comme des solutions par une crise à laquelle un État bureaucratique inefficace n'a pas de solution (Weyland, 2003, p. 1097).

Ainsi, le néopopulisme serait le résultat d'un contexte historique marqué par le néolibéralisme et le développement technologique des médias. Il est lié à une période durant laquelle des « outsiders » ou des personnalités des médias sont venus remplacer les partis politiques et, dans une perspective autoritaire, ont été en mesure de concentrer le pouvoir politique. En même temps, et comme résultat de ce processus de rupture sociale et politique, Cristina de la Torre (2005, p. 26) comprend que les citoyens deviennent des spectateurs passifs. Le néopopulisme accorde une grande importance aux médias et il réduit la politique à un spectacle dans lequel le chef utilise la télévision comme un outil pour obtenir le soutien de la population. Un soutien qui se manifeste à travers des mécanismes de la démocratie plébiscitaire.

Donc, sur la base de cette logique néopopuliste, Cristina de la Torre soutient qu'Álvaro Uribe a pu mettre de l'avant son projet politique en raison de la communication directe qu'il a entretenue avec les citoyens dans les « conseils communautaires » et aussi grâce à ses capacités rhétoriques et de communication. De la Torre soutient cette idée en revenant aux théories de la psychologie de masse. À son avis, la télévision contemporaine a remplacé la place publique des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Cela signifie que c'est à travers la consommation des médias que les individus en viennent à faire partie de la masse, comme ils l'ont fait 200 ans auparavant quand ils se sont joints dans les rues. En adhérant à la masse, les individus

perdent leur rationalité et peuvent ainsi être facilement manipulés<sup>6</sup>. Ainsi, en tenant compte de la grande quantité d'heures pendant lesquelles Uribe est apparu à la télévision<sup>7</sup> au cours de ses mandats, Cristina de la Torre propose que, grâce à ses capacités de communication, Álvaro Uribe a été capable de manipuler le public colombien et d'obtenir du soutien pour son projet politique.

En ce sens, de la Torre réduit le néopopulisme à un effort de manipulation du public qui a pour objectif de promouvoir des réformes néolibérales. Ce qui revient à employer la notion pour accentuer des situations où un dirigeant charismatique mobilise les gens contre leur propre intérêt. Autrement dit, Cristina de la Torre considère que, tandis qu'il a été imposé par la contrainte au Chili, le néolibéralisme s'est invité en Colombie par la manipulation. La thèse de Cristina de la Torre a été soutenue par des auteurs tels que Marta Fierro (2014) et Carolina Galindo (2007). Alors que Galindo répète les arguments proposés par de la Torre, Fierro complète la définition du néopopulisme en ajoutant sept éléments spécifiques qui définissent tous les régimes populistes en Amérique latine.

Mais tous les auteurs ne sont pas d'accord pour classer Uribe en tant que leader populiste. Selon John Dugas, le populisme est une stratégie de mobilisation politique dans laquelle un leader charismatique construit une coalition multi-classe, avec le soutien significatif de la classe inférieure, en établissant des liens directs avec les adeptes et en employant un discours anti-élitiste (2003; p. 1118). Ainsi, à son avis, il est erroné de présenter à Uribe comme un président populiste, car ses politiques et sa

---

<sup>6</sup> Le premier auteur à lier le populisme à l'irrationalité est Gino Germani (1969). Dans son étude du péronisme, Germani affirme que ce processus a été possible en raison de l'irrationalité des masses incultes.

<sup>7</sup> Selon Cristina de la Torre, Álvaro Uribe Vélez est apparu à la télévision, au cours de ses quatre premières années au pouvoir, pendant plus de 22 400 heures (2005, p101).

personnalité ne correspondent pas à celles qui décrivent généralement un régime populiste.

Sur la base de cette définition, John Dugas (2003, p.1120) propose quatre caractéristiques fondamentales de tous les régimes populistes. Le premier élément est que la direction de la politique est perçue comme étant charismatique et personnaliste. La deuxième considération est que le régime populiste favorise les liens directs entre le leader et ses adeptes. Troisièmement, le gouverneur doit représenter une coalition multiclasse. Quatrièmement, le régime ne doit avoir aucune idéologie cohérente, mais, en même temps, il doit employer un discours politique anti-élitiste.

Ainsi, en considérant les quatre caractéristiques des régimes populistes Dugas, affirme qu'Uribe n'est pas un leader populiste. Tout d'abord, selon Dugas, la personnalité de l'ancien président colombien manquait de charisme. D'autre part, Dugas souligne qu'Uribe a eu un pouvoir politique limité. Cette limitation, selon l'auteur américain, a été fondée sur le fait que la cour constitutionnelle colombienne a bloqué la plupart des réformes politiques qui ont été proposées par le gouvernement d'Uribe. Relativement à cette dernière question, Dugas affirme qu'Uribe n'a pas gouverné contre les institutions politiques existantes. Le manque de pouvoir politique auquel le président Uribe était confronté l'a obligé à chercher des alliances avec les partis traditionnels au Congrès. Finalement, Dugas estime que les conseils communautaires conduits par l'ancien président n'étaient pas des espaces dans lesquels Uribe aurait prononcé des discours publics « électrisants ». En ce sens, Dugas questionne les capacités rhétoriques et communicationnelles d'Uribe. Pour lui, même si les communications d'Uribe étaient simples et directes, elles ne comprenaient pas d'élément qui auraient pu l'aider à gagner un soutien plus important.

En dépit des limitations signalées par Dugas, limitations qui ont à voir avec le fait que la période étudiée par l'auteur est très courte ou que l'auteur américain a été incapable d'identifier les multiples références populaires qui existent dans le langage simple et direct d'Uribe (en raison de considérations idiosyncratiques); le travail de Dugas conduit à se demander si Uribe est vraiment un leader populiste ou non. Cette question devient plus pressante si l'on considère qu'il y a des éléments problématiques dans les définitions du populisme proposées par de la Torre et Weyland.

Comme il a été mentionné ci-dessus, de la Torre et Weyland définissent le populisme comme une stratégie politique, comme un outil ou un mécanisme par lequel un dirigeant politique est en mesure de mettre de l'avant une série de réformes auxquelles les institutions politiques et sociales existantes se seraient fortement opposées en d'autres circonstances. Cette perspective sur le populisme, tout comme celle proposée par Dugas, attache une grande importance aux attributs charismatiques et rhétoriques du leader politique. De même, cette définition réduit le rôle du peuple à celui de spectateur passif. En ce sens, on peut dire que Cristina de la Torre, Kurt Weyland et John Dugas proposent une notion du populisme qui ne prend pas en considération le peuple ou la population en tant que telle.

#### 2.4. Les débats conceptuels autour du populisme

La réduction du populisme à un mécanisme rhétorique de manipulation a été profondément critiquée par des auteurs comme Ernesto Laclau (2005). Selon Laclau, cette perspective présente le populisme comme une manifestation politique

irrationnelle (2005, p. 12), comme une forme de piège qui conduit les gens à suivre un leader. En ce sens, le concept de populisme perd sa valeur analytique, car il ne prend pas en compte les éléments sociaux et politiques multiples qui sont impliqués dans ces types de phénomènes. Cela ne veut pas dire que la perspective populiste ne fonctionne pas pour comprendre le phénomène de l'Uribisme. Au contraire, la théorie populiste est capable de rendre compte de phénomènes politiques qui n'entrent pas dans le cadre traditionnel et rigide de la pensée libérale. Ainsi, la solution n'est pas de rejeter le concept, mais de trouver une définition du populisme qui puisse surmonter les limites de l'approche normative adoptée par Cristina de la Torre. Limitations qui réduisent le populisme à la manipulation.

Mais, avant d'aborder les différences qui existent entre les diverses approches théoriques du populisme, il est important de souligner qu'il existe des points de confluence entre ces perspectives distinctes. Tout d'abord, dans une perspective gramscienne, Ernesto Laclau affirme que tous les phénomènes populistes, quel que soit le courant théorique sous lequel ils sont examinés, sont la conséquence d'une crise organique. Cela signifie que le populisme comme manifestation irrationnelle, comme processus historique ou comme redéfinition de la politique est toujours la réponse à une situation où la prolifération des revendications particulières ne peut être neutralisée par le cadre existant du pouvoir d'État (Laclau, 1977, p. 176).

Deuxièmement, et en relation avec l'élément précédent, toutes les conceptions du populisme découlent de l'idée qu'il y a une crise de représentation. Cette crise peut se manifester dans des situations où les groupes, qui ne se sentent pas représentés, sont manipulés pour soutenir un leader charismatique dans lequel les collectivités sociales, qui comprennent que leurs revendications ne sont pas représentées, décident d'élargir ou de contester l'espace politique existant afin de tenir leurs revendications à ce

scénario du débat public. En gardant ces similitudes à l'esprit, il faut souligner les différences qui existent dans la théorie populiste afin de déterminer comment cette perspective théorique permet de bien comprendre le phénomène de l'Uribisme.

#### 2.4.1. Les débats conceptuels autour du populisme

La tâche de trouver une définition du populisme qui permette de bien comprendre le phénomène de *l'Uribisme* n'est pas simple. Comme Francisco Panizza (2005) l'indique, il n'y a pas d'accord conceptuel général sur ce que le populisme signifie ou ce qui peut être qualifié de populiste. Suivant la classification que Panizza fait des différents courants qui existent dans la théorie populiste, il y a trois principales approches analytiques au concept du populisme : les *généralisations empiriques*, l'approche des *récits historiques* et les *lectures symptomatiques*.

#### 2.4.2 Les généralisations empiriques

Selon Panizza, les analyses qui abordent l'étude du populisme dans une perspective de *généralisation empirique* tentent d'extraire un ensemble de caractéristiques définitionnelles positives qui fournissent un groupe défini d'attributs permettant de délimiter le phénomène (Panizza, 2005, p. 2). En d'autres termes, elle est un processus analytique qui met l'accent sur la classification des divers cas sur la base d'une série de caractéristiques déterminées. Ce type d'approche a été adopté par Peter Worsley (1969) qui, dans une tentative de définir le populisme, a identifié 24 caractéristiques globales. De manière similaire, Gino Germani (1969) a élaboré une définition du populisme fondée sur un ensemble de caractéristiques qui, à son avis,

ont été rencontrées dans tous les régimes populistes qui ont existé en Amérique latine au cours des années 1930. À partir de cette dernière conceptualisation, des auteurs tels que Marta Fierro (2014) ou Paul Drake (2012) ont proposé d'autres listes d'attributs populistes dans lesquelles le nombre de caractéristiques est réduit.

Cette approche empirique du populisme a été critiquée par Ernesto Laclau. Selon l'auteur argentin, cette perspective propose une vue réductrice qui limite le populisme à un phénomène dont les conditions dépendent arbitrairement de l'analyse des différents auteurs. En même temps, en raison de son caractère arbitraire, cette perspective conduit à deux problèmes. D'une part, ces listes d'éléments se limitent à la formulation de descriptions qui correspondent à des cas très particuliers. D'autre part, lorsque ces listes tentent d'inclure des éléments multiples afin de surmonter les problèmes de la particularité, elles ont tendance à rendre équivalents des phénomènes politiques divergents. Cela affaiblit la validité analytique du concept de populisme (Laclau, 2005, p. 8).

Ricardo Peñafiel interroge également la validité analytique de ces approches épistémologiques. À son avis, ces processus de classification des différents phénomènes sous une même logique nient la spécificité de chacun de ces cas particuliers. Cela signifie que des cas particuliers sont réduits et réinterprétés pour être adaptés à un modèle au lieu que le modèle soit adopté pour bien comprendre chacun de ces processus. Sur cette base, Peñafiel (2003, p. 144) affirme que les généralisations empiriques en disent plus sur les inclinations idéologiques des auteurs que sur les phénomènes qui sont analysés.

En conclusion, l'approche empirique du populisme est trop limitée pour vraiment comprendre les causes qui ont donné lieu au projet politique d'Uribe. En raison de sa



nature exclusivement descriptive, cette perspective théorique ne permet pas d'envisager le populisme comme une forme de transformation politique. En ce sens, elle ne permet pas de comprendre pourquoi le populisme émerge et comment il fonctionne.

### 2.4.3 Les récits historiques

La deuxième approche du populisme, selon la classification de Panizza, est celle des *récits historiques*. Cette perspective comprend le populisme comme un phénomène politique lié à une période historique déterminée et à une région géographique particulière. C'est en ce sens que différents auteurs parlent de populisme et de néopopulisme. Le premier fait référence aux processus politiques qui ont eu lieu en Amérique latine entre 1930 et 1960<sup>8</sup>. Le deuxième est lié à une réapparition des régimes populistes pendant les années 1990. Le travail des auteurs tels que Cristina de la Torre, Kurt Weyland (2003) ou John Dugas entre dans cette catégorie. Pour eux, cette deuxième vague de populisme est basée sur la mise en œuvre de politiques néolibérales. Donc, comme le propose Weyland (2003, p. 1097), alors que le populisme traditionnel a été marqué par des processus d'industrialisation, par le protectionnisme économique et par une relation avec la classe ouvrière urbaine; le néopopulisme était lié aux privatisations, à l'élimination des règlements sur le commerce et à une masse sociale composée par les classes moyennes et par les travailleurs informels.

De l'avis de Francisco Panizza, la principale difficulté de la perspective *historique* est

---

<sup>8</sup> Comme le souligne Ernesto Laclau, cette approche analytique a été adoptée par des auteurs tels que Gino Germani.

qu'elle ne problématise pas les bornes géographiques et historiques qu'elle emploie. Autrement dit, les restrictions temporelles et géographiques suggérées par les études historiques sont arbitraires et, à cause de cela, elles ont une validité analytique limitée. En même temps, le très grand poids donné aux variables géographiques et temporelles entraîne cette approche du côté de la logique dangereuse du déterminisme géographique<sup>9</sup>.

Mis à part leurs différences et problèmes particuliers, les approches empirique et historique partagent le défaut fondamental de présenter le populisme comme une manifestation politique irrationnelle. Ernesto Laclau est très critique de cette limitation. À son avis (2005, p. 21), la relation entre le populisme et l'idée d'irrationalité est enracinée dans les études de la psychologie de masse du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce courant analytique, qui a été promu par des auteurs comme Gustave Le Bon, divise les phénomènes sociaux et politiques entre manifestations dites normales et formes dites pathologiques. Selon Le Bon, la foule est une manifestation sociale irrationnelle qui résulte de la mise en œuvre de certains dispositifs rhétoriques. En ce sens, on revient à l'idée que la rhétorique, en changeant le sens des mots, crée des illusions et de fausses représentations de la réalité. Sur la base de cette idée, Le Bon avance que ce type de mécanismes rhétoriques amène les gens à se rassembler et à accepter quelque chose qui n'est pas vrai. Ils participent à une illusion et suivent une masse sociale qui, dans ce sens, tente d'atteindre un but faux ou impossible.

Ernesto Laclau (2005, p. 25) critique la théorie de Gustave Le Bon à partir d'une

---

<sup>9</sup> La notion de déterminisme géographique fait valoir que les conditions environnementales jouent un rôle fondamental dans la possibilité qu'a une société de parvenir à un certain niveau de développement. En ce sens, il est supposé que les communautés qui vivent dans les climats tropicaux sont absolument incapables de mettre en œuvre le même type de systèmes économiques ou politiques que ceux qui existent dans le Nord. La thèse du déterminisme géographique a été couramment utilisée au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles pour justifier la colonisation.

approche linguistique et remet en question l'idée que les mots ont des significations véritables et fixes. En utilisant la théorie de Ferdinand de Saussure, Laclau propose de considérer que les significations sont déterminées par les contextes, dans une logique négative de différence, en quoi le fait qu'un mot change de signification ne conduit pas à la création d'illusions ou de fausses prémisses. Au contraire, les membres de la foule peuvent accepter des définitions différentes qui sont données aux mots de manière parfaitement rationnelle. La signification des mots doit être liée au contexte dans lequel vivent les gens afin qu'ils puissent les accepter et les comprendre. De ce point de vue, le jeu de mots n'est pas un jeu de manipulation, mais un jeu dans lequel tous les participants doivent être impliqués activement.

En bref, les approches empirique et historique sont toutes les deux incapables de surmonter le piège de l'irrationalité. C'est pourquoi elles sont insuffisantes pour analyser pleinement les causes de la popularité d'Álvaro Uribe. Par conséquent, il faut trouver une définition plus complexe du populisme. Une définition qui soit en mesure de considérer ce concept comme une forme de transformation politique.

#### 2.4.4 Les lectures symptomatiques.

La troisième approche du populisme, selon Panizza, est celle de la *lecture symptomatique*. Elle part d'une compréhension discursive selon laquelle le populisme, en tant que pratique discursive, constitue l'objet dont il parle, dans ce cas, le politique. En ce sens, la lecture symptomatique définit le populisme comme un discours anti-statut quo qui simplifie l'espace politique en divisant symboliquement la société entre le peuple et son autre. Les identités du peuple et de l'autre sont comprises comme des constructions qui sont constituées symboliquement par la

relation antagonique. L'antagonisme est ainsi considéré comme un mode d'identification qui, en nommant, établit qui est le peuple et qui sont ses ennemis.

Comme le résume Panizza :

*« Populism is thus a mode of identification available to any political actor operating in a discursive field in which the notion of sovereignty of the people and its inevitable corollary, the conflict between the powerful and the powerless, are core elements of its political imaginary. »* (Francisco Panizza, 2005, p.9)

Mais, comme Panizza (2005, p. 14) le précise dans son travail, la construction d'une logique populiste ne renvoie pas simplement un processus abstrait de nommer (*naming*). À son avis, une série de conditions sociales et politiques doivent être présentes pour que le populisme puisse émerger. En général, les pratiques populistes émergent de l'échec des institutions sociales et politiques existantes pour encadrer et réglementer les sujets politiques à l'intérieur d'un ordre social relativement stable. En d'autres termes, les pratiques populistes se présentent comme la conséquence d'une crise de la représentation. En ce sens, le populisme n'est pas seulement une réponse à une crise institutionnelle: il est un appel qui cherche à changer les termes du discours politique, à articuler de nouvelles relations sociales, à redéfinir les frontières politiques et à constituer de nouvelles identités. De cette façon, l'action de nommer (*naming*), à l'oral comme à l'écrit, permet aux différents groupes de s'identifier en tant que peuple. Ainsi, cette définition du peuple et de l'autre, de l'antagoniste, permet l'introduction de nouvelles revendications, de nouvelles rationalités dans l'espace du politique.

Les premiers auteurs à avoir proposé une telle approche du populisme sont Margaret

Canovan (1999) et Edward Shils (1956). Pour Canovan, le populisme est considéré comme un appel au peuple pour le mobiliser contre la structure établie du pouvoir. En ce sens, contrairement aux perspectives qui le comprennent comme une manifestation irrationnelle, Canovan présente le populisme comme une forme d'expansion du système démocratique. Shils, d'autre part, comprend le populisme comme l'interaction directe entre le peuple et l'État : le peuple, comme représentant de la volonté légitime, devient un contre-poids au pouvoir de l'État. Mais, malgré les contributions de Canovan et Shils à la compréhension du populisme – comme forme de dépassement des limites représentatives du système démocratique libéral –, leurs perspectives présentent un problème fondamental : elles ne définissent pas qui est le peuple. Elles supposent que le peuple est un groupe social fixé ou prédéterminé. Cela est problématique dans la mesure où, contrairement à un prolétariat envisagé à partir des conditions matérielles qui déterminent les frontières de ce collectif social, il n'y a pas d'éléments définis qui puissent dire où tracer les frontières du peuple. En ce sens, à qui fait-on appel quand on fait appel au peuple? Une question à laquelle ni Canovan ni Shils ne peuvent répondre. Ce problème de la détermination des limites du peuple est résolu par la théorie populiste d'Ernesto Laclau. Pour l'auteur argentin, l'appel au peuple est précisément le processus de constitution du peuple. En ce sens, Laclau propose que le populisme se conçoive comme une logique à travers laquelle se constituent le peuple légitime et, conséquemment, le politique.

À partir d'une approche post-marxiste, Ernesto Laclau présente le populisme comme une logique politique qui est basée sur l'idée de la reconfiguration des frontières du peuple et du politique. En proposant que les frontières du politique soient constamment redéfinies, l'idée libérale de classer tout ce qui est en dehors de sa rationalité comme irrationnel est invalidée. Au contraire, on assume qu'il y a plusieurs rationalités qui sont en conflit constant pour occuper l'espace du politique.

Donc, pour revenir au sujet de ce projet, on peut dire que la notion de populisme d'Ernesto Laclau permet de penser le phénomène de *l'Uribisme* comme celui par lequel une rationalité nouvelle ou différente s'est imposée dans l'espace du politique, rationalité qui a reconfiguré les frontières de cet espace.

Compte tenu du contexte de crise institutionnelle dans lequel Uribe est arrivé au pouvoir, situation engendrée par la perte de légitimité des partis politiques traditionnels, le niveau élevé de violence et la profonde récession économique, il est erroné de réduire l'Uribisme à un événement aléatoire ou à une situation de manipulation rhétorique. Au contraire, il faut supposer que ce phénomène est une conséquence des conditions politiques et sociales dans lesquelles il a émergé. En ce sens, l'approche d'Ernesto Laclau du populisme est celle qui permet d'étudier correctement ce phénomène sans tomber dans les pièges réductionnistes du déterminisme historique ou de la manipulation rhétorique. Cela signifie que la théorie de Laclau fournit un cadre analytique qui permet de déterminer pourquoi et comment ce phénomène s'est produit. Le chapitre suivant se concentrera sur la révision de la théorie de l'auteur argentin afin d'expliquer comment elle s'applique au contexte de l'émergence de l'Uribisme.

## CHAPITRE III

### LA CONSTRUCTION D'UN PEUPLE NÉOLIBÉRAL

Le populisme, considéré comme une logique politique discursive qui cherche à transformer le politique, apparaît comme un outil analytique important pour mieux comprendre les phénomènes qui dépassent la rationalité libérale. Dans cette optique, la théorie du populisme d'Ernesto Laclau permet d'aborder l'Uribisme sans le réduire à une manifestation politique irrationnelle et de le considérer comme la conséquence d'un contexte social et politique particulier. Ce chapitre vise à présenter le cadre théorique d'Ernesto Laclau et à déterminer comment cette approche permet de mieux comprendre le projet politique d'Álvaro Uribe Vélez. D'autre part, compte tenu du fait que l'Uribisme est gouverné par une logique néolibérale, cette section propose une définition du néolibéralisme qui aide à comprendre comment cette « idéologie » a assisté l'ancien président dans son entreprise de construction d'un peuple et dans sa proposition de comprendre différemment l'État colombien.

#### 3.1 Ernesto Laclau et la tâche de repenser le politique

La pensée d'Ernesto Laclau apporte une contribution fondamentale à l'étude du populisme et du politique. En proposant une perspective théorique du changement politique et social influencée par la linguistique, la psychanalyse et la théorie poststructuraliste, l'auteur argentin a répondu aux limites rencontrées par la théorie libérale et la pensée marxiste orthodoxe dans leur analyse du système politique contemporain et dans l'étude de phénomènes comme le populisme. En ce sens, pour

bien comprendre la théorie de Laclau, il faut d'abord souligner deux facteurs fondamentaux sur lesquels sa pensée est basée. Premièrement, l'impossibilité de suturer ou d'occuper totalement l'espace du politique, ainsi que les positions de sujet qui le composent. Deuxièmement, le fait que Laclau, suivant la théorie de Foucault, comprend le discours comme constitutif des objets qu'il traite et des subjectivités impliquées dans ces processus.

La notion de l'impossibilité d'occuper totalement la sphère sociale ou une subjectivité particulière, proposée par Ernesto Laclau, provient de la théorie du signe de Ferdinand de Saussure. Pour Saussure, la signification d'un mot est déterminée par deux éléments : un système linguistique et une différence (Schmitz, T.A, 2007, p. 32). Le système linguistique fait référence aux règles par lesquelles un sens particulier est assigné à un mot. Contrairement à la perspective de la *grammaire universelle*, Saussure propose que le sens soit déterminé par le contexte. Cela veut dire que la relation entre le signifié et le signifiant n'est pas fixée, mais qu'elle dépend de la situation dans laquelle un concept est utilisé. De cette façon, parce que les concepts n'ont pas de sens inhérent, Saussure propose que l'attribution de sens soit négative, autrement dit qu'elle soit régie par la différence. En tant que vide, dans le sens où la relation entre le signifié et le signifiant n'est pas fixée, un concept est toujours compris comme différent ou opposé à autre chose. Un élément n'a pas de sens en soi, mais en opposition à autre chose. On peut être grand parce que quelqu'un d'autre est petit.

Donc, à partir de cette compréhension négative de la façon dont le sens est attribué, Laclau soutient l'impossibilité d'occuper pleinement l'espace du politique. Parce que le sens dérive de la différence, il doit toujours y avoir quelque chose en dehors de l'objet pour que l'objet soit défini. S'il n'y a rien en dehors du politique, le politique



ne peut se définir, car il n'y a rien sur quoi il puisse manifester sa différence. En ce sens, l'idée de la fin de l'histoire proposée par Francis Fukuyama est erronée. Il y aura toujours quelqu'un qui n'est pas représenté, quelqu'un qui ne figure pas dans l'espace du politique et qui, en raison de cette exclusion, va tenter de contester ce qu'est le politique.

Les notions de l'impossibilité d'occuper pleinement l'espace du politique, d'une part, et de l'impossibilité de fixer les positions des sujets, d'autre part, ont aussi été influencées par la théorie psychanalytique et lacanienne du désir. Pour le psychanalyste français, le désir doit être compris comme le fait d'être désiré par un autre. Cela signifie que ce que l'on cherche dans la vie, ce que l'on désire, est d'être ce que les autres désirent. En suivant cela, Lacan propose que le désir ne puisse jamais être pleinement atteint parce que l'objet du désir est toujours déplacé. Ce déplacement constant est une conséquence du fait qu'il est impossible d'arriver à une correspondance absolue entre ce qu'on présente et ce que l'autre voit ou comprend. En ce sens, même si l'on essaie de se rapprocher de ce que l'autre veut, on ne pourra jamais le représenter pleinement. Cette perspective sur l'impossibilité d'atteindre le désir complète la thèse d'Ernesto Laclau selon laquelle il n'y a pas d'essence vraie et sous-jacente à une position de sujet et, au contraire, ces positions sont incomplètes et co-déterminées par d'autres.

La seconde influence importante de la pensée de Laclau est la théorie du discours de Michel Foucault. Suivant la proposition du philosophe français, Laclau intègre dans sa théorie l'idée que le discours constitue des objets en donnant sens au monde. En ce sens, on part de l'idée que même le politique et le social sont constitués par le discours. Leurs frontières sont déterminées par des pratiques discursives qui suivent les règles d'un discours particulier. En incorporant cette thèse, Ernesto Laclau rejette

la notion promue par le marxisme orthodoxe selon laquelle le social, le politique et les positions subjectives sont exclusivement déterminés et constitués par les conditions économiques et matériels.

Influencé par ces deux perspectives théoriques, Laclau s'éloigne des notions de déterminisme historique ou de consensus démocratique absolu et se concentre sur l'idée que le changement social n'est possible qu'à travers la dispute pour l'hégémonie politique. En ce sens, sa théorie s'oppose directement aux formulations de la pensée libérale et du marxisme traditionnel.

### 3.1.1 Le concept d'hégémonie et la possibilité de surmonter le déterminisme historique et de classe.

La théorie du politique d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe (1985) a été formulée en réponse à ce que ces deux auteurs comprennent comme une crise théorique du marxisme. Selon eux, les transformations sociales et politiques du XX<sup>e</sup> siècle ont mené le marxisme orthodoxe dans une situation où il ne pouvait plus expliquer ou prédire les contextes sociaux et économiques existants. En raison de la nouvelle complexité du système, l'effondrement inévitable du capitalisme, comme conséquence de ses contradictions internes, ne semblait plus aussi mécanique qu'avant, ce qui a mis en doute le déterminisme historique proposé par Marx. En même temps, la classe ouvrière du XX<sup>e</sup> siècle semblait avoir perdu son rôle révolutionnaire intrinsèque. Étant donnée la complexité de la plupart des sociétés, soit les travailleurs étaient très divisés, soit ils sont devenus une force réactionnaire soutenant les projets nationalistes.

Comme l'expliquent Laclau et Mouffe (1985, p. 34), une première approche de cette crise théorique est venue d'auteurs eux-mêmes marxistes. Des penseurs tels que Rosa Luxembourgeois, Georges Sorel ou Eduard Bernstein, entre autres, ont proposé des nouvelles idées sur des enjeux comme la formation de la conscience de classe ou sur le processus révolutionnaire lui-même. En dépit des contributions de ces auteurs, Laclau et Mouffe concluent que ces propositions théoriques ne permettent pas de résoudre la crise du marxisme traditionnel, car elles ne surmontent jamais les limitations du déterminisme historique et du rôle prioritaire de la classe ouvrière.

Une deuxième approche à la solution à la crise du marxisme fait référence à l'émergence du concept d'hégémonie. En se référant à cette notion, des penseurs tels que les socio-démocrates russes, Lénine ou Antonio Gramsci ont présenté une nouvelle façon d'interpréter le contexte économique et social du début XX<sup>e</sup> siècle (Laclau et Mouffe, 1985, p. 39). Compte tenu du fait que les conditions historiques et matérielles de la Russie pendant les premières années du XX<sup>e</sup> siècle n'étaient pas celles que Marx considérait nécessaires à la révolution ouvrière, les socio-démocrates russes ont introduit le concept d'hégémonie pour répondre à cette difficulté historique. Pour eux, dans le contexte particulier de la Russie, c'était la tâche du prolétariat de mettre en avant les réformes libérales qui, dans des circonstances « normales », auraient été promues par la bourgeoisie et qui devaient à terme mener à une révolution communiste. Dans cette perspective, le concept d'hégémonie était perçu comme devant traduire le fait que, dans certains cas, le prolétariat a la responsabilité de promouvoir des intérêts qui ne lui sont pas propres afin de créer les conditions nécessaires pour le changement social. L'hégémonie est ainsi comprise comme quelque chose d'extérieur à la position de classe qui permet de dépasser les limites imposées par le déterminisme historique.

Lénine adopte une définition de l'hégémonie qui met l'accent sur l'idée d'une direction politique au sein d'une alliance multiclassée. Cela signifie que les classes, que Lénine considère être constituées dans le domaine économique, devraient s'unir à travers leurs partis politiques dans le but de faire face à un ennemi commun. Selon Lénine, les travailleurs assumeraient la direction de cette alliance politico-historique. En d'autres termes, les travailleurs imposeraient l'hégémonie qui conduirait cette association à la révolution communiste. Le concept d'hégémonie de Lénine permet également d'aborder la limitation théorique du déterminisme historique. De l'avis de Lénine, la transformation du capitalisme a conduit à une situation dans laquelle une révolution communiste ne serait possible que dans une société où il y aurait des antagonismes multiples. Ceci est différent de la théorie proposée par Marx selon laquelle la révolution des travailleurs ne serait possible que dans un pays capitaliste pleinement développé, dans lequel la société serait divisée entre le prolétariat et les capitalistes. En ce sens, la pensée de Lénine, au premier abord, semble surmonter la limitation théorique représentée par l'idée de la tâche révolutionnaire-historique du prolétariat. Mais, comme on le verra plus tard, Lénine a également promu les éléments essentialistes de la théorie marxiste orthodoxe.

Malgré les contributions de Lénine à la résolution du problème du déterminisme historique, Laclau et Mouffe comprennent qu'il y a deux écueils à sa théorie; deux éléments qui empêchent de surmonter correctement les lacunes théoriques du marxisme orthodoxe. Tout d'abord, Laclau et Mouffe soutiennent que la perspective de Lénine est ambiguë, car elle peut justifier des relations autant autoritaires que démocratiques. Ce diagnostic est lié à l'idée que la notion d'hégémonie politique du prolétariat participait de la justification du système autoritaire qui existait dans l'Union soviétique. D'autre part, même si Lénine parle d'une alliance multiclassée, il donne le rôle révolutionnaire à la classe ouvrière. En ce sens, Lénine est incapable de

surmonter l'idée que le prolétariat serait ontologiquement révolutionnaire.

Antonio Gramsci, suivant Laclau et Mouffe, propose une définition de l'hégémonie qui implique aussi l'idée de la direction d'une classe sociale, à la différence que ce leadership n'est pas politique, mais intellectuel et moral. En d'autres termes, une direction idéologique. Selon Laclau et Mouffe, la compréhension qu'a Gramsci de l'hégémonie implique trois ruptures majeures eu égard à la théorie marxiste orthodoxe et au léninisme. Tout d'abord, l'idéologie n'y est pas considérée comme une fausse conscience, mais comme un tout organique et relationnel incarné dans les institutions qui soudent ensemble un bloc historique autour d'un certain nombre de principes articulatoires de base. Deuxièmement, la mise en œuvre des concepts de bloc historique et d'idéologie a apporté de nouvelles catégories à l'étude du changement social, qui sont allées au-delà de la distinction infrastructure/superstructure. Troisièmement, Gramsci soutient que les sujets politiques ne sont pas des classes, mais des volontés collectives complexes.

Ces volontés collectives sont le résultat des articulations politico-idéologiques et non pas du déterminisme de classe. Pour Laclau et Mouffe, cette dernière affirmation est présentée de façon ambiguë dans la théorie de Gramsci, car même s'il affirme que les volontés collectives ne sont pas prédéterminées, mais construites grâce à l'articulation, sa thèse de la *guerre de positions* envisage cette articulation sans surmonter le conflit ou la séparation entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. En fin d'analyse, différend pour le social et le politique est réduit à l'imposition idéologique que soit de la bourgeoisie, soit par les travailleurs. En dépit de cette limitation, Laclau et Mouffe concèdent que la théorie de Gramsci aide à surmonter le déterminisme historique de la pensée marxiste en introduisant des notions de complexité sociale et en proposant que les luttes tirent leur sens d'articulations hégémoniques. L'histoire

par conséquent n'est pas considérée comme un continuum ascendant de réformes démocratiques, mais comme une série discontinue de formations hégémoniques ou blocs historiques

Ainsi, en partant de la perspective gramscienne de l'hégémonie, Laclau et Mouffe (1985, p. 39) proposent leur propre définition du concept et leur approche théorique du processus de transformation social. Pour eux le changement social a lieu dans la sphère du politique et non en conséquence des conditions matérielles. Cela veut dire que la construction de l'hégémonie n'a pas pour objectif de corriger les limites historiques d'une société, mais, au contraire, de reformuler le social. En même temps, le processus hégémonique ne dépend pas de la classe ouvrière. Au contraire, comme il sera expliqué par la suite, Laclau et Mouffe comprennent que le bloc historique gramscien est composé par une diversité d'exigences particulières. Des demandes qui, parce qu'elles se comprennent comme égales, sont toutes également impliquées dans la construction de l'hégémonie et dans la construction du « peuple ».

Pour bien comprendre la perspective de l'hégémonie que Laclau et Mouffe (1985, p. 91) proposent, il faut commencer par examiner deux éléments. Tout d'abord, l'hégémonie suppose un champ théorique dominé par la catégorie de l'articulation. L'articulation est définie comme toute pratique qui établit une relation entre des éléments et dont l'identité est modifiée par cette pratique. Deuxièmement, comme il a déjà été proposé, il faut supposer que la société n'est pas une totalité, mais un processus partiel. Il n'y a pas d'espace social fermé ou suturée parce que le social n'a pas d'essence. En conséquence de cette indétermination du social, il faut admettre que les agents sociaux n'ont pas d'essence. Leur identité est incomplète, ouverte et accessible à la surdétermination. Cela signifie que les positions en question ne sont pas fixes, mais qu'elles sont au contraire le résultat des positions discursives ou

idéologiquement déterminées. À partir de ce point, on déduit que les antagonismes sociaux sont aussi le résultat des pratiques discursives alors que, aussi, ils jouent un rôle fondamental dans la construction du social, car ils manifestent les limites ou les frontières de ce domaine.

Donc, compte tenu des éléments mentionnés précédemment, l'idée d'hégémonie proposée par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe correspond à la constitution d'une *chaîne d'équivalence* et aussi à la reconfiguration du social en deux champs antagonistes. Autrement dit, une hégémonie est une articulation particulière d'un groupe de demandes diverses afin de déterminer les enjeux qui peuvent légitimement entrer dans l'espace du politique. En ce sens, le différend hégémonique est considéré comme la confrontation pour déterminer les frontières du politique. Laclau présente une définition plus claire de la notion d'hégémonie dans son livre *On Populist Reason* (2005). Dans ce texte, il définit le concept comme l'opération par laquelle une différence (une demande sociale ou politique particulière), sans cesser d'être une particularité, assume la représentation d'une totalité incommensurable de demandes. Cette particularité, qui représente une identité hégémonique, est un *signifiant vide*. Elle n'est une particularité qu'en tant que représentante d'une chaîne, elle définit la chaîne; mais en même temps la définition de cette particularité est déterminée par les éléments qu'elle représente (par les autres demandes liées à cette demande identitaire).

### 3.1.2 Le populisme comme l'articulation de demandes particulières

Suivant la théorie de Gramsci, Ernesto Laclau arrive à la conclusion que la seule façon de produire le changement social est à travers la dispute hégémonique du

politique. Mais, parce que les positions des sujets ne sont pas essentielles ou n'ont pas d'essence, le différend hégémonique n'en est pas un qui se produit entre deux classes sociales prédéterminées qui tentent d'imposer des vues fixes sur l'autre. Au contraire, ce conflit se manifeste précisément dans la construction des positions des sujets, dans la constitution d'un « peuple ». En ce sens, la tâche théorique à compléter est celle de comprendre comment un peuple est constitué. Pour faire cela, il faut tout d'abord établir que le peuple, tout comme le bloc historique de Gramsci, est composé de volontés ou d'exigences particulières et non pas de classes sociales économiquement constituées. Également, il faut comprendre que le peuple, contrairement au bloc hégémonique de Lénine et Gramsci, n'est pas dirigé par une classe sociale déterminée, mais il est le résultat d'un processus d'articulation dans lequel l'identité de plusieurs éléments particuliers est transformée afin d'établir une unité entre eux. Une identité commune qui n'affecte pas la particularité de chacun de ces éléments. Laclau appelle populisme ce processus d'articulation.

En ce sens, comme le propose Ernesto Laclau (1985, p. 100), le populisme n'est pas une idéologie ou une forme de mobilisation politique, mais la constitution ontologique du politique. Cela veut dire que le populisme est une logique politique à travers laquelle des revendications particulières sont articulées afin de définir les frontières du politique et l'identité des acteurs politiques (le peuple et son antagoniste). Mais, pour vraiment comprendre comment le populisme en tant que logique politique fonctionnelle, il faut d'abord comprendre les éléments sur lesquels repose ce processus. Le processus populiste est composé de trois étapes fondamentales. La première est celle de l'unification des demandes dans une *chaîne d'équivalence*. Selon Ernesto Laclau, la société est composée par une diversité de demandes démocratiques particulières (sécurité, emploi, éducation, santé, participation, représentation, reconnaissance, etc.). Ces demandes restent isolées dans



la société aussi longtemps que la majorité d'entre elles peuvent être satisfaites par les institutions existantes. Même s'il est impossible de satisfaire toutes les demandes, quand un système est en mesure de répondre à la plupart d'entre elles, les demandes qui ne sont pas satisfaites ne peuvent pas contester le contrôle hégémonique du politique. Mais, à mesure que la quantité des demandes qui ne sont pas satisfaites, émerge la possibilité de contester l'hégémonie politique existante. Pour que cela se produise, ces demandes doivent être articulées dans une chaîne d'équivalence. Cela signifie que ces demandes insatisfaites particulières sont équivalentes dans le sens où elles partagent toutes le même problème, celui d'être exclues du politique. C'est par le processus de reconnaissance de cette égalité que l'articulation d'un peuple commence. Pour mieux comprendre comment se produit ce processus, il faut passer à la deuxième condition de la constitution du peuple selon Laclau : la définition de la frontière intérieure ou antagonique. L'articulation du peuple dépend de la possibilité d'établir une frontière qui divise la société en deux champs, celui du peuple légitime et celui de l'antagoniste. L'établissement de cette frontière est fondamental dans la conception du peuple parce que, comme le propose Ernesto Laclau en suivant la théorie linguistique de Ferdinand de Saussure, la définition d'un objet ou d'un sujet est toujours négativement constituée. Cela veut dire qu'une position objective ne peut pas se comprendre elle-même et ne peut pas être comprise par les autres à moins qu'il existe une position opposée ou contraire à elle. C'est la différence qui définit la particularité d'un objet. En ce sens, le peuple peut seulement exister et se comprendre comme peuple parce qu'il est en opposition à son antagoniste. Dans cette logique de définition négative, la constitution du peuple est synchronisée avec celle de son antagoniste. La « sélection » de l'autre n'est pas arbitraire, car l'antagoniste doit incarner l'impossibilité de répondre adéquatement aux demandes qui sont articulées. À cet égard, la définition de l'antagoniste est aussi importante dans la constitution du peuple que le peuple lui-même. En outre, ce processus de définition de l'autre

renforce la notion d'égalité entre tous les éléments qui sont articulés dans le peuple. En ce sens, aucune demande particulière n'a plus ou moins importance que les autres. L'importance d'établir les frontières du peuple vient également du fait que toutes les demandes ne peuvent être incluses dans le peuple. Même si le peuple cherche à se surdéterminer afin d'inclure la plupart des volontés possibles, il doit établir une limite. Si le peuple représente toute la société, il n'y a pas de peuple. En d'autres mots, un autre groupe donne au peuple son existence.

La troisième condition du processus populiste est celle de la détermination de l'identité populaire. Même s'il y a un antagoniste commun à toutes les demandes et même si toutes les demandes qui sont articulées se comprennent elles-mêmes comme égales, pour qu'il y ait un peuple, une demande particulière doit s'établir en *signifiant vide* de manière à ce que le peuple s'articule autour d'elle. Cela veut dire qu'une demande particulière, pour des raisons circonstanciées, acquiert la centralité dans une *chaîne d'équivalence* et devient le dénominateur commun, c'est-à-dire le *signifiant vide* de cette chaîne. Également, à titre de point nodal de l'articulation, le *signifiant vide* devient le référent identitaire du peuple. Pour bien comprendre cette proposition, il faut revenir à deux éléments fondamentaux de la théorie de Ernesto Laclau : premièrement, à la définition d'articulation proposée par l'auteur argentin; deuxièmement, au fait que, pour Laclau, le sens d'un objet n'est jamais fixe ou fermé, ce qui implique que ce sens va toujours chercher à se surdéterminer (Laclau et Mouffe, 1985, p. 93).

Ernesto Laclau et Chantal Mouffe (1985, p. 120) définissent le concept de l'articulation comme toute pratique qui établit une relation entre des éléments tels que leur identité soit modifiée à la suite de cette pratique. Ensuite, tout ce qui sort de cette pratique articulatoire est appelé un discours. En ce sens, l'articulation n'est pas un

processus d'imposition dans lequel les éléments impliqués perdent leur particularité. Au contraire, il est un processus dans lequel des éléments séparés sont regroupés par une interprétation spécifique du contexte dans lequel ils existent. Ainsi, cette interprétation articulante redéfinit chaque élément regroupé, même celui autour duquel l'articulation a lieu, en correspondance avec la nouvelle rationalité ou avec les règles du discours sur lesquels l'articulation était faite.

D'autre part, le processus d'articulation de différents éléments dans une chaîne est possible justement parce que le sens des éléments qui composent cette chaîne n'est pas fixe ou fermé. De cette façon, dans l'intérêt d'établir une interprétation particulière du contexte, un élément peut essayer d'élargir ou de surdéterminer son sens afin de représenter plusieurs éléments. En même temps, ce processus d'expansion ou de flexibilisation d'un sens permet à d'autres éléments de s'identifier avec cet élément initial. Donc, dans la perspective de Laclau, cette demande particulière devient un *signifiant vide*. Vide dans le sens où tous les autres éléments articulés peuvent avoir leur propre compréhension de ce que ce signifiant représente et peuvent penser qu'ils sont représentés par lui.

Enfin, le processus du populisme, ou ce qui pourrait être appelé le cercle du populisme, se ferme sur le processus du *naming*. Selon Laclau, l'action de nommer (*naming*) peut être considérée comme un processus rétroactif dans la mesure où elle contribue à consolider les trois conditions préalables du populisme, en plus de quoi elle est le moment où un élément vient à représenter quelque chose qui dépasse les exigences particulières. Un processus dans lequel une position définit l'ensemble du groupe, même si elle n'a aucun contrôle sur les demandes qui l'identifient et qui se fixent à son nom. Ainsi, le nom est détaché de la particularité. Ce nom ne décrit plus un élément, mais un groupe d'éléments d'une chaîne de demandes. Ceci pourrait

également se produire dans le cas d'un leader dont le nom ne servirait pas simplement à le représenter, mais aussi ses partisans. En conclusion, le chef doit « perdre » le contrôle de son nom et de ce qu'il vient à représenter.

Sur cette base, Laclau conclut qu'on trouve le populisme au moment du détachement, quand un nom vient à représenter plus que le particulier (2005, p. 117). Laclau soutient que le populisme est une logique politique qui, à travers l'articulation des exigences équivalentes, cherche à créer un changement social. Un changement qui résulte de la redéfinition des frontières qui déterminent le politique ou, en d'autres termes, les limites qui séparent le peuple de son antagoniste<sup>10</sup>.

*« l'espace politique chez Laclau est le lieu de négociation des positionnements privilégiés de signification. Il est surinvesti chaque fois qu'un point nodal entre en jeu par le biais d'une chaîne d'équivalence, révélant en quelque sorte tout ce qui n'est pas encore politique. »* (Molina, Girard-Lemay et Corten, 2006).

Donc, sur la base de cette compréhension du politique, Laclau comprend le populisme comme la logique politique fondamentale. La sphère du politique se redéfinit à partir de la définition du peuple.

---

<sup>10</sup> Pour Ernesto Laclau, le discours est ce qui permet à des exigences particulières de s'articuler et faire partie d'une chaîne d'équivalence. Est pratique discursive ce qui permet à un leader ou à un signifiant flottant de représenter un peuple ou une chaîne d'équivalence. En ce sens, et contrairement aux conceptions empiriques ou historiques du populisme, le discours n'est pas un outil de manipulation, mais un mécanisme de changement politique.

### 3.2 L'Uribisme vu à travers le prisme du populisme de Laclau

La meilleure façon de comprendre la théorie de Laclau est en l'appliquant directement à une situation réelle. Le projet politique d'Uribe et l'immense popularité qu'il a soutenue constituent un très bon exemple. Comme on l'a soutenu au chapitre précédent, pour analyser le phénomène de l'Uribisme il faut commencer par considérer le contexte de crise institutionnelle dans lequel il a émergé. Les difficultés économiques auxquelles la Colombie a été confrontée au cours des dernières années du XX<sup>e</sup> siècle, accompagnées du manque de confiance des citoyens colombiens envers les partis politiques traditionnels, de la situation sécuritaire difficile du pays et de l'échec des négociations de paix entre le président colombien Andrés Pastrana et les FARC (Forces armées révolutionnaires de la Colombie) ont créé une situation où l'État colombien, ses institutions et la classe politique semblaient incapables de répondre aux demandes du peuple. Dans cette situation, Uribe a pu proposer une interprétation du contexte qui lui a permis d'articuler un peuple autour de son image et de contester l'hégémonie politique existante.

La première étape de ce processus de la montée du projet uribiste a été celle d'établir une chaîne d'équivalence. L'idée était de soutenir que les problèmes de chômage, des saisies, de corruption, d'inefficacité, de trafic de drogue, d'insécurité générale et de menace terroriste faisaient tous partie du même ensemble et qu'ils constituaient des revendications d'égale importance. Comme il a été proposé ci-dessus, l'équivalence entre tous ces éléments est obtenue en déterminant que la cause de tous ces problèmes est la même. Cela signifie qu'en définissant un antagoniste, compris comme ce qui empêche de satisfaire les différentes exigences, il est possible de regrouper toutes ces exigences en tant qu'égales dans un même groupe, car elles sont toutes affectées par un même antagoniste.

L'Uribisme, comme on l'a soutenu dans l'introduction de ce texte, a présenté l'État social et la classe politique traditionnelle comme les responsables de la crise institutionnelle colombienne et, de cette façon, comme les antagonistes du peuple. Ainsi, la logique des frontières du peuple a été déterminée. D'un côté, le peuple doit être séparé de l'État social et des représentants de la classe politique traditionnelle. De l'autre, parce que l'antagoniste est identifié par des caractéristiques ou pratiques telles que la corruption, la paresse et l'inefficacité; le peuple, en tant que son contraire, doit être caractérisé par des traits opposés. L'honnêteté, le travail et l'efficacité deviennent des éléments sur lesquelles l'identité du peuple est construite. Mais les frontières du peuple ne sont pas exclusivement définies par la différence. Dans de nombreux cas, l'espace qui se trouve en dehors de l'antagoniste est trop grand pour qu'il soit exclusivement occupé par le peuple. Il y aura toujours des demandes qui ne sont représentées ni par le peuple, ni par l'antagoniste. Le peuple peut tenter de s'élargir pour inclure ces revendications « indépendantes », mais, dans certains cas, l'incorporation de ces éléments peut mener le peuple à perdre son identité. En s'étirant à la limite, en effet, l'identité peut également en venir à incorporer des éléments contradictoires. C'est là que la surdétermination d'un élément, pour qu'il devienne le représentant du peuple, apparaît comme la solution au problème de l'expansion perpétuelle du peuple. Dans le cas de l'Uribisme, c'est l'image qu'Álvaro Uribe a promue de lui-même (son ethos) qui servait de point de confluence pour le peuple.

Plus qu'un politicien dissident, Uribe s'est présenté au public comme une victime de la violence profonde qui affectait la Colombie depuis plus de 50 ans. Comme l'ancien président le propose lui-même dans son autobiographie, il se considère comme la victime d'un État social corrompu et inefficace, incapable de garantir l'état de droit dans un pays où les conditions sont propices au développement économique. Ce

faisant, Álvaro Uribe s'est identifié à tous ceux qui avaient été victimes de la violence du pays et aussi à tous ceux qui croyaient que leurs demandes avaient été laissées sans réponse par l'État ou les institutions politiques du pays, se disposant par là à les représenter. Ainsi, la figure d'Uribe est devenue le signifiant vide avec lequel toutes les *victimes* se sont identifiées. En plus, le nom d'Álvaro Uribe ou d'*Uribiste* (partisan d'Uribe) est devenu ce qui a donné à ce peuple son identité. Être *uribiste* réfère plus qu'au fait de voter pour un parti politique particulier: c'est devenu une identité populaire et une façon d'être.

C'est dans l'analyse des effets que le nom d'Uribe a eus sur la constitution du peuple que la notion d'articulation élaborée par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe devient importante. Contrairement aux perspectives qui décrivent l'Uribisme comme un processus de manipulation politique où l'ancien président a imposé son interprétation du contexte aux citoyens, l'efficacité de cette approche politique dépend de sa capacité à articuler des éléments qui préexistent à l'Uribisme en s'adaptant à leurs conditions de possibilité. Donc, bien que l'image d'Uribe ait été la base de ce processus d'articulation et de représentation d'un peuple, cette image a été altérée ou affectée par ce que chaque membre du peuple a compris qu'Uribe représentait. En ce sens, l'image initiale d'une victime a été complétée par celle d'une personne humble avec de valeurs traditionnelles et rurales. Dans d'autres circonstances, Uribe donnait l'impression d'être un résident de la périphérie en opposition aux habitants de la capitale qui, souvent, étaient considérés comme des snobs et comme les responsables des difficultés que les populations des autres régions vivaient. Ainsi, la constitution du peuple uribiste a transformé chacun des éléments qui se sont vus représentés par l'image de l'ancien président, mais elle a aussi transformé l'ethos présenté (Ruth Amony) par Uribe. Dans le but de représenter le peuple, Álvaro Uribe a été obligé d'intégrer à sa figure ou à son image les caractéristiques que les autres supposaient

qu'il représentait.

Mais, même s'il a été l'articulation des différentes demandes, ce qui a fini par déterminer l'identité du peuple, les limites de cette identité ont été marquées par la définition de l'antagoniste. À cause de cela, on ne peut pas négliger le fait que la constitution de l'antagonisme n'est pas le résultat d'une décision arbitraire. Au contraire, la détermination des éléments qui composent l'autre est fondamentale dans le processus d'établissement de ce qui constituera le peuple. En ce sens, il faut considérer que la décision de présenter l'État social comme le « responsable » des problèmes du peuple n'a pas été une coïncidence. L'intention d'attaquer l'État social s'inscrit dans une tendance mondiale à la promotion de l'État néolibéral.

### 3.3 Projet politique du néolibéralisme

Comme on vient de le dire, mis à part le débat suscité par la catégorisation d'Álvaro Uribe comme un leader populiste, un autre élément important de l'étude du projet politique d'Uribe est celui de sa relation avec le néolibéralisme. Cette relation, qui est généralement soulignée pour faire référence aux politiques économiques mises en avant par l'ancien président, est fondamentale pour comprendre à la fois le phénomène de l'Uribisme ainsi que la construction d'un peuple uribiste. En ce sens, il faut d'abord considérer le fait que, dans le processus de création d'un peuple, la constitution d'un antagoniste n'est pas une tâche fortuite. La description de l'ennemi du peuple est basée sur des éléments qui sont également fondamentaux dans la définition du peuple légitime. En tant que résultat d'un processus négatif de définition, le peuple est toujours opposé à son antagoniste. Sur la base de cette prémisse, si l'antagoniste du peuple est l'État social, la définition du peuple dans le



cas de l'Uribisme implique nécessairement la reconfiguration de l'État social, dont la mission est de limiter le marché afin de garantir d'autres libertés. En d'autres termes, le peuple uribiste a été constitué sur la base d'une gouvernamentalité néolibérale. Cet élément est fondamental, car il ne signifie pas seulement que l'Uribisme a compris que l'État devait fonctionner d'une certaine manière, il laisse également entendre que les personnes uribistes devaient être un sujet politique capable de tenir dans le type de relation que l'État néolibéral avait avec ses citoyens. Afin d'avoir une meilleure vue de cette idée des uribistes en tant que peuple néolibéral, il faut d'abord définir ce que le néolibéralisme est.

Jamie Peck (2010) souligne qu'il n'existe pas une définition universellement acceptée du néolibéralisme. Au contraire, le néolibéralisme semble être une notion très vague qui change de sens d'un pays à l'autre. En dépit des multiples interprétations critiques qui peuvent exister en ce qui concerne ce concept, il y a deux perspectives qui regroupent la plupart de ces considérations : la définition néomarxiste et la conceptualisation foucauldienne. L'approche néomarxiste envisage le projet du néolibéralisme comme un programme hégémonique et idéologique qui a l'intention de maintenir et d'étendre la domination de classe. Par contre, la perspective foucauldienne, basée sur la notion de gouvernamentalité, décrit le néolibéralisme comme une forme de reconfiguration institutionnelle qui reproduit les logiques du marché dans tous les aspects de la vie des citoyens.

### 3.3.1 La perspective néomarxiste

D'un point de vue marxiste, David Harvey (2005) envisage le néolibéralisme comme étant, avant tout, un projet de classe. Pendant les périodes où les logiques

démocratiques keynésiennes et sociales étaient hégémoniques, un regroupement social a perdu une partie de sa domination de classe. Le néolibéralisme, dans la perspective marxiste, est entendu comme un projet qui vise à restaurer cette domination. Selon Harvey, le néolibéralisme est une force destructrice qui déplace la richesse des pauvres vers les riches et qui démantèle les institutions et les récits qui favorisent des mesures de répartition égalitaire.

En tant que projet de classe, le néolibéralisme s'est imposé en devenant l'idéologie hégémonique. Cela signifie qu'il a été en mesure de se « naturaliser » lui-même ou, en termes gramsciens, de se présenter comme « le bon sens », afin de créer un consensus politique qui permet aux réformes néolibérales d'être mises en place par des moyens démocratiques. De l'avis de Harvey, ce processus de naturalisation était une conséquence de deux situations principales (Harvey, 2005, p. 40). D'une part, des influences idéologiques qui ont circulé à travers les entreprises, les médias et de nombreuses institutions qui participent de la société civile (comme les universités, les écoles, les églises et les associations professionnelles). Selon Harvey, cela a été possible parce que le projet néolibéral était promu par les membres les plus riches de la société, c'est-à-dire les citoyens les mieux à même de contrôler économiquement ces institutions.

D'autre part, la naturalisation a été possible grâce à un processus d'appel aux traditions, aux valeurs culturelles et aux expériences quotidiennes de la majorité de la population. Harvey souligne que, en plus de s'attacher aux idées générales acceptées par la plupart de la population (telles que la liberté individuelle et le multiculturalisme), le néolibéralisme est lié à des circonstances locales et particulières sur chacun des territoires où il a été mis en œuvre.

Prenons en exemple les circonstances de l'implantation du système néolibéral aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Dans le cas américain, David Harvey (2005, p. 50) soutient que le néolibéralisme s'est rapporté à des groupes religieux conservateurs et à une idée du nationalisme culturel. En ce sens, l'intervention de l'État dans l'économie a été présentée comme quelque chose d'antiaméricain. D'un autre côté, les idées du marché libre et de la défense des entreprises privées ont été présentées comme la base de la culture américaine et de l'identité nationale.

En Grande-Bretagne, la naturalisation du néolibéralisme a eu lieu au cours d'une période de crise économique. Selon Harvey, cette situation a été présentée par Margaret Thatcher à la suite de l'accord que le parti travailliste britannique a conclu avec le syndicat des mineurs. L'État, selon l'ancienne première ministre, ne pouvait pas payer ce que les mineurs demandaient et cela a engendré une crise économique profonde. De ce point de vue, Thatcher a fait appel à des valeurs de la classe moyenne et a promu l'idée que l'État social (État providence) et les demandes des syndicats mettaient en péril l'équilibre budgétaire de l'État en même temps qu'ils récompensaient des membres de la société qui n'étaient pas prêts à travailler. En plus, Thatcher a promu l'augmentation de la propriété résidentielle et la réduction des impôts (Flew, 2014. p. 64). Grâce à cela, Margaret Thatcher aurait obtenu la majorité électorale nécessaire pour imposer des réformes néolibérales.

En conclusion, on peut dire que la perspective néomarxiste promue par David Harvey envisage le néolibéralisme comme un projet politique qui vise à transformer l'État en vue de garantir la domination d'une classe. Ce projet est basé sur l'imposition d'une idéologie hégémonique néolibérale qui permet que cette transformation soit faite par des moyens démocratiques et avec le consentement politique de la population.

Malgré les contributions que la théorie néomarxiste apporte à l'étude du néolibéralisme, des auteurs comme Simons Springer ou Terry Flew (2014) soulignent que cette perspective présente un défaut majeur. Selon eux, des analystes comme Harvey présentent le néolibéralisme comme une imposition idéologique absolue qui touche tous les aspects de la société. En ce sens, le néolibéralisme est envisagé exclusivement comme une idéologie qui est imposée d'en haut et à laquelle les citoyens et les institutions étatiques indépendantes ne participent pas. Pour Flew et Springer, il est difficile de déterminer comment fonctionne le néolibéralisme dans les aspects les plus élémentaires de l'interaction sociale. En même temps, cette vision absolue du néolibéralisme ne tient pas compte du fait que l'imposition de cette « idéologie » pourrait venir d'en bas. Cela signifie que la domination du néolibéralisme peut émerger de la manière dont les individus interagissent les uns avec les autres ou avec les différentes institutions de l'État. C'est à partir de cette dernière considération que Flew soutient que l'approche de Foucault du néolibéralisme permet une meilleure compréhension du phénomène. En définissant le néolibéralisme comme une forme de gouvernementalité, Foucault présente un point de vue qui permet de mieux comprendre comment la théorie néolibérale est arrivée à dominer les politiques de l'État.

### 3.3.2 Le néolibéralisme comme une forme de gouvernementalité

Pour bien comprendre le concept de la gouvernementalité, il faut commencer par considérer que, pour Foucault, les notions d'État ou de société ne sont pas universelles (Foucault, 2004). Au contraire, Foucault comprend que ces éléments sont construits par les pratiques humaines. Donc, l'État existe comme une conséquence de la gouvernance, de la gouvernementalité. De cette façon, l'État et ses institutions ont

été créés sur la base de volontés spécifiques, avec des objectifs liés aux pratiques gouvernementales qui l'ont créé. Comme ces intentions ont changé tout au long de l'histoire, l'État et sa logique ont également changé. Cela signifie que les institutions de l'État et les relations entre l'État, le marché et la société ont été également déterminées ou affectées par le changement historique.

Ainsi, l'État moderne était fondé sur l'idée de garantir la majorité des libertés sociales, politiques et économiques possibles à la population. Dans cette logique, même si le marché était considéré comme un espace « naturel », la tâche de l'État libéral était d'intervenir dans toutes les situations qui pourraient limiter les libertés de l'individu ou la stabilité de la communauté. Foucault propose que l'art libéral de gouverner repose sur trois éléments : la vérité économique ou du marché, la limitation par le calcul de l'utilité et la notion des équilibres internationaux. En général, cela veut dire que la gouvernementalité libérale cherchait à établir un équilibre entre la liberté individuelle et les intérêts du groupe ou de la communauté. À cause de cela, on peut conclure que l'État libéral était marqué par la tension entre la liberté individuelle et le bien-être général.

Pour représenter la chose en termes historiques, on peut revenir au cas du déclin de la théorie keynésienne. L'État providence a été créé à partir de l'idée de limiter les libertés du marché afin de garantir les libertés sociales et politiques de la majorité de la population. Avec les crises économiques de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la limitation des libertés économiques en faveur des libertés sociales et politiques a été vue comme un acte d'intervention à l'encontre de la liberté individuelle. En quoi la gouvernementalité néolibérale est apparue comme une réponse à la crise créée par la tension entre les libertés individuelles et le bien-être général. Selon l'art de gouverner néolibéral, le rôle de l'État est exclusivement de garantir la libre concurrence sur le

marché. En permettant la concurrence, l'État garantit la liberté individuelle. Tout type d'intervention sur le marché représente une mesure despotique. Dans cette perspective, Foucault soutient que si le problème du libéralisme était de déterminer comment créer un espace pour établir un marché libre dans un système politique existant, le problème du néolibéralisme est celui de modéliser tous les exercices du pouvoir politique selon les principes de l'économie de marché. De cette façon, la gouvernamentalité néolibérale propose l'ingérence dans tous les aspects de la vie sociale et politique afin de s'assurer que rien n'intervienne dans le libre fonctionnement du marché.

Cette notion de néolibéralisme comme l'intervention constante de l'État, aussi étrange que cela puisse paraître, était basée sur l'idée d'éviter toute possibilité d'émergence d'un régime despotique. Pour expliquer cela, Foucault fait référence aux concepts de la phobie d'État et de l'État de droit. Le concept de la phobie d'État, d'une part, telle qu'utilisée lors de la mise en œuvre des systèmes néolibéraux aux États-Unis et en Allemagne, a à voir avec l'idée que l'État est intrinsèquement invasif. Cela signifie que tous les États, peu importe l'idéologie qui les sous-tend, veulent contrôler tous les aspects de la vie individuelle et sociale. Comme réponse à cette phobie, la gouvernamentalité néolibérale se présente comme une limitation du pouvoir étatique. L'intervention néolibérale garantit la libre concurrence comme expression de la liberté individuelle.

La notion de l'État de droit, d'autre part, apparaît comme le moyen par lequel on limite l'intervention de l'État sur la liberté individuelle de ses citoyens. Pour faire face à la menace représentée par l'État en tant qu'institution coercitive, il faut établir un ensemble de règles formelles qui ont pour but unique d'assurer que tous les acteurs puissent participer librement du marché. Foucault compare cela à un jeu.

Dans un jeu, il y a une série de règles qui sont élaborées pour garantir un bon fonctionnement, mais qui n'ont pas pour objectif de déterminer spécifiquement le résultat jeu. Personne ne participe à un jeu quand son résultat est décidé d'avance. En ce sens, le marché est un espace dans lequel tous les citoyens doivent être en mesure de participer librement et dans lequel le résultat des opérations ne peut pas être déterminé.

Sur la base de cette perspective, le néolibéralisme semble être un cadre juridico-institutionnel plus qu'une théorie économique. Il est une gouvernamentalité qui a l'intention de transformer les institutions politiques et sociales afin de garantir la libre concurrence et d'établir une nouvelle forme de subjectivité. Dans la gouvernamentalité néolibérale, les citoyens deviennent des entreprises. C'est à eux, en tant qu'entreprises, de participer au marché afin de satisfaire leurs besoins. De cette façon, comme Foucault le soutient, des notions comme celle de capital humain deviennent naturelles. L'éducation ou le mariage sont maintenant considérés comme des investissements dans le capital humain. Il revient à chaque citoyen d'investir sur soi-même afin de tirer le meilleur du marché. Mais pour que cela soit possible, l'État doit garantir que la participation au marché soit libre. Qu'il n'y ait pas d'interventions qui puissent influencer sur le résultat des opérations du marché.

La compréhension du néolibéralisme, en tant que cadre juridico-institutionnel, proposée par Michel Foucault permet, quand on l'applique au cas de l'Uribisme, d'avoir une compréhension plus large du phénomène et des effets qu'il a eus sur la société colombienne. En ce sens, quand on dit que l'administration d'Uribe a été caractérisée par une influence néolibérale, on ne parle pas seulement des réformes économiques de l'ancien président. On souligne aussi le fait que le projet politique d'Uribe visait à transformer l'État colombien et la façon dont les citoyens colombiens

interagissaient avec lui. C'est pourquoi, comme on l'a déjà dit, Uribe présentait l'État social comme l'antagoniste du peuple, ce qui ouvrait la porte à la reformulation du système politique colombien. L'accent mis par l'ancien président sur l'efficacité de l'État reposait sur l'idée que la priorité de l'État serait de garantir la concurrence. En outre, cette conception réduit le citoyen à un agent économique dont le plein développement dépend de la possibilité de participer au marché. En ce sens, on peut affirmer que le peuple uribiste est constitué d'entrepreneurs qui estiment que l'insatisfaction de leurs exigences est le résultat de l'inefficacité de l'État et des tensions qui existent entre libertés individuelles et bien-être commun. Une tension à laquelle le néolibéralisme remédie en faveur de l'individu. Ce sont conditions qui sont fondamentales à l'aspect néolibéral du peuple d'Uribe.

Enfin, revenant à l'idée initiale de ce chapitre de présenter l'Uribisme comme l'imposition d'une nouvelle idéologie hégémonique dans l'espace du politique, on peut conclure que ce phénomène a conduit à l'établissement d'une nouvelle rationalité politique dans le pays. En ce sens, on peut déduire que l'immense appui populaire dont l'ex-président jouissait n'était pas le résultat d'un processus de manipulation, mais la conséquence d'une réinterprétation de l'histoire et de la réalité sociale de la Colombie. Or, pour prouver que cette reconfiguration s'est effectivement produite, il faut d'abord établir que le peuple uribiste s'est véritablement constitué. Pour ce faire, il faut analyser les pratiques discursives d'Uribe afin de déterminer si elles ont conduit à l'articulation d'un peuple autour de l'image de l'ancien président.



## CHAPITRE IV

### LA CONSTRUCTION DU PEUPLE URIBISTE : L'ANALYSE DES PRATIQUES DISCURSIVES D'ÁLVARO URIBE VÉLEZ

Comme on l'a soutenu dans le chapitre précédent, ce mémoire affirme que l'Uribisme est un phénomène politique qui opérait dans une logique populiste. Cela veut dire qu'Álvaro Uribe Vélez est parvenu à instaurer une interprétation hégémonique de la crise institutionnelle colombienne de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Dans cette perspective, on se demande comment il est arrivé à convaincre divers groupes sociaux d'accepter et d'incorporer son récit particulier du contexte colombien? Comment ont opéré les pratiques discursives performées par l'ancien président de manière à ce que son interprétation du contexte colombien paraisse crédible pour divers secteurs de la société ?

À la lumière des questions précédentes, cette section montrera comment Uribe a réussi à rendre hégémonique son récit et à articuler une communauté discursive en construisant un ethos discursif qui : d'une part, établissait l'équivalence entre lui et le peuple alors que, d'autre part, il confirmait son diagnostic par rapport aux causes qui avaient conduit à la crise et à l'identité des responsables.

Suivant l'approche théorique de Laclau, on peut affirmer que cet ethos *uribiste* a été construit à travers les pratiques discursives performées par l'ancien président. Cela signifie que ce n'est pas nécessairement à travers ses messages qu'Uribe était capable de promouvoir son image, mais, par sa manière de prononcer ses énoncés. En ce sens, l'ancien président s'est montré très compétent en ce qui a trait à l'intégration

et à l'interprétation d'une série de préjugés, de valeurs et de concepts qui étaient partagés par différents groupes sociaux. En faisant cela, Uribe a eu le soutien du peuple, en tant que garant. Dans cette situation de confiance du public, l'ancien président a pu formuler et présenter un discours qui a été facilement accepté par une grande partie de la population. Il a établi une rationalité qui a fourni une lentille à travers laquelle tous les événements et circonstances étaient compris d'une façon spécifique. En outre, cet ethos était placé dans une scénographie commune qui, à travers toutes les déclarations d'Uribe, établissait une chronologie et une topographie qui, à leur tour, validaient cet ethos et confirmaient le récit proposé par l'ex-président.

Malheureusement, la théorie d'Ernesto Laclau ne propose pas de méthodologie permettant d'analyser les énoncés produits par Álvaro Uribe et de déterminer comment un peuple est construit empiriquement. En tenant compte de cette limitation, on a choisi d'étudier les énoncés d'Álvaro Uribe en utilisant les concepts d'ethos discursif, de scénographie et de garant développés par Dominique Maingueneau.

#### 4.1 Dominique Maingueneau et les scènes d'énonciation.

La théorie de Dominique Maingueneau (1984; 1991) s'inscrit dans ce qu'on peut appeler *l'école française* d'analyse du discours. Cette classification a deux implications importantes. Tout d'abord, elle souligne que Maingueneau aborde le discours à partir d'une perspective sociale et non pas purement linguistique. Cela signifie qu'il comprend les pratiques discursives comme étant déterminées par le contexte social et culturel dans lequel elles sont émises en même temps qu'elles donnent sens à ce contexte. Deuxièmement, en tant que disciple de l'école française,

le travail de Maingueneau est influencé par l'idée de Foucault selon laquelle le discours forme les objets dont il parle. Une notion marquée par une vision matérielle du discours qui estime que le discours donne sens et détermine les institutions, les pratiques sociales et les positions du sujet. Dans cette perspective, le concept de l'ethos discursif de Maingueneau montre comment les interactions entre différentes institutions et acteurs constituent des communautés discursives tout en établissant les positions que chaque élément occupe dans ces communautés.

#### 4.1.1 L'Ethos discursif

L'importance de l'image de l'orateur, son ethos, pour le succès d'un énoncé a d'abord été mise en évidence par Aristote dans sa *Rhétorique*. En mettant l'accent sur la manière dont le discours de caractère diplomatique ou politique a fonctionné dans l'*agora*, le philosophe grec soutenait que la possibilité qu'un énoncé soit accepté par un public dépende autant du contenu du message que de l'image de la personne qui le véhicule. En ce sens, un orateur doit projeter une image qui le dépeigne comme un interlocuteur valable afin de rendre son message plus efficace.

Le concept d'ethos a été reconsidéré par Ruth Amossy (1999). L'auteure française a introduit deux changements fondamentaux par rapport au concept développé par Aristote. Tout d'abord, Amossy soutient que l'ethos joue un rôle déterminant dans toute interaction sociale. Cette vue s'oppose à la perspective classique qui envisageait la pertinence de l'image de l'orateur que dans des circonstances politiques, diplomatiques ou juridiques. En second lieu, Amossy affirme que le succès de l'ethos est conditionné par les préjugés des récepteurs et non seulement par l'image que l'énonciateur a de lui-même. C'est-à-dire que si les valeurs sur lesquelles repose

l'ethos ne sont pas partagées par les deux positions, l'ethos présenté peut être mal interprété et entraîner une défaillance du message communiqué. Ainsi, on peut affirmer qu'Amossy ajoute une dimension sociale à la notion d'ethos. De son point de vue, le rôle de l'image de l'énonciateur dépend des circonstances sociales dans lesquelles un énoncé est produit et présenté.

La conception sociale de l'ethos se retrouve également chez Dominique Maingueneau. À travers son concept d'ethos discursif, il soutient que la construction de l'ethos est plus que la construction d'une image du locuteur. Qu'elle est un arrangement spatial des acteurs et des institutions qui constituent une communauté discursive. Ainsi, en tant que membres d'une même communauté, il n'y a pas de séparation entre l'image présentée par l'énonciateur et celle perçue par le public. Au contraire, l'orateur est capable d'anticiper la façon dont une image sera perçue parce qu'il partage un cadre avec l'autre: ils sont des parties d'une même communauté discursive. De cette façon, pour valider son message, l'énonciateur peut proposer une image de lui-même qui, en considérant les préjugés des récepteurs, le met dans une position particulière. Un lieu qui n'est pas construit ou déterminé par la personne qui parle mais par la communauté à laquelle il parle et à laquelle il veut se présenter à titre de partie. Comme le décrit Maingueneau : « *à travers sa parole un locuteur active chez l'interprète la construction d'une certaine représentation de lui-même, mettant ainsi en péril sa maîtrise sur sa propre parole; il lui faut donc essayer de contrôler plus ou moins confusément le traitement interprétatif des signes qu'il envoie* » (2002, p. 7).

De cette façon, la construction de l'ethos est présentée par Maingueneau comme un processus d'articulation de différents discours dans une seule communauté discursive; un groupe qui partage une série de valeurs, de préjugés et une compréhension

particulière du monde (Swales, 1990). Puis, comme processus d'articulation, la constitution d'une position discursive n'est pas celle d'une simple addition d'idées, mais, au contraire, celle d'une certaine reformulation de tous les éléments qui composent la communauté, en quoi l'énonciateur et le récepteur (co-énonciateur) jouent un rôle actif dans le processus de construction de l'ethos. Le premier participe en proposant un discours articulant différentes positions, tandis que le deuxième détermine les éléments qui doivent être incorporés dans l'ethos de même que les limites de cette articulation. Dès lors, on ne parle plus d'énonciateur et de récepteur, mais d'énonciateur et de co-énonciateur.

Par ailleurs, l'existence de la communauté discursive se manifeste par les énoncés qu'elle produit. Toute énonciation réalisée par la communauté est une reproduction du discours articulatoire du groupe. Mais, simultanément, la légitimité de l'énoncé vient du fait qu'il est produit au sein de la communauté existante. De cette façon, en même temps qu'un énoncé « matérialise » l'existence d'une communauté, il tire sa légitimité de la communauté qu'il reproduit. Donc, pour revenir à l'idée de la constitution de l'ethos discursif, on peut dire que ce qui valide un message n'est pas l'ethos lui-même, mais la communauté que cet ethos articule et sur laquelle il tient. De cette façon, la position partagée par l'énonciateur et les co-énonciateurs joue le rôle de *garant* des énoncés réalisés par ses membres. Puis, comme un discours, l'ethos discursif et la communauté qu'il constitue travaillent dans un boucle. La communauté existe parce qu'elle est articulée par l'ethos mais cet ethos est pertinent parce qu'il est validé par la communauté.

À la lumière de ce qui précède, on peut souligner que, en utilisant la validation du garant – en occupant une position spécifique dans une communauté discursive –, l'énonciateur peut proposer une interprétation particulière de différents événements.

Cette interprétation sera acceptée par le public précisément parce que, par rapport au rôle qu'il joue au sein la communauté discursive (un rôle qui n'est pas seulement dit mais montré), l'énonciateur est légitime. *Il sait de quoi il parle*. Cette reconnaissance fournit au locuteur une confiance qui lui permet de reformuler des lieux communs existants ou même de transformer les attaques personnelles dont il fait l'objet en attaques contre le peuple. En ce sens, lieux communs et attaques permettent la confirmation de l'identité de l'antagoniste proposée dans son discours (Peñafiel, 2013, p. 36).

Dans le cas de l'Uribisme, Álvaro Uribe a proposé un ethos de victime qui lui a d'abord donné la légitimité de parler de la crise. Après, en anticipant et en incorporant les valeurs et les griefs du public auquel il s'adressait à cet ethos de victime, Uribe, en tant qu'interlocuteur valide, a articulé une communauté discursive, un peuple. Dans ce processus d'articulation, Uribe s'est mis dans une position qui a validée d'autant plus son rôle de représentant légitime de la communauté. De cette façon, les énoncés performés par l'ancien président ont été accueillis par une confiance populaire qui lui a permis de valider son discours, de désigner les responsables des problèmes du peuple de même que les moyens de les surmonter.

Par ailleurs, il est également important d'établir si une communauté discursive existe dans le vide. Cela veut dire que l'articulation de différents préjugés ou valeurs est toujours déterminée par une conception particulière du temps et du territoire dans lesquels ces paramètres existent. En ce sens, en suivant la théorie de Maingueneau, on peut affirmer qu'une communauté et son ethos discursif, en tant que productions discursives, sont déterminées par une scénographie particulière. Une scénographie construite par la communauté afin de valider son sens du monde.



#### 4.1.2 La scénographie

Pour Maingueneau tout énoncé doit être compris comme une scène d'énonciation. En ce sens, les pratiques discursives se déroulent dans un arrangement scénique particulier. Un ordre qui, en tant qu'il est construit par l'énoncé, cherche à donner plus de validité et à renforcer le message transmis par l'énonciateur.

Pour poser la notion de scénographie en termes clairs, on peut dire que chaque scène, chaque énoncé, au-delà de ce qui est dit, est composée par trois éléments : la chronologie (un moment), la topographie (un lieu) dont le discours prétend émerger et les acteurs qui y participent (l'énonciateur et les co-énonciateurs). La sélection et la distribution de ces trois marqueurs aident à valider et à renforcer le message ou l'interprétation suggérée par un énoncé. Ainsi, le fait de déterminer qui parle, quand il ou elle parle et où l'action de parler s'est produite est fondamental pour reproduire un message au-delà du contenu de l'énoncé performé. Également, la sélection d'une scénographie n'est en aucun cas arbitraire ou fortuite, mais au contraire cruciale dans le processus de constitution d'une déclaration. En ce sens, le processus d'identification des éléments qui composent la scénographie est important dans le processus d'analyse d'un discours. La répétition de certaines formules scénographiques peut montrer qu'une certaine interprétation du social est proposée et renforcée par une série de pratiques discursives.

Ainsi, en tant qu'outil analytique, le concept de la scénographie permet d'étudier un corpus de documents composés d'énoncés produits par Uribe — énoncés qui diffèrent par les thèmes qu'ils abordent et par la manière dont ils sont présentés — à travers trois variables constantes : la chronologie de la scène, sa topographie et la position des acteurs qui y participent.



Sur la base des concepts décrits ci-dessus, ce chapitre présente l'analyse d'un corpus d'énoncés produits par Álvaro Uribe afin de montrer comment, à partir de la réappropriation d'une série de lieux communs, il a réussi à se présenter comme membre et représentant légitime du peuple et, ainsi, valider son interprétation du contexte historique. En outre, cette analyse met en évidence comment l'ancien président a été en mesure de changer constamment les éléments qui composent son ethos et les scénographies afin de maintenir la pertinence de son récit en dépit des changements historiques. Pour mieux dire, quatre ruptures historiques importantes survenues pendant les huit ans qu'Álvaro Uribe a été au pouvoir seront approchées. Quatre moments durant lesquels l'ethos uribiste et ses scénographies ont subi certaines transformations. Ces quatre moments sont : 1) la période allant de l'élection présidentielle au référendum de 2003; 2) celle allant de l'échec du référendum jusqu'à la réélection de 2006; 3) celle commençant avec le début du second mandat d'Uribe et se terminant par les victoires militaires de 2008; et 4) celle allant de 2008 jusqu'à sa tentative ratée de réélection pour un troisième mandat en 2010.

#### 4.2 Le corpus documentaire.

En tenant compte de l'impossibilité d'analyser la totalité des pratiques discursives d'Álvaro Uribe, cette enquête se concentre sur un corpus documentaire limité, mais présentant une diversité d'énoncés considérable. Des divers énoncés, produits tout au long des huit années pendant lesquelles Uribe était en fonction et le temps qu'il était un candidat présidentiel. La diversité de ces documents a permis, d'une part, de déterminer les modèles et les lignes directrices marquant les communications d'Uribe et, d'autre part, de montrer comment les changements contextuels ont transformés les

mécanismes rhétoriques utilisés par l'ancien président – de manière à maintenir la régularité et la cohérence dans la reproduction de son discours.

L'épine dorsale de ce corpus documentaire<sup>11</sup> est composée principalement de deux types d'énoncé. D'une part, on a passé en revue les discours qu'Álvaro Uribe a prononcés chaque année (2003-2010) au Congrès colombien pour marquer le début de la session législative. D'autre part, on a étudié les allocutions télévisées de Noël et de fin d'année prononcés par le président entre 2002 et 2009. Ces deux groupes d'énoncés ont été choisis pour être le noyau de l'analyse, car, étant produits chaque année dans des conditions similaires, ils permettent de voir clairement comment les scénographies d'Uribe changent en fonction des contextes historiques dans lesquels ils sont prononcés. En même temps, le fait de choisir ces deux types de document a permis de comparer des textes plus formels (comme ceux qui sont lus au Congrès, devant toutes les dirigeants politiques du pays), avec des textes plus familier (comme ceux de Noël ou de fin d'année, dans lesquels le président s'adressait aux citoyens colombiens).

Outre ces deux composantes majeures, le corpus est également constitué de documents jugés fondamentaux pour l'analyse des discours d'Álvaro Uribe. Cette sélection est basée, premièrement, sur la pertinence historique. Cela signifie que l'énoncé a été produit pendant ou en lien avec un événement important. Suivant cette logique, ont été sélectionnés les discours prononcés par Álvaro Uribe lors des cérémonies d'investiture présidentielle de 2002 et 2006. En raison de leur pertinence pour les réformes qu'Álvaro Uribe a tenté de mettre en œuvre en vue de transformer l'État colombien, sont également analysées les déclarations faites par Uribe avant et

---

<sup>11</sup> L'annexe A présente une liste de tous (55) les documents qui ont été analysés dans ce mémoire.

après sa défaite référendaire de 2003, ainsi qu'après l'approbation par le Congrès de l'accord de libre-échange avec les États-Unis. De même, en tenant compte du fait que l'émergence de ce phénomène politique a eu lieu lors des élections présidentielles de 2002, c'est-à-dire avant l'arrivée d'Uribe au pouvoir, sont aussi analysés cinq entrevues que l'ancien président a données à titre de candidat présidentiel. L'analyse de ces documents a été complétée par l'examen du programme de 100 points qu'Uribe a soumis à l'électorat en se présentant à la présidence.

Par ailleurs, afin de capturer des interactions plus « spontanées » entre l'ancien président et le « peuple » colombien, ce mémoire examine dix *conseils communautaires* télévisés. La sélection des conseils étudiés a été faite à partir des documents qui sont entièrement accessibles dans les archives numériques du bureau présidentiel. À partir de cela, on a choisi de réunions qui ont eu lieu à différents moments des mandats d'Álvaro Uribe.

#### 4.3 Les scénographies uribistes

*Le grand combattant de la démocratie est le peuple et les combattants ne peuvent pas rester chez eux, même si des officiers de haut rang leur ordonnent d'abandonner le champ de bataille (Álvaro Uribe Velez, 27 octobre 2003)<sup>12</sup>.*

Álvaro Uribe Vélez a officiellement annoncé son intention de briguer la présidence colombienne le 9 février 2002. À ce moment-là, en dépit de la notoriété qu'il avait acquise en raison des fortes critiques qu'il avait dirigées contre le processus de paix

---

<sup>12</sup> Version originale en espagnol: « *El gran combatiente de la democracia es el pueblo y los combatientes no se pueden quedar en la casa, así algunos oficiales de alto rango ordenen abandonar el campo de batalla.* »

avec les FARC, l'ancien gouverneur d'Antioquia était considéré comme un chef libéral régional avec une influence locale importante, mais pratiquement inconnu au niveau national. La plupart des références à Uribe faites en dehors de sa région d'influence avaient à voir avec deux éléments. D'un côté, il était connu pour les politiques de sécurité polémiques qu'il avait mises en œuvre à Antioquia et pour les accusations d'implication dans la formation et le soutien des groupes paramilitaires. De l'autre et avant tout, il était connu en tant que victime de la guérilla.

#### 4.3.1. L'élection présidentielle de 2002 et la préparation du référendum de 2003 : Victime, dissident et paysan.

Dans un contexte de grande agitation politique et d'incertitude, Álvaro Uribe a utilisé son image de victime pour valider sa position face à la crise institutionnelle colombienne. Comme quelqu'un qui a souffert directement de l'incapacité de l'État à garantir la protection de ses citoyens, Uribe a été perçu comme quelqu'un ayant vraiment compris les causes du conflit. Fort de cette légitimité, il a proposé une interprétation de la crise s'éloignant de celles qui attribuaient exclusivement aux guérillas la responsabilité des événements. Il s'est concentré sur l'inefficacité de l'État social et sur son incapacité à garantir la règle de droit.

À la suite de cette « attaque » contre le système politique existant, Álvaro Uribe a renforcé sa position de dissident du Parti libéral et de la classe politique traditionnelle. En faisant cela, l'ancien président s'est mis en opposition face à ceux qui se trouvaient au pouvoir. Depuis cette position dissidente, son récit contre-hégémonique a gagné en légitimité dans la mesure où il était perçu comme quelqu'un qui connaissait le fonctionnement de l'État et qui en rejetait les pratiques corrompues.

Enfin, un troisième élément incorporé dans l'ethos d'Álvaro Uribe au cours de ce premier moment a été celui d'un individu *formé* dans la campagne et partageant une série de valeurs et coutumes rurales. En ce sens, l'image d'Uribe était liée aux préjugés à propos de ceux qui travaillent la terre, accentuant l'humilité et une forte éthique de travail. En relation avec ce dernier point, il faut souligner que l'ancien président a utilisé sa vinculation avec le monde rural pour proposer une interprétation de l'image du paysan. Dans la construction de l'ethos discursif, Uribe a présenté les agriculteurs comme des entrepreneurs. Cette caractérisation néolibérale lui a permis de promouvoir l'idée suivant laquelle les problèmes des personnes étaient liés à un État social qui limitait la possibilité du citoyen de participer au marché, en raison de sa corruption et de son inefficacité.

#### *Une victime courageuse*

En parlant de la difficulté à surmonter le contexte de violence auquel la Colombie était confrontée, Álvaro Uribe a souligné à maintes reprises qu'il était membre d'une génération qui n'avait pas vu une seule journée de paix. Cette affirmation, comme on l'a déjà raconté, a aidé à définir les bornes chronologiques de la crise institutionnelle du pays en même temps qu'elle a permis à l'ex-président d'affirmer qu'il faisait partie des victimes qui ont souffert des diverses conséquences de cette longue violence.

Uribe a renforcé cette identité de victime en répétant constamment que 50 % des familles colombiennes étaient victimes du conflit armé. Le père d'Álvaro Uribe<sup>13</sup>

---

<sup>13</sup> Le 14 juin 1983, Alberto Uribe Sierra, père d'Álvaro Uribe Vélez, a été tué quand un groupe de guérilleros est entré sur sa ferme avec l'intention de l'enlever. Les rapports de police révélés par les médias disent qu'Uribe est mort après avoir essayé de se protéger de l'attaque. Durant les mêmes événements, le frère et la sœur du président (Santiago et María Isabel) ont également été blessés. Álvaro Uribe a déclaré que cette attaque avait été perpétrée par les FARC, mais le groupe de guérilla le nie.

avait été assassiné par un groupe de guérilleros alors que sa famille, selon lui, avait été menacée à plusieurs reprises par ces groupes armés. En ce sens, en tant que victime, Uribe faisait partie de cette majorité populaire. De cette population qui avait souffert de la violence que l'État inefficace et corrompu n'avait pas pu éliminer.

*Mon père est mort lors d'une tentative d'enlèvement des FARC; un de mes frères s'est échappé, grièvement blessé, et ma sœur était cachée par un enseignant. Mais j'évite de dramatiser le familial et le personnel. Ma famille fait partie de ce 50 pour cent des familles colombiennes endeuillées par la violence. L'assassinat de mon père m'a profondément blessé, mais ne me portait pas à rancune. (Uribe, Revista Credencial, 10 mars 2002).<sup>14</sup>*

Curieusement, l'état de victime d'Álvaro Uribe lui a permis de se présenter comme un homme courageux et déterminé. Dans ses interactions avec le public, Uribe a constamment rappelé l'histoire de la mort de son père. Dans sa narration, Alberto Uribe Sierra (son père) et Santiago Uribe Vélez (son frère) étaient dépeints en hommes courageux qui ont ramassé leurs fusils et ont combattu contre un groupe de guérilleros essayant de prendre leur ferme. En ce sens, l'image d'Uribe était liée à celle d'une famille disposée à se battre et qui n'avait pas peur de la guérilla.

Aussi, en tant que gouverneur d'Antioquia, Álvaro Uribe a participé à la formation d'armées rurales privées<sup>15</sup> — beaucoup de ces groupes finiront par devenir des

---

<sup>14</sup> « *Mi padre murió al enfrentar un intento de secuestro de las FARC; uno de mis hermanos escapó gravemente herido y mi hermana menor fue ocultada por una maestra. Pero evito dramatizar lo familiar y lo personal. Mi familia hace parte de ese 50 por ciento de familias colombianas enlutadas por la violencia. El asesinato de mi padre me dolió profundamente, sin embargo no me engendró rencor* ».

<sup>15</sup> Dans les années 1990, le gouvernement colombien a permis aux propriétaires fonciers d'embaucher et d'armer des civils pour protéger les fermes contre les attaques de la guérilla, en particulier dans les territoires ruraux. Profitant de cette initiative, Álvaro Uribe, gouverneur d'Antioquia (1995-1997), a favorisé la création de ces armées privées afin d'accroître la sécurité dans son département. Comme Edgar Velásquez (2007) l'a affirmé, ces groupes ont servi de base à la consolidation des groupes paramilitaires qui opéraient dans le nord de la Colombie. De même, comme Human Rights Watch l'a dénoncé, ces groupes ont été liés à des cas de meurtres et d'enlèvements.

groupes paramilitaires de droite impliqués dans de multiples crimes contre l'humanité et ayant formellement abandonné les armes pendant la présidence d'Uribe — qui étaient chargés de protéger les différentes fermes et les zones rurales de la guérilla. Cette politique, que beaucoup de citoyens considéraient comme réussie en dépit des conséquences qu'elle avait sur la consolidation des forces paramilitaires, donnait à Uribe l'aura d'un homme qui « pouvait faire le travail », de quelqu'un qui avait une connaissance directe des problèmes et qui était disposé à prendre beaucoup de risques pour atteindre ses buts.

*J'aspire à être le premier soldat de la patrie pour diriger la libération de la tranquillité de mes concitoyens. (Álvaro Uribe Vélez, Revista Cambio 16 avril 2002).<sup>16</sup>*

L'image de l'homme fort et courageux présentée par Álvaro Uribe a été consolidée lors de deux attentats terroristes menés contre lui durant la campagne présidentielle de 2002 (le 3 novembre 2001 à Galapa, Atlántico, et le 14 avril 2002 à Barranquilla). Lors de sa visite à Barranquilla, une bombe lancée par les FARC a explosé à cinq mètres du véhicule dans lequel le futur président et certains de ses conseillers étaient transportés. La réaction d'Uribe à cette attaque, qui a commodément été enregistrée par les médias voyageant avec lui, est rapidement devenue populaire parmi le public colombien. Après l'attaque, Uribe a donné l'impression de rester calme et de ne pas être grandement affecté par ce qui s'était passé. Dans la vidéo, on peut voir l'ancien président dire au personnel paramédical qu'il allait bien et qu'ils devraient aider les citoyens qui avaient été blessés par l'explosion. Puis, dans sa narration de l'événement, Uribe a déclaré aux journalistes que le conducteur du véhicule dans lequel il se trouvait avait été blessé pendant l'attaque et qu'il était très nerveux. À cause de cela, Uribe avait dû le calmer et lui dire de s'enfuir. Dans les mots d'Álvaro

<sup>16</sup> « *Aspiro (a) ser el primer soldado de la Patria para liderar el rescate de la tranquilidad de mis conciudadanos* ».

Uribe :

*Je venais en premier et il n'y avait aucun obstacle de mon côté, puis nous avons senti l'impact. Malgré le blindage supérieur, le véhicule était détruit et la porte contre laquelle j'étais appuyé s'est ouverte un peu. J'ai senti un peu de tranquillité quand j'ai vu que les compagnons qui étaient dans le véhicule étaient tous bien. J'ai juste reçu deux petits coups. Le chauffeur était très nerveux. Je lui ai dit : reste tranquille, assure-toi qu'on sortira d'ici. Nous avons crié deux fois, nous avons réussi à faire rouler la voiture et quand nous nous sommes mis en sécurité, le chauffeur m'a dit qu'il n'était pas capable de continuer parce que la voiture était complètement détruite. (Álvaro Uribe Vélez, dans: « Atentado a Uribe: 3 muertos », *El Tiempo*, 15 avril 2002) <sup>17</sup>*

### *Dissident de la classe politique*

Perçu par le public comme une victime, Álvaro Uribe s'est présenté aux élections présidentielles de 2002 comme un candidat dissident du Parti libéral. Cette décision, comme on peut le supposer, a été en partie motivée par le fait que Horacio Serpa était déjà le candidat officiel du libéralisme et par la popularité des candidats indépendants dans les grands centres urbains du pays<sup>18</sup>. Cela a permis à l'ancien président de se séparer initialement de la classe politique traditionnelle. De même, en s'appuyant sur son image de victime, Uribe a pu se distancer de son identité de politicien professionnel en dépit du fait qu'il a occupé différents postes en tant que représentant et fonctionnaire public pendant plus de vingt ans. Ainsi, positionné en dehors du cercle politique et bureaucratique, Álvaro Uribe est devenu quelqu'un qui pourrait légitimement rejeter les pratiques inefficaces des politiciens et les coutumes

<sup>17</sup> « Yo venía adelante y no había ningún obstáculo sobre el lado que yo venía, cuando de pronto sentimos el impacto. A pesar de que el blindaje del vehículo es superior, quedó destruido y se abrió algo la puerta contra la cual yo iba recostado. Sentí alguna tranquilidad cuando vi que los compañeros que estaban dentro del vehículo estaban todos bien. Yo solo recibí dos golpecitos. El conductor estaba muy nervioso. Yo le dije: tranquilo, ponga cuidado que de aquí salimos. Hicimos dos gritos, logramos rodar el carro y cuando ya estábamos en un lugar donde podíamos estar a salvo, el conductor me dijo que no era capaz de continuar más porque el carro estaba completamente destruido. »

<sup>18</sup> Entre les années 1995 et 2000, Bogotá, la capitale du pays, avait eu deux maires indépendants consécutifs (Antanas Mockus et Enrique Peñalosa), tandis que Medellín, la deuxième plus grande ville du pays, a élu un candidat indépendant comme maire en 2004 (Sergio Fajardo).



corrompues de la classe bureaucratique.

*Je suis une voix dissidente face à la gestion du processus de paix. La politique formelle achète des indulgences, mais n'affronte pas les problèmes de fond. (Uribe, Revista Credencial, 10 mars 2002) <sup>19</sup>*

Par conséquent, en tant que dissident du libéralisme, Álvaro Uribe a établi, dès le début de sa campagne présidentielle, son éloignement de la classe politique. Au lieu de profiter du poste qu'il occupait au sein du Parti libéral, il a préféré participer aux élections en tant que candidat indépendant. Du coup, grâce à cette prise de distance, Uribe a pu se défaire de son identité de politicien professionnel. Malgré qu'il ait été représentant et fonctionnaire pendant plus de vingt ans, il s'est présenté comme un citoyen ordinaire, comme une personne qui a été outragée par l'incapacité de l'État à résoudre les problèmes des gens. Ainsi positionné en dehors du cercle politique et bureaucratique, Álvaro Uribe est devenu quelqu'un qui rejetait les pratiques inefficaces des politiciens et les coutumes corrompues de la classe bureaucratique.

### *La lutte contre la politiquería*

*Le 7 Août, à 17h, si, avec l'aide de Dieu et le soutien du peuple colombien, j'arrive à la présidence de la Colombie, je présenterai le « référendum contre la corruption et la politiquería », qui comprendra la réduction de la taille du Congrès, l'élimination des aides parlementaires et de leurs privilèges de retraite et de salaire. <sup>20</sup> (Uribe, Manifiesto democrático, 2002).*

Dès le lancement de sa campagne présidentielle, Álvaro Uribe Vélez s'est présenté au

<sup>19</sup> « Soy una voz disidente frente al manejo del proceso de paz. La política formal compra indulgencias pero no enfrenta los problemas de fondo ». (Álvaro Uribe Vélez, Revista Credencial. 10 mars 2002).

<sup>20</sup> « El 7 de Agosto, a las 5 p.m., si con la ayuda de Dios y el apoyo del pueblo colombiano llego a la Presidencia de Colombia, presentaré el "Referendo contra la Corrupción y la Politiquería", que incluirá la reducción del Congreso, la eliminación de los auxilios parlamentarios y de sus privilegios en pensiones y salarios ».

public comme un féroce adversaire de *la politiquería*. Ce terme, qui est populairement utilisé pour dénoter les pratiques corrompues intrinsèques à la politique, a été utilisé par l'ancien président colombien pour soutenir que la corruption, le gaspillage des ressources publiques et l'inefficacité des institutions politiques étaient tous des conditions inhérentes à l'État social et à la classe politique traditionnelle. Ce qui confirme que, contrairement à ce qui est véhiculé par certaines conceptions réductionnistes de l'Uribisme, le projet politique d'Uribe a toujours abordé des questions allant au-delà de la lutte contre la guérilla. En effet, depuis le début de sa campagne, l'ex-président a mis en scène le contexte de violence que traversait la Colombie en l'associant aux affaires de corruption affectant la classe politique et à l'incapacité de l'État à imposer l'État de droit à travers le pays. Comme il l'a dit lors d'une entrevue en cours de campagne,

*J'essaie d'introduire des changements de fond dans notre pays en termes de sécurité et de lutte contre la corruption et la politiquería. De promouvoir la création d'emplois et d'entreprendre une révolution éducative profonde. On peut y parvenir en éliminant un État corrompu et gaspilleur, et en investissant les économies dans la création d'emplois et l'éducation. (Uribe, Revista Cambio 16, avril 2002).<sup>21</sup>*

En utilisant la notion de *la politiquería*, Uribe cherchait à établir un lien entre la manière dont le système politique fonctionnait et le contexte de profonde violence sociale et politique qui existait en Colombie. En d'autres termes, ce concept lui permettait de lier clairement un problème qui affectait beaucoup de citoyens avec l'idée de l'échec des institutions politiques existantes et de se présenter comme la solution. Comme il l'a dit lors de son discours d'investiture le 7 août 2002 :

*Dans notre nation, la confiance et la solidarité ont diminué. Chacun se méfie de son*

---

<sup>21</sup> « *Estoy jugando a introducirle cambios de fondo a nuestro país en seguridad y en lucha contra la corrupción y la politiquería. A promover la creación de empleo y a emprender una profunda revolución educativa. Esto se logra eliminando un Estado corrupto y despilfarrador e invirtiendo los ahorros en la creación de empleo y educación* ».

*voisin, et en particulier de l'État. L'attitude solidaire se raréfie et il y a un attachement disproportionné à l'intérêt propre et de l'indifférence envers la chance de la communauté. Cela, signalée comme une faiblesse du capital social, ne découle pas de la nature des Colombiens, qui est civique et humanitaire; sa raison d'être est expliquée par la violence destructrice, la « politiquería » et la corruption, toutes des choses qui se rassemblent dans l'incertitude, la misère et l'inégalité. (Uribe, 7 août 2002)<sup>22</sup>*

Ce qu'il complète en disant :

*Notre État est très bureaucratique, inefficace face à la corruption qui maltraite nos habitudes politiques, et dangereusement timide en investissement social [...] Notre État communautaire cherchera à ce que les ressources et les actions arrivent au peuple, avec transparence, à travers la croissance de la participation populaire dans l'exécution et à la vigilance des tâches publiques. (Uribe, 7 août 2002)<sup>23</sup>*

En outre, les attaques lancées par Álvaro Uribe contre la classe politique et la *politiquería* s'inscrivent dans le cadre de sa prétention à transformer l'État colombien et à introduire ce qu'il a appelé l'État communautaire. Ce désir a été clairement exprimé par l'ancien président dans les points cinq et six du *Manifeste démocratique* qu'il a lancé au début de sa campagne présidentielle.

*Notre État communautaire dédiera ses ressources à éradiquer la misère, à construire l'équité sociale et à donner la sécurité. Il y aura participation citoyenne dans la définition des tâches publiques, dans l'exécution et à la vigilance. La participation citoyenne garantit que les ressources arrivent aux gens sans s'emmêler dans la*

---

<sup>22</sup> « En nuestra nación ha descendido la confianza y la solidaridad. Cada uno desconfía del vecino y en especial del Estado. Decece la actitud solidaria y hay desproporcionado apego al interés propio e indiferencia por la suerte de la comunidad. Lo anterior, señalado como un decaimiento del capital social, no surge de la naturaleza del ser colombiano, que es cívica y humanitaria; su razón de ser lo explica la violencia destructora, la politiquería y la corrupción, que concurren a la incertidumbre, la miseria y la desigualdad ».

<sup>23</sup> « Nuestro Estado es gigante en lo burocrático, ineficaz frente a la corrupción que maltrata las costumbres políticas y peligrosamente pequeño en inversión social (...) Nuestro Estado comunitario buscará que los recursos y las acciones lleguen al pueblo, con transparencia, mediante crecimiento de la participación popular en la ejecución y vigilancia de las tareas públicas. »

*politiquería.* (Uribe, *Manifiesto democrático*, 2002) <sup>24</sup>

*L'État bureaucratique et « politiquero » a trompé le peuple avec son discours social qui n'a pas accompli parce que les ressources ont été gaspillées en « clientélisme » et en corruption. Le modèle néolibéral abandonne les besoins sociaux aux hasards du marché, ce qui fait augmenter la misère et l'injustice sociale.* (Uribe, *Manifiesto democrático*, 2002) <sup>25</sup>

En ce sens, dès le début de ses interactions avec le public, Álvaro Uribe Vélez a eu la vertu de définir très clairement les causes de la crise sociale et politique colombienne et d'identifier les responsables de cette crise. Par contre, la tâche suivante de l'ancien président était d'identifier qui étaient les victimes directes des pratiques corrompues inhérentes à la classe politique colombienne. Également, même s'il défendait une compréhension néolibérale de l'État, Uribe prenait ses distances de l'image du technocrate et du concept de néolibéralisme. Contrairement à cette identité de technicien, l'ancien président apparaissait toujours comme un membre du peuple et comme quelqu'un qui défendait les intérêts du peuple et non pas simplement de principes techniques.

### *Les valeurs rurales*

*Je viens de la montagne qui m'a appris à aimer intensément la Colombie. Les miens (ancêtres), tous des agriculteurs, me placent comme surveillants de la patrie.* (Uribe, 7 août 2002).<sup>26</sup>

<sup>24</sup> « Nuestro Estado Comunitario dedicará sus recursos a erradicar la miseria, a construir equidad social y dar seguridad. Habrá más participación ciudadana en la definición de las tareas públicas, en su ejecución y vigilancia. La participación ciudadana garantiza que los recursos lleguen a la gente y no se enreden en la politiquería.»

<sup>25</sup> « El Estado burocrático y politiquero ha engañado al pueblo con un discurso social que no ha cumplido porque los recursos se han ido en clientélismo y corrupción. El modelo Neoliberal abandona l, o social a la suerte del mercado, con lo cual aumentan la miseria y la injusticia social. »

<sup>26</sup> « Provengo de la montaña que me enseñó a quererla intensamente a Colombia. Los míos (ancestros), agricultores todos, me emplazan como vigías de la patria.»

Dans son intention de se séparer de la classe politique traditionnelle, Álvaro Uribe a promu un ethos rural. Cela signifie qu'il voulait être associé aux valeurs traditionnelles des communautés rurales ainsi qu'à la forte éthique du travail associée populairement à ce groupe social. Pour ce faire, l'ancien président a constamment répété le fait qu'il avait été élevé sur une ferme. Sans jamais mentionner le fait que son père était un riche propriétaire foncier, l'ancien président a utilisé ses expériences sur la ferme de la famille comme un moyen de se lier au peuple. De cette façon, ses énoncés montrent des références constantes aux tâches quotidiennes qui doivent être accomplies dans une ferme – comme le déplacement du bétail ou la récolte.

Uribe a aussi profité de son image rurale pour justifier son intérêt pour l'histoire colombienne. Selon lui, à cause du manque d'électricité sur la ferme, il passait l'après-midi avec sa mère qui lui demandait de lire des œuvres classiques de littérature ainsi que les biographies de personnalités historiques colombiennes importantes telles que Rafael Uribe Uribe (1859- 1914) et Rafael Reyes Prieto (1849- 1921).

Cet ethos d'homme humble et travailleur a été consolidé définitivement par Uribe lors de sa première campagne présidentielle par la répétition constante de l'expression : *Trabajar, trabajar y trabajar*. L'ancien président mettait fin à toutes ses interventions publiques en disant que tout ce qu'il pouvait promettre aux Colombiens était qu'il allait travailler, travailler et travailler. Rapidement, cette phrase est devenue très populaire et l'image de travailleur d'Álvaro Uribe a été renforcée.

En même temps, cet ethos rural présenté par Uribe renvoie à différentes notions de patriotisme, d'anti-élitisme et du machisme qui sont communes et partagées par de nombreux Colombiens. En tant qu'homme qui travaillait la terre, Uribe apparut aux

citoyens comme un homme simple qui comprenait les intérêts des Colombiens réguliers. En soulignant qu'il avait grandi dans la campagne, Uribe était vu comme quelqu'un qui était prêt à faire tout ce qui était possible pour trouver une solution aux problèmes du pays.

*Dans la Colombie d'aujourd'hui où tout le monde parle, mais personne ne fait rien, on a besoin de faits : Faits, crédibilité et autorité démocratique. (Uribe, Revista Credencial, 10 mars 2002).<sup>27</sup>*

L'image d'homme rural et commun promu par Álvaro Uribe a été renforcée par la manière dont il parlait. En particulier, il utilisait des diminutifs dans ses énoncés publics. Cette pratique, qui est courante dans la communication informelle entre Colombiens, mais impropre dans les déclarations officielles, contribuait à forger l'image d'une personne honnête, qui ne veut pas cacher sa vraie façon d'être. C'est ainsi qu'au lieu de dire *plata* (argent), il disait *platica*; au lieu de dire *los ahorros* (des économies), il disait *los ahorritos*.

Álvaro Uribe a aussi utilisé de pratiques non discursives pour consolider son image rurale. Au lieu des vêtements décontractés que les politiciens portent traditionnellement lorsqu'ils visitent certaines régions, Uribe portait toujours un poncho et un chapeau particulier, commun chez les propriétaires fonciers ou les travailleurs agricoles.

Une autre pratique non verbale adoptée par Uribe pendant sa campagne et sa présidence était de parler des chevaux et de souligner ses compétences en tant que cavalier. Conscient de cette image d'un homme rural fort, Uribe lui-même parlait sans cesse de ses capacités à cheval. Bien que beaucoup de gens dans les villes ne

<sup>27</sup> « *En la Colombia de hoy, donde todo el mundo habla pero no hace, se necesitan hechos: Hechos, credibilidad y autoridad democrática.* »

pouvaient pas comprendre l'importance d'être capable de *monter à cheval en buvant du café*<sup>28</sup>, les habitants de la périphérie ont vu ceci comme une marque de virilité et de direction. Cette image, qui n'est d'aucune façon liée à la tâche de gouverner, a permis de confirmer les liens d'Uribe avec la campagne et de le présenter comme une figure masculine forte.

L'ethos rural promu par Álvaro Uribe s'est par ailleurs inscrit dans le cadre de la rivalité, profondément ancrée en Colombie, entre Bogota, la capitale, et le reste du pays. Ainsi, Uribe s'est constamment présenté comme habitant de la périphérie et comme étranger aux pratiques *raffinées* des gens qui vivent dans la capitale. Il a dénoncé le fait que, dans la capitale, les représentants politiques discutent des questions les plus importantes pour le pays pendant les cocktails ou en buvant du whisky<sup>29</sup>.

Un autre élément important de cette tactique de parler de la périphérie était d'aller dans les territoires dominés par les guérillas. En tant que candidat à la présidence, Uribe a souligné son intention de visiter toutes les régions du pays afin de parler au plus grand nombre possible de Colombiens. Cette action, qui dans d'autres circonstances serait normale, recelait une dimension symbolique profonde. Comme il a été expliqué ci-dessus, la campagne présidentielle de 2002 a commencé avec l'enlèvement de la candidate Ingrid Betancourt par les FARC. À la lumière de cet

---

<sup>28</sup> Beaucoup de Colombiens soulignent les qualifications équestres de l'ancien président. Dans l'imagerie populaire, ce qui démontre ses compétences est sa capacité de boire du café à cheval. En ce qui concerne cette compétence, l'ancien président écrit dans son autobiographie que, un jour qu'il était sur une ferme avec le président vénézuélien à l'occasion d'une visite officielle, il a dû montrer à Hugo Chávez qu'il était capable de le faire.

<sup>29</sup> Les attaques d'Uribe contre « Bogotá » sont si constantes que même une chroniqueuse conservatrice de la capitale, María Isabel Rueda, a écrit un article demandant pourquoi Álvaro Uribe haïssait tellement les gens de la capitale.

événement, il est devenu évident que l'État colombien était incapable de garantir la sécurité des candidats. C'est pourquoi l'idée de visiter toutes les régions du pays semblait trop dangereuse pour la plupart des aspirants à la présidence. C'est dans cet environnement qu'Uribe a décidé de parcourir le pays et de visiter des lieux où la valeur électorale n'est pas importante, mais où la valeur symbolique est considérable – eu égard au contexte de violence et de crise institutionnelle. En ce sens, Uribe apparaissait au public comme un homme courageux qui est allé là où l'État n'était pas capable d'aller.

Álvaro Uribe a continué d'utiliser la périphérie comme un outil rhétorique tout au long de sa présidence. C'est ainsi qu'il a livré tous ses discours de Noël et du Nouvel An dans des lieux très reculés. De territoires avec un accès très limité, où la présence d'institutions étatiques était presque inexistante; ou des lieux où la guérilla, jusqu'à très récemment, contrôlait tous les aspects de la vie sociale. En ce sens, la périphérie est devenue un élément qui, d'une part, liait Uribe au peuple en l'opposant à la classe politique de la capitale. Et qui, d'autre part, a permis de confirmer son efficacité et sa volonté de traiter des questions qui avaient été ignorées par ceux qui étaient auparavant au pouvoir.

*La Colombie est le pays avec le plus de vocation entrepreneuriale du continent. Le travailleur informel a le même esprit entrepreneurial que le propriétaire de l'industrie technologique la plus sophistiquée. (Uribe, Manifiesto democrático)<sup>30</sup>*

Une fois Uribe a été identifié comme un homme de la périphérie, élevé sur les traditions rurales, il a décidé d'intégrer les valeurs entrepreneuriales dans l'ethos qu'il a présenté. Pendant sa campagne présidentielle, Uribe a promu l'idée que la Colombie était un pays d'entrepreneurs. Il a souligné que la solution aux problèmes

<sup>30</sup> « Colombia es el país del continente con mayor vocación empresarial. El informal tiene tanta alma de empresario como el dueño de la más sofisticada industria tecnológica. »



économiques du pays était de créer les conditions pour développer les « gènes » entrepreneuriaux des citoyens colombiens. Cette proposition, qui consolidait l'idée d'après laquelle l'État et ses restrictions économiques limitaient le bien-être de la population, confirmait du même souffle la définition entrepreneuriale de l'État social et de la classe politique comme les antagonistes du peuple – ce qui implique également la reconfiguration de l'image du peuple. Si les problèmes du pays sont liés à la répression de la nature entrepreneuriale du peuple, les membres de ce dernier sont donc naturellement des entrepreneurs.

« *Consejos Comunales* »

*Nous ne sommes pas venus nous plaindre, nous sommes venus travailler pour la Patrie. (Uribe, 7 août 2002)<sup>31</sup>*

Un élément remarquable du gouvernement d'Álvaro Uribe est la façon dont il communiquait avec le public. Dès sa première semaine comme président, Uribe a organisé des rencontres télévisées avec des citoyens dans lesquelles ses conseillers et ses ministres devaient présenter les plans du gouvernement tout en écoutant les questions et les plaintes de l'assistance. Malgré le fait que chacune de ces rencontres a traité de questions différentes et s'est tenue dans différents endroits, elles ont toutes une même structure qui a permis à Uribe de se séparer de la classe politique tout en réaffirmant sa position de représentant du peuple. Par exemple, toutes les réunions étaient marquées par un moment où les bureaucrates locaux et les membres de l'administration uribiste présentaient une synthèse de la situation de la région, ainsi qu'un résumé des politiques que le gouvernement envisageait de mettre en place. À mesure que ce processus de présentation se produisait, Uribe a eu l'habitude d'interrompre les orateurs pour leur demander de reformuler leurs déclarations en des

---

<sup>31</sup> « *No vinimos a quejarnos, vinimos a trabajar por la Patria.* »

termes plus simples, afin qu'il puisse comprendre ce qu'ils disaient.

Ces interruptions ont également eu pour but de critiquer les propositions faites par les ministres et les représentants. De cette façon, Uribe a constamment demandé pourquoi certaines choses n'avaient pas été faites plus rapidement, ou pourquoi tant d'argent avait été consacré à des projets particuliers. Dans de nombreux cas, l'ancien président a humilié les représentants locaux et les a présentés comme des administrateurs incompetents. Dans d'autres cas, il « menaçait » les maires ou les gouverneurs en disant qu'il les rappellerait dans une semaine ou un mois pour s'assurer que tout plan ayant été présenté à la réunion ait été effectivement mis en place par l'administration locale. Ce faisant, Uribe se séparait complètement de l'État et des politiciens. Il était du côté du « peuple », s'assurant que les bureaucrates faisaient leur travail et répondaient aux questions du peuple.

Un autre élément intéressant des interventions d'Uribe au cours de ces réunions est le fait que lorsqu'il voulait soulever des questions particulières, il disait que la demande qu'il présentait lui a été soulevée par quelqu'un d'autre, quelqu'un dans la rue, dans un café, un citoyen ordinaire. De cette façon, il parlait de l'importance de créer des emplois dans une ville donnée, parce qu'il en avait discuté avec une mère très inquiète du fait que son fils se trouvait au chômage. En d'autres occasions, il disait qu'un groupe d'agriculteurs lui avait mentionné l'importance de construire une route pour qu'ils puissent vendre leurs produits et aussi l'importance de construire des écoles pour leurs enfants. Ainsi, Uribe s'est présenté comme le porte-parole du peuple. Il était là pour s'assurer que les politiciens et les techniciens tiennent compte des exigences particulières des Colombiens ordinaires.

Pendant la dernière et la plus longue partie de ces rencontres, Uribe écoutait les

plaintes de l'auditoire. Il demandait aux gens qui prenaient le micro leur nom complet, et s'adressait ensuite à eux par leur prénom. À l'inverse, quand il s'adressait aux bureaucrates et aux représentants, il employait toujours l'interjection la plus formelle en les appelant « *doctor* » (docteur) ou en utilisant seulement leur nom de famille. Là encore, il s'éloignait des politiciens tout en s'approchant du peuple. Enfin, au fur et à mesure que les questions étaient annoncées, Uribe retournait à ses attaques contre les fonctionnaires. Lorsqu'il entendait une plainte, il redirigerait directement la question aux représentants locaux en leur demandant de trouver une solution au problème soulevé.

Un autre élément intéressant des communications uribistes réside dans les constantes références à la grande connaissance géographique de l'ancien président. Un exemple célèbre de ceci a eu lieu lors d'une des premières conférences de presse d'Uribe en tant que président. En parlant d'une question liée à la région amazonienne du sud du pays, ce dernier a commencé à demander aux journalistes présents dans la salle s'ils pouvaient indiquer certains fleuves sur une carte. Ensuite, il fit un exposé complet sur les rivières les plus importantes du sud de la Colombie, ainsi que d'autres éléments spécifiques de cette région.

De même, dans les conseils communautaires, Álvaro Uribe faisait toujours fait des références à la ville dans laquelle le conseil était tenu. Dans ces allusions, il mentionnait des destinations très spécifiques qui n'étaient pas forcément bien connues en dehors du territoire visité. Dans la même veine, il disait des choses telles que souhaiter avoir plus de temps pour visiter une petite plage avec sa famille, ou pour aller pêcher dans une rivière locale. Le fait de connaître ces « secrets » locaux bien gardés lui donnait de la légitimité en tant que membre un peuple et véritable représentant des Colombiens ordinaires.

Un dernier élément est à considérer en ce qui concerne les conseils communautaires. Il s'agit du fait que, dès le début, ces réunions se sont tenues dans des régions éloignées du pays ou dans de petites municipalités. Cette pratique a permis de consolider l'intention d'Uribe de se présenter comme quelqu'un qui parlait de la périphérie, un politicien qui n'avait pas le mépris du gouvernement de Bogota, et qui voulait au contraire aller là où ses politiques étaient bien mises en œuvre. Également, cette pratique a complété son image d'un homme qui n'avait pas peur de la guérilla et qui était disposé à l'affronter directement. Ainsi, Uribe tenait ses réunions télévisées dans des endroits où l'armée n'avait pas été en mesure de garantir la présence de l'État pendant de nombreuses années, ou qui étaient communément connues comme des bastions de la guérilla.

En passant en revue ce qui s'est passé pendant ce premier moment du développement de l'Uribisme, on peut souligner que le succès d'Álvaro Uribe a été grandement déterminé par le fait que, présenté comme dissident du Parti libéral, Uribe a pu se libérer de l'image d'un politicien professionnel. Séparé de la classe politique traditionnelle, il présentait l'ethos d'une victime, une identité que le public pouvait accepter sur la base des événements violents au cours desquels son père a été assassiné. Puis, reconnu en tant que victime, Uribe a reconfiguré cette catégorie. Premièrement, il l'a fait en proposant un cadre chronologique particulier en relation avec le développement du conflit armé, ce qui lui a permis d'étendre la condition de

victime à tous les colombien nés après 1948<sup>32</sup>. Deuxièmement, en déclarant que la moitié des familles du pays étaient victimes du contexte de violence, il a confirmé cette expansion de la catégorie afin qu'elle puisse inclure des citoyens qui n'avaient pas été directement touchés par le conflit armé entre la guérilla, les paramilitaires et l'armée colombienne.

En outre, une fois qu'Uribe a été effectivement reconnu comme victime, il a incorporé d'autres éléments à son ethos. Il s'agissait de caractéristiques qui l'ont aidé à mieux définir les frontières de cette catégorie élargie. L'ex-président s'est consacré à souligner ses valeurs rurales, son appartenance à la périphérie, son courage et son esprit d'entreprise. En favorisant ces éléments, il a établi des liens directs avec divers secteurs de la population, en même temps qu'une séparation claire entre sa figure et le groupe qu'il définissait comme l'antagoniste du peuple.

La décision de relier la notion de *politiquería* au contexte de violence du pays a permis à Álvaro Uribe de présenter clairement la classe politique comme étant responsable de tous les problèmes de la Colombie, ou du moins de la plupart. En ce sens, il a habilement reformulé la manière dont la crise du pays était comprise. Il a soutenu que la guérilla n'était pas l'aspect fondamental de la situation critique, et a identifié, au contraire, l'État et son incapacité de garantir le monopole de la violence à travers la totalité du territoire comme étant la cause principale de la crise. De ce

---

<sup>32</sup> Le 9 avril 1948, le chef politique libéral et candidat à la présidence Jorge Eliécer Gaitán a été tué à Bogota. Cet événement a mené à une période de confrontations violentes entre libéraux et conservateurs. Le conflit a pris fin en 1953, lorsque le général Gustavo Rojas Pinilla a mené un coup d'État pacifique. Álvaro Uribe Vélez est né en 1954 et les FARC, le plus ancien groupe de guérilla du pays, a été fondé en 1964. En ce sens, quand Uribe affirme ne pas avoir vu un seul jour de paix, il suggère que le conflit des dernières décennies du XXe siècle ait été une continuation de celui qui a commencé en 1948. Cette thèse n'est pas exclusive à Uribe, du fait qu'une grande partie des membres fondateurs des FARC étaient des agriculteurs qui ont combattu du côté Libéral pendant le conflit des années 1950.

point de vue, Uribe a présenté le référendum visant à reconfigurer les institutions politiques colombiennes comme étant la solution définitive au conflit colombien. En tant que mécanisme de participation directe, le référendum représentait également le fait que le peuple prendrait le pouvoir politique sans avoir à faire face à la corruption et à l'inefficacité de l'État social et de la classe bureaucratique.

#### 4.3.2 Post-référendum 2003 — campagne de réélection de 2006

En octobre 2003, le référendum promu par Álvaro Uribe n'a pas pu obtenir assez de votes pour être approuvé<sup>33</sup>. Cette situation a obligé Uribe à modifier son projet politique et à accepter le fait que toutes les réformes qu'il voulait mettre en œuvre devaient passer par le Congrès. Autrement dit, il s'est vu forcé de travailler avec la classe politique traditionnelle. Dans ces nouvelles circonstances, la scénographie de ses énoncés et l'ethos qu'il présentait jusque-là ont suivi certains changements par rapport au premier moment de l'Uribisme.

D'abord, conscient du fait qu'un mandat présidentiel ne suffirait pas pour promouvoir tous les changements qu'il souhaitait mettre en œuvre, Álvaro Uribe a renforcé l'élément d'urgence dans les scénographies de ses énoncés. Ce sentiment d'urgence a été particulièrement manifeste dans les déclarations de l'ex-président concernant la stratégie militaire de la *Seguridad democrática* (sécurité démocratique). En dépit des problèmes que cette politique a posés en termes de violations des droits de l'homme, la mise en œuvre de ce plan a généré des victoires militaires fondamentales contre la

---

<sup>33</sup> Il est important de souligner que ce référendum n'a pas été approuvé parce qu'il n'a pas atteint le pourcentage de participation électorale nécessaire pour être considéré valide (25 % de la population votante). Ceux qui ont voté à leur majorité ont approuvé les politiques proposées par Uribe.

guérilla, réussites qui, en raison de leur impact médiatique, ont donné l'impression que le pays était sur la bonne voie. De cette façon, Álvaro Uribe a promu l'idée selon laquelle, sans lui, il était peu probable que cette politique puisse continuer à être appliquée de manière efficace. Puis, faisant valoir le risque de perdre tout ce qui avait été réalisé, Uribe a commencé à se référer à la *sécurité démocratique* comme si celle-ci manifestait la volonté du peuple; comme si cette politique devait être au-dessus de la division qui existait dans le pays et devait être poursuivie à tout prix.

Par ailleurs, en parlant directement des conséquences que la politique militaire a eu sur l'image d'Álvaro Uribe, il faut souligner que, comme le documentaire *Apuntando al Corazón* (Claudia Gordillo, Bruno Federico, 2013) le propose, la stratégie militaire d'Uribe a eu un caractère propagandiste très important. Dans cette perspective, un des aspects déterminants de cette stratégie, celui de militariser les routes du pays et en particulier celles qui reliaient les centres urbains aux destinations touristiques, a donné au public l'idée que sous la direction d'Uribe l'armée avait récupéré le territoire national du contrôle de la guérilla. Ce plan, qui pourrait sembler hors de propos en ce qui concerne l'objectif général de vaincre la guérilla, a donné aux Colombiens le sentiment que la guerre était en train d'être gagnée.

L'impact de cette stratégie militaire a été si profond qu'après sa mise en place de nombreux citoyens répétaient que, grâce à Uribe, les Colombiens pouvaient maintenant voyager dans le pays et profiter de leurs maisons d'été. Une affirmation qui au-delà de son absurdité — compte tenu des niveaux de pauvreté du pays, très peu de citoyens ont vraiment les moyens de voyager ou de posséder une maison d'été — représentait bien à elle seule l'idée répandue selon laquelle les choses s'amélioreraient, selon laquelle la crise avait été résolue.

Dans le cadre de la défaite du référendum de 2003 et poussé par l'urgence d'approuver l'amendement constitutionnelle qui permettrait sa réélection, Álvaro Uribe a également proposé une certaine reconfiguration de son ethos. Suivant l'idée que le succès militaire a apporté le développement économique et la stabilité politique, Álvaro Uribe, dans son identité publique, s'est forgé une image de soldat, et cela malgré le fait qu'il n'ait jamais été membre de l'armée. Dans ses énoncés, l'ancien président parlait de la façon dont il se réveillait très tôt, comme tous les soldats, et restait éveillé jusqu'à très tard dans la nuit pour s'assurer que tous les Colombiens soient en sécurité. De même, la guerre et le bien-être des soldats sont devenus la base de toutes les politiques qu'il a proposées. Ainsi, les réformes économiques et sociales promues par Uribe étaient encadrées par la logique de mise en œuvre de tous les changements nécessaires garantissant que l'État colombien dispose des ressources pour payer les salaires des soldats.

Par ailleurs, la *Seguridad democrática* a également conduit à une reconfiguration des frontières du peuple. Dans le but d'impliquer davantage les civils dans le conflit armé, Uribe a promu l'idée selon laquelle tous les citoyens étaient des soldats dans la guerre contre le terrorisme. Il a incité les gens à devenir des informateurs. De même, il a présenté les soldats comme les défenseurs légitimes du peuple. Ainsi, l'identité du peuple légitime changeait : il incorporait dès lors la notion de membre du peuple à l'image de celle d'un soldat de plus dans la guerre contre le terrorisme.

*Soldats et policiers de la patrie, depuis le Choco, je vous encourage à aller de l'avant pour une Colombie sans terrorisme, pour une Colombie sans guérillas, pour une Colombie sans paramilitaires, pour une Colombie sans des drogues illicites et sans trafic de drogue, pour une Colombie sans corruption, pour une Colombie qui*



*revendique les pauvres.* (Uribe, 24 décembre 2005).<sup>34</sup>

### *Nouveaux ennemis*

Limité par l'impossibilité de réformer l'État par référendum, Uribe fut contraint de reconsidérer sa relation avec les membres du Congrès et les partis traditionnels. Les sénateurs et les représentants ne pouvaient plus être conçus en tant qu'antagonistes, car leur approbation devenait fondamentale pour passer les projets du gouvernement. Ce faisant, les attaques de l'ancien président se sont concentrées sur le pouvoir judiciaire et sur le dogmatisme de la gauche colombienne. En ce sens, l'image de l'antagoniste a subi un changement. Même si l'ennemi du peuple continuait d'être la classe politique traditionnelle et l'État social, son image est devenue celle du pouvoir judiciaire, particulièrement la Cour constitutionnelle. Une question sur laquelle l'ancien président a particulièrement critiqué celle-ci a été la légalisation de la dose minimale de drogue. Selon Uribe, ce dossier a montré que les tribunaux travaillaient contre les intérêts du peuple.<sup>35</sup> Álvaro Uribe a interprété cette décision de la Cour comme une contradiction permettant aux trafiquants de drogue de fonctionner librement et de financer le terrorisme:

*Le dialogue avec mes compatriotes indique que la non-sanction de la dose personnelle de substances hallucinogènes aide à provoquer la consommation. Encore pire : elle promeut la criminalité à partir de la faveur du trafic. Quelle douleur que de voir des mineurs, qui ne peuvent pas être condamnés pénalement, ad. portas du crime pour avoir été incités à la distribution et la consommation de la dose*

---

<sup>34</sup> « *Soldados y policías de la Patria, desde este Chocó, adelante por una Colombia sin terrorismo, por una Colombia sin guerrillas, por una Colombia sin paramilitares, por una Colombia sin drogas ilícitas y sin narcotráfico, por una Colombia sin corrupción, por una Colombia que reivindique a los pobres.* »

<sup>35</sup> Sentencia No. C-221/94 Corte Constitucional de Colombia <http://www.corteconstitucional.gov.co/RELATORIA/1994/C-221-94.htm>

*personnelle de drogues illicites. (Uribe, 20 juillet 2006).<sup>36</sup>*

Dans son objectif de valider la possibilité de se faire réélire, Uribe a aussi accusé la Cour constitutionnelle d'interférer avec la volonté du peuple. Selon lui, ce sont les électeurs qui devaient décider s'ils voulaient ou non que le président continue au pouvoir. En ce sens, il a tenté d'inciter la cour à approuver sa réélection, en même temps qu'il a renforcé l'image des juges en tant qu'antagonistes du peuple.

*La réélection n'est pas une prérogative de l'élu, mais un droit du peuple. (Uribe, 20 juillet 2006).<sup>37</sup>*

En outre, confronté à l'impossibilité d'attaquer directement la classe politique traditionnelle, Uribe a mis en place une nouvelle stratégie par laquelle il pouvait la critiquer indirectement. Dans ses interventions annuelles lors de l'inauguration des sessions du Congrès, il invitait des citoyens « ordinaires » à s'exprimer. Dans ces déclarations, les orateurs invités se concentraient sur la façon dont, pendant de nombreuses années, leurs problèmes avaient été ignorés par les politiciens au pouvoir; en ajoutant combien, sous l'administration d'Uribe, leurs revendications avaient été entendues. Uribe a aussi invité d'anciens membres de la guérilla à participer à ces cérémonies et à décrire comment les choses étaient devenues très difficiles pour leurs groupes armés depuis qu'il était arrivé au pouvoir.

En dépit de ses tentatives pour modérer ses attaques contre la classe politique et de ses efforts pour s'assurer que toute critique était effectuée de manière indirecte,

---

<sup>36</sup> « *El diálogo con los compatriotas indica que la no sanción de la dosis personal de sustancias alucinógenas ayuda a provocar el consumo. Mucho más grave: fomenta la criminalidad a partir del auspicio del tráfico. Qué doloroso es ver niños menores de 18 años, penalmente inimputables, en las puertas del crimen por haber sido inducidos a la distribución y consumo de la dosis personal de drogas ilícitas.* »

<sup>37</sup> « *La reelección no es una prerrogativa del elegido sino un derecho del pueblo.* »

l'attitude d'Álvaro Uribe envers les bureaucrates locaux pendant les conseils communautaires n'a pas changé. Il a continué à gronder publiquement les fonctionnaires et à les présenter comme des administrateurs incompetents. De même, il a continué à mener les différentes pratiques discursives qui, dans ces réunions, lui avaient permis de s'ériger en membre du peuple, des pratiques telles que demander aux bureaucrates de répéter leurs explications en termes plus clairs, ou parler d'éléments locaux très spécifiques à la région qu'il visitait.

#### 4.3.3 Réélection du 2006 — victoires militaires du 2008

*Il y a quatre ans nous avons proposé un concept de sécurité : la sécurité démocratique. C'était un énoncé pour expliquer la sécurité en tant que valeur démocratique. C'était un but pour différencier nos idées des doctrines qui dans le continent ont fait taire la critique, ont éliminé le dissentiment, qui ont violé les libertés. Il nous manque encore de la sécurité, mais les avancements et la nature de sa pratique confirment son identité démocratique.*(Uribe, 7 août 2006) <sup>38</sup>

Le 28 mai 2006, Álvaro Uribe Vélez est devenu président de la Colombie pour un deuxième mandat consécutif avec une victoire électorale écrasante.<sup>39</sup> Cette réussite a été accompagnée par la consolidation d'une grande coalition « uribiste » au Congrès, un groupe politique qui a remporté la majorité des sièges tant au Sénat qu'à la Chambre des représentants. Dans ces circonstances, Álvaro Uribe se trouvait dans une position où il pouvait gouverner et promouvoir des politiques sans presque

<sup>38</sup> « Hace cuatro años propusimos un concepto de seguridad: la seguridad democrática. Era un enunciado para explicar la seguridad como valor democrático. Era un propósito para diferenciar nuestra idea de doctrinas que en el continente acallaron la crítica, eliminaron el disenso, conculcaron las libertades. Todavía nos falta seguridad, pero el avance y la naturaleza de su práctica confirman su identidad democrática.»

<sup>39</sup> Álvaro Uribe a remporté l'élection sur la première étape avec 62 pour cent des voix. Son rival le plus proche, Carlos Gaviria, du parti de gauche Polo Democrático Alternativo, a obtenu 22 pour cent des voix. En outre, Uribe a gagné dans 30 des 32 départements qui forment l'État colombien.

aucune limitation. Seuls le pouvoir judiciaire et la Constitution ont limité les intentions politiques de l'ex-président.

En relation avec l'ethos promu pendant ses premières années au pouvoir et les scénographies dans lesquelles ces images ont été encadrées, ce troisième moment a été marqué par l'intensification de l'opposition entre l'administration d'Uribe et les tribunaux. Cette intensification a été en partie liée au fait que la Cour suprême a commencé à enquêter, et dans certains cas à condamner, plusieurs membres du Congrès qui appartenaient à la coalition d'Uribe, en raison de leurs liens avec les groupes paramilitaires d'extrême droite. En outre, pendant ces années, la congressiste Yidis Medina a déclaré avoir reçu une série de bénéfices des membres du cabinet présidentiel, en échange de son vote en faveur de la réforme constitutionnelle qui a permis la réélection d'Álvaro Uribe en 2006. Cette allégation a conduit le président à dénoncer l'existence d'une campagne politique contre lui, qui à son avis provenait directement des hauts rangs du pouvoir judiciaire. Dans cette logique, les énoncés de l'ancien président, dans ce troisième moment, ont associé le risque présidentiel encouru au différend d'Uribe avec le pouvoir judiciaire. Les juges étaient encore une fois présentés comme la manifestation de l'éthique bureaucratique intrinsèquement corrompue et inefficace. Dans ses propos, Uribe ne cessait de parler de l'importance de mener une réforme du pouvoir judiciaire. D'après lui, le système judiciaire colombien s'est caractérisé par son impunité par rapport aux criminels et par des juges prenant des décisions en fonction de leurs inclinations politiques et intérêts personnels. En outre, Uribe ne cessait de parler de l'importance de l'augmentation des peines pour les trafiquants de drogue, sous prétexte que les juges étaient trop flexibles en fonction du type de crime.

La confrontation entre Álvaro Uribe et les institutions du système judiciaire a aussi

conduit à la mise en œuvre de deux nouvelles stratégies de communication de la part du président. Premièrement, celui-ci a ouvertement accusé les juges de la Cour suprême d'avoir des liens avec différentes organisations illégales. Des accusations qui, dans des cas très particuliers, avaient un élément de vérité, mais qu'Uribe présentait comme s'appliquant à tous les membres de cette cour et au système judiciaire en général. Deuxièmement, Uribe s'est présenté lui-même, ainsi que les membres de son gouvernement, comme des victimes de persécution politique.

Il faut savoir que, en raison de leur position de pouvoir, le président colombien, les hauts membres de son gouvernement, les membres du Congrès et d'autres représentants publics doivent être jugés uniquement par la Cour suprême. Par conséquent, ces politiciens n'ont pas la possibilité de contester une décision devant un tribunal supérieur. Sur la base de cette situation, Álvaro Uribe a soutenu que lui et ses partisans n'avaient pas les garanties d'un procès équitable et, à cause de cela, qu'ils étaient persécutés politiquement par les juges. Cette théorie a permis à Uribe de rendre encore plus pertinente son image de victime de l'État. L'ancien président a profité d'un contexte dans lequel ses camarades partisans étaient condamnés par la Cour suprême pour consolider son ethos de victime et confirmer sa séparation des institutions traditionnelles de l'État.

Par ailleurs, depuis sa réélection, le président Uribe s'est vu contraint de répondre à la constante pression des différentes nations et organisations internationales qui lui ont demandé d'accepter un accord humanitaire avec la guérilla. Cette demande représentait un problème fondamental dans le discours d'Álvaro Uribe, car elle rendait possible de concevoir que les membres de la guérilla étaient plus que de « simples » terroristes. Plus encore, l'échange donnait aux soldats la position de combattants capturés et non pas celle de citoyens enlevés. En accordant ainsi une

certaine équivalence aux membres de la guérilla et aux soldats, cette approche allait à l'encontre de l'interprétation faite par Uribe du conflit. Elle niait l'argument uribiste qui définissait le conflit comme lutte contre une organisation terroriste. Ainsi, l'ex-président a fait preuve de beaucoup de prudence lorsqu'il a abordé cette question. Il n'a jamais pleinement accepté les échanges qu'il a eus avec les FARC et il a renforcé l'idée selon laquelle cette situation ne signifiait pas que l'armée cesserait d'essayer de libérer tous les civils et les soldats capturés par la guérilla.

*20. Le gouvernement persiste à chercher un accord humanitaire, à cette occasion, en acceptant la proposition des trois pays européens et nos soldats et policiers persistent à faire pression militaire et « policière » (sic) sur la libération de nos enlevés. Là où on a des indices de la présence de ravisseurs qui maltraitent nos compatriotes enlevés, là la (force publique) arrive. (Uribe, 31 décembre 2005) <sup>40</sup>*

De surcroît, les demandes pour un processus d'échange humanitaire avec les FARC ont continué. Ces demandes, qui venaient surtout des familles des soldats et des civils capturés par la guérilla, sont devenues plus fortes après que deux tentatives de sauvetage lancées par Uribe ayant abouti à la mort de onze délégués régionaux et de l'ancien gouverneur d'Antioquia<sup>41</sup>. Nicolas Sarkozy a aussi fait pression sur le gouvernement d'Uribe afin qu'il arrive à un accord avec la guérilla, faisant valoir la peur que de nouvelles tentatives de sauvetage mènent à la mort d'Ingrid Betancourt. Dans ces conditions, Uribe a accepté de discuter la possibilité d'un échange avec les

---

<sup>40</sup> « *El Gobierno persiste en buscar el acuerdo humanitario, en esta ocasión, aceptando la propuesta de los tres países europeos y nuestros soldados y policías persisten con presionar militar y policíamente la liberación de nuestros secuestrados. Donde que tenemos indicios de la presencia de secuestradores que maltratan a nuestros compatriotas secuestrados, allí llega la Fuerza Pública...* »

<sup>41</sup> Gilberto Echeverri Mejía, ancien gouverneur d'Antioquia, a été kidnappé par les FARC le 21 avril 2002. Le 5 mai 2003, Uribe a lancé une opération de sauvetage qui a échoué et où Gilberto Echeverri, Guillermo Gaviria et huit soldats capturés ont été tués. Le 11 avril 2002, 12 membres de l'assemblée départementale de Valle del Cauca ont été enlevés à Cali. Le 28 juin 2007, 11 des 12 kidnappés ont été tués après une confrontation entre l'armée et la guérilla, dans un lieu très proche de l'endroit où les représentants étaient détenus.

FARC. Au début du processus, Hugo Chávez, alors président du Venezuela, a joué le rôle d'intermédiaire entre les deux parties. Uribe n'a jamais vraiment été convaincu de la participation de Chávez au processus et, pour cette raison, quelques mois après que le président vénézuélien ait été présenté comme intermédiaire dans les négociations, le président colombien a déclaré que Chávez aidait la guérilla et qu'il protégeait les chefs des FARC contre les attaques de l'armée colombienne.

*Nous n'admettons pas que l'on abuse de notre tragédie pour venir incorporer la Colombie dans un projet expansionniste qui petit à petit nient les libertés qu'avec beaucoup de difficulté ce continent a réussi à conquérir. ( Uribe, 27 novembre 2007)*

<sup>42</sup>

Les accusations d'Uribe ont porté des attaques des deux côtés et, surtout, elles ont donné à Álvaro Uribe un nouvel ennemi contre lequel il pourrait continuer à articuler un peuple et à promouvoir son récit. Le risque du socialisme vénézuélien est devenu l'excuse qui justifiait le projet politique d'Uribe et qui exemplifiait les dangers de l'État social et de ses restrictions sur la propriété privée. De même, cette confrontation avec Chávez a permis à Uribe de se présenter comme un homme fort et courageux qui n'avait pas peur des menaces internationales et des dirigeants étrangers<sup>43</sup>.

Également, au fur et à mesure que les risques du socialisme international vénézuélien et équatorien s'accroissaient, Uribe a établi des alliances internationales qui manifestaient son rejet radical de ce projet politique. En ce sens, il a renforcé les liens

<sup>42</sup> « No admitimos que se abuse de nuestra tragedia para venir a incorporar a Colombia a un proyecto expansionista que poco a poco va negando las libertades que con tanta dificultad este continente ha logrado conquistar.»

<sup>43</sup> Même s'il n'existe aucune preuve de cet événement, Álvaro Uribe affirme qu'au cours du sommet du Groupe de Rio, le 22 février 2010, lors d'une confrontation avec le président vénézuélien, il aurait dit à Hugo Chávez « Soyez un homme » (sea varón) et l'aurait exhorté à lui dire les choses directement et non pas par l'intermédiaire des médias.

du pays avec les États-Unis, en même temps qu'il a projeté une image d'amitié entre lui et le président américain George W. Bush. En 2005, Álvaro Uribe a été invité à visiter le président Bush à son ranch à Crawford, au Texas. En raison du très petit nombre de chefs d'État qui avaient visité ce lieu (11), Uribe a présenté cette invitation comme une manifestation claire de la proximité qui existait entre les deux présidents.

Tout en réaffirmant l'image d'un homme courageux qui a défendu le pays d'une « menace » étrangère, l'ethos présenté par l'ancien président n'a pas beaucoup changé pendant ce troisième moment. Le public avait déjà une conception claire de qui était Uribe et, en ce sens, l'ancien président s'est surtout concentré sur le renforcement de cette image. Un élément qui a gagné un peu plus de place dans la composition de son image est celui de l'administrateur efficace qui connaît bien tous les détails concernant le fonctionnement du pays. Après quelques années au pouvoir, et béni par des conditions économiques favorables, Álvaro Uribe avait des preuves factuelles du succès de ses politiques. Ainsi, il a commencé à compléter ses énoncés par des informations statistiques sur les conséquences de ses politiques. Il a essayé de maintenir le soutien public dont il jouissait en énumérant combien d'emplois avaient été créés, combien d'argent avait été investi dans le pays par des entreprises étrangères et, plus important encore, combien les attaques de la guérilla avaient diminué tout au long de son gouvernement.

#### 4.3.4 2008-2010, *l'Operación Jaque* et l'État d'opinion

Le soutien populaire d'Álvaro Uribe a atteint son point culminant en 2008. Au cours de cette année, le gouvernement d'Uribe a obtenu de multiples victoires militaires qui ont moussé son image. Parmi ces victoires, le succès de *l'Opération Jaque* a apporté



à Uribe le soutien de certaines personnes qui étaient dans l'opposition. En profitant de cette situation, l'ancien président a introduit indirectement la possibilité de se présenter pour un troisième mandat. Il n'a jamais dit qu'il voulait le faire, mais il a exprimé que si les gens voulaient qu'il gouverne pour une autre période, il obéirait à la volonté du peuple et la respecterait. En ce sens, ce dernier moment a été aussi marqué par l'intention d'Uribe de rester au pouvoir. Comme auparavant, cette intention était exprimée par l'idée que la Colombie avait accompli beaucoup de choses sous sa direction et qu'un changement de gouvernement pourrait mettre fin à toutes ces réalisations. En conséquence, les scénographies des énoncés d'Uribe, au cours de cette dernière étape, ont maintenu la chronologie qui suggérant que le pays allait mieux qu'avant, mais encore loin de surmonter la totalité de la crise institutionnelle.

Conscient du scandale de corruption qui entourait l'approbation de la première réélection d'Álvaro Uribe au Congrès, un groupe de partisans uribistes a promu l'idée de tenir un référendum afin que les citoyens décident directement s'ils étaient ou non d'accord avec une deuxième réélection du président. Pour que le référendum puisse avoir lieu, la Cour constitutionnelle devait l'approuver. Cela signifie que la Cour devait examiner si le changement proposé affectait ou non la nature fondamentale de la Constitution, en l'occurrence la nature de l'équilibre des pouvoirs. La première réélection avait posé quelques problèmes en ce qui concerne l'indépendance du pouvoir judiciaire par rapport à l'exécutif. Pour cette raison, il semblait très peu probable que le tribunal approuve la possibilité d'une nouvelle réélection. Compte tenu de cette situation, les déclarations d'Uribe au cours de cette période ont renforcé les attaques contre la Cour constitutionnelle et le système judiciaire. Dans ses déclarations, l'ex-président accusait les membres de la Cour d'aller à l'encontre de la volonté du peuple.

*Pourquoi mon intérêt dans l'opinion publique? Car, enfin, dans cet État où l'étage supérieur de l'État de droit qu'est l'État de l'opinion existe, le seul durable est celui qui a la conscience de la réception et le cœur de la citoyenneté. (Uribe, 28 mai 2009)*<sup>44</sup>

Un élément intéressant de la confrontation d'Uribe avec la Cour constitutionnelle au cours de ce quatrième moment est le fait qu'elle s'est manifestée par le concept de l'État d'opinion.

*La Colombie bénéficie d'un État d'opinion qui est la phase supérieure et caractéristique par excellence de l'État de droit. L'État d'opinion est le résultat du processus historique de cession de droits de l'autocratie du peuple (...) Sans État d'opinion, les vertus démocratiques qui reposent dans l'indépendance des branches du pouvoir et dans l'existence des organismes de contrôle s'effacent (...) L'État d'opinion n'est pas la démocratie plébiscitaire, mais l'équilibre entre la participation et la représentation; ce n'est pas de la manipulation, mais du courage pour s'orienter à propos de sujets controversés. (Uribe, 20 juillet 2009).*<sup>45</sup>

La déclaration ci-dessus doit être observée à travers la chronologie proposée dans les scénographies uribistes. D'un côté, Uribe affirme que la Colombie a atteint un niveau de stabilité démocratique qui n'existait pas auparavant et que, pour cette raison, la volonté du peuple devrait être prise en considération au-dessus du rôle de toute institution particulière. Mais, d'un autre côté, en niant l'État d'opinion, le risque encouru était que le pays perde tout ce qu'il avait réalisé au cours des huit années précédentes. En ce sens, la forme actuelle de l'État est présentée comme une forme de limitation de la volonté du peuple et qui, à bien des égards, va à l'encontre du bien-

<sup>44</sup> «¿Por qué mi interés por la opinión pública? Porque finalmente en este Estado donde se vive esa etapa superior del Estado de Derecho que es el Estado de opinión, lo único sostenible es aquello que tiene recibo en la conciencia y en el corazón de la ciudadanía.»

<sup>45</sup> « Colombia goza de un Estado de opinión que es la fase superior y característica por excelencia del Estado de Derecho. El Estado de opinión es el resultado del proceso histórico de cesión de derechos de la autocracia del pueblo (...) Sin Estado de opinión se desdibujan las virtudes democráticas que reposan en la independencia de las ramas del poder y en la existencia de organismos de control (...) El Estado de opinión no es la democracia plebiscitaria pero sí es equilibrio entre participación y la representación; no es manipulación pero sí es coraje para orientar sobre temas de gran controversia. »

être des citoyens.

*Nous croyons qu'un État d'opinion où ne prévaut pas le caprice de la règle, mais l'État de droit, est au-delà de l'interprétation des juges; ce qui est supérieurement important est l'opinion publique. (Uribe. 23 février 2010) <sup>46</sup>*

Par ailleurs, cette dernière période, comme les précédentes, a été marquée par les relations très tendues entre la Colombie et ses voisins. Le 1er mars 2008, l'armée de l'air colombienne a bombardé un camp de guérilla à Sucumbios, en Équateur. Cette offensive, durant laquelle un membre du commandement central des FARC a été tué, a mené à une crise diplomatique, car l'Équateur n'avait pas autorisé l'incursion des troupes colombiennes sur son territoire national. Considérant que son pays avait été attaqué, Rafael Correa a annulé toutes les communications avec la Colombie et a déclaré que toute autre incursion sur le territoire équatorien par l'armée colombienne serait considérée comme un acte de guerre. Hugo Chávez a également profité de cette situation et a annoncé qu'il mobiliserait aussi des troupes à la frontière colombienne afin d'être préparé au cas où l'armée colombienne ou toute autre armée « impérialiste » tenterait illégalement d'entrer au Venezuela.

Les réponses de l'Équateur et du Venezuela ont été présentées par Álvaro Uribe comme de preuves claires de la menace socialiste. De plus, la réaction de ces pays, selon Uribe, montrait que ces gouvernements appuyaient efficacement la guérilla en permettant à ces groupes de se cacher sur leur territoire. Ces menaces internationales ont également été utilisées comme argument pour soutenir une nouvelle réélection, avec l'idée du risque qu'une invasion vénézuélienne devienne possible si Uribe n'était plus au pouvoir.

---

<sup>46</sup> « *Nosotros creemos que un Estado de opinión, donde no prevalece el capricho del gobernante, sino el imperio de la ley, y más allá que dé la misma interpretación que los jueces, lo superiormente importante es la opinión pública.* »

Davantage que dans d'autres périodes de la présidence d'Uribe, ce quatrième moment a été marqué par les accusations de violations des droits de l'homme par la part des Forcées Armées colombiennes et de membres du haut gouvernement uribiste. Initialement, l'ancien président avait répondu à ces accusations en justifiant les actions des soldats. Interrogé sur les premiers cas de *faux positifs*, Uribe a répondu : « ces jeunes n'étaient pas en train de cueillir du café ». (Uribe, 6 octobre 2008).<sup>47</sup>

Ensuite, il a utilisé ces mêmes circonstances pour remettre en question la légitimité de la Cour suprême, dans l'objectif de défendre sa stratégie militaire, ainsi que le nom de l'armée colombienne. De cette façon, Uribe a abordé l'assassinat de civils par l'armée en disant que ces cas représentaient des événements isolés et qu'il ne s'agissait d'aucune façon de pratiques répandues dans les forces armées. À la suite de cette idée, Uribe a affirmé que ces accusations étaient une tentative d'endommager l'image et les noms des héros qui avaient ramené la stabilité dans le pays et qui avaient risqué leur vie pour vaincre le terrorisme.

*La Nation, maltraitée pendant des décennies par les guérilleros et les paramilitaires, a besoin d'appui à ses policiers et soldats. En leur honneur et bon nom on rejette et punit l'action délictueuse de tous ses membres, et au nom de leur force et confiance on demande l'attitude décidée du Président, des ministres et des commandants, pour dénoncer les fausses accusations avec lesquelles quelques personnes « jouent » à l'échec de la sécurité. (Uribe, 20 juillet 2009).<sup>48</sup>*

---

<sup>47</sup> « esos jóvenes no propiamente estaban recogiendo café ».

<sup>48</sup> « La Nación, maltratada durante décadas por guerrilleros y paramilitares, necesita el apoyo a sus policías y soldados, en cuya honra y buen nombre se rechaza y penaliza la acción delictuosa de cualquiera de sus integrantes y por cuya solidez y confianza se demanda la actitud firme del Presidente, los ministros y comandantes para denunciar las falsas acusaciones con las cuales algunos juegan al fracaso de la seguridad. »

#### 4.3.5 Évaluation finale de la scénographie uribiste

Après avoir évalué les énoncés produits par Álvaro Uribe pendant plus de huit ans au pouvoir, à travers quatre moments différents, on peut affirmer qu'il y a une régularité et une cohérence évidente dans l'ethos que ce dernier a présenté au public, et dans les scénographies au sein desquelles sa position de sujet a été encadrée. Comme on l'a dit, cette cohérence s'est manifestée par rapport à deux points : l'équivalence entre Uribe et le peuple; et la définition de l'État social comme antagoniste de ce peuple.

En ce sens, l'ethos discursif construit par Álvaro Uribe, en tant que signifiant vide, a réussi à identifier les lieux communs auxquels le public était le plus souvent lié et à incorporer ceux-ci à l'image présentée. Également, en tant que voix représentative du peuple, Uribe « a imposé » des éléments identitaires à ce groupe. Éléments qui, à la lumière du récit qu'il proposait, ont validé son diagnostic de la crise. Aussi, la consolidation de l'image proposée par le président a renforcé l'idée selon laquelle la classe politique traditionnelle était l'ennemie du peuple. En raison de cette logique d'opposition, le choix des caractéristiques assignées à la figure d'Uribe a aidé à ce que ce dernier se sépare de l'image préconçue du politicien professionnel. Le fait de souligner le caractère rural d'Uribe a contribué à établir son image, en même temps qu'il soutenait que l'antagoniste du peuple ne partageait pas les valeurs « inhérentes » à la vie rurale.

Par ailleurs, il est évident que les éléments chronologiques et topographiques des scénographies construites par Álvaro Uribe dans ses énoncés ont été mis en place pour confirmer les éléments fondamentaux de l'ethos promu par l'ancien président et, de cette façon, valider sa position en tant que membre et représentant du peuple. En ce sens, présenter la crise dans une perspective de longue durée a permis à Uribe de

consolider son idée voulant que la majorité des Colombiens soient des victimes, tout comme lui. Puis, la chronologie positive dans laquelle ses messages ont été insérés a contribué à consolider l'idée selon laquelle, contrairement à ce que la classe politique traditionnelle avait fait, Uribe avait vraiment décidé d'aborder les questions qui touchaient le peuple. Dans un sens analogue, les dispositions topographiques établies dans les énoncés d'Álvaro Uribe ont validé le récit uribiste et ont mis l'accent sur la dichotomie entre les centres politiques traditionnels et la périphérie.

Les pratiques discursives de l'ancien président ont conduit à la constitution d'un peuple. L'analyse de ces déclarations révèle comment, au-delà des sujets abordés, les communications d'Álvaro Uribe ont validé le récit général proposé par l'ancien président, en même temps qu'elles ont confirmé la position d'Uribe en tant que membre et représentant du peuple. En ce sens, on peut revenir à l'idée selon laquelle le peuple, dans cette situation, était articulé autour de la figure d'Uribe. L'ethos proposé par l'ancien président a établi les limites de la chaîne d'équivalence et, ce faisant, il est devenu l'élément articulateur des diverses demandes non satisfaites qui existaient dans la société colombienne.



## CONCLUSIONS

Le phénomène de l'Uribisme a marqué une rupture profonde dans l'histoire politique de la Colombie. Il a renversé l'élite dirigeante et a forcé une recomposition des alliances et de la structure politique du pays. En ce sens, la définition de ce phénomène est cruciale pour la compréhension du contexte politique colombien. Une réalité compliquée dans laquelle la stabilité apportée par le processus de paix avec les FARC risque d'être abandonnée étant donné que ce traité a été rejeté par un pourcentage important des citoyens et par différentes forces politiques.

Face à la difficulté et l'urgence de bien comprendre ce phénomène, l'étude de l'impact politique d'Álvaro Uribe dans une perspective populiste, à partir de la théorie d'Ernesto Laclau, permet de surmonter les limites de la vision démocratique libérale. Des limites qui, comme l'a montré le référendum du 2 octobre 2016, n'ont pas permis à d'autres formations politiques de contester véritablement le récit hégémonique imposé par l'ancien président.

Dans cette perspective, on peut constater que l'Uribisme a été beaucoup plus complexe qu'un cas de manipulation d'électeurs ou encore une « erreur historique ». Au contraire, la montée d'Álvaro Uribe a répondu à une crise du système politique existant. En d'autres termes, une transformation si profonde du système politique n'a été possible qu'en raison de l'incapacité des institutions politiques existantes à répondre correctement aux besoins de la population. De cette façon, comme ce texte l'a montré à travers l'analyse des pratiques discursives performées par Álvaro Uribe, l'ascension de l'ex-président au pouvoir et l'explication de son haut soutien populaire reposent spécifiquement sur la faiblesse des institutions politiques et sociales



existantes. Autrement dit, Uribe a habilement articulé les griefs de la population aux valeurs et préjugés existants et, ce faisant, il a formé une communauté discursive, un peuple.

Il faut souligner que la tendance à définir l'Uribisme comme un cas de manipulation rhétorique a absolument limité la possibilité de bien identifier les éléments ayant produit et déterminé le développement de ce phénomène. En déclarant que la popularité d'Álvaro Uribe était fondée principalement sur sa capacité à manipuler le public, les analyses ayant privilégié cette approche ont supposé que les circonstances qui ont conduit à cette situation étaient extérieures au système politique colombien. Elles ont nié le fait que le discours d'Uribe était enraciné dans des valeurs et des préjugés partagés par un nombre important de citoyens. Enfin, elles n'ont pas considéré que le succès du récit de l'ancien président était en partie attribuable à la crise institutionnelle du pays et à l'incapacité de l'État à répondre adéquatement aux demandes de la population.

L'étude des pratiques discursives d'Álvaro Uribe dans une perspective populiste, comme le propose ce texte, révèle tout d'abord que le récit uribiste a été construit à partir des interprétations existantes concernant les causes de la crise institutionnelle colombienne de la fin du XXe siècle. Plus précisément, l'ex-président a articulé les allégations d'inefficacité de l'État social institué par la Constitution de 1991, à l'idée selon laquelle les représentants politiques du pays avaient été trop naïfs pour négocier avec une guérilla vue, par plusieurs, exclusivement comme une organisation terroriste.

Même si la Constitution colombienne de 1991 est largement considérée comme un document progressiste, des auteurs tels que Luis Javier Orjuela (2005) ont souligné

qu'il est basé sur une contradiction générale. En tant que conséquence des traités de paix signés entre l'État colombien et les groupes guérilleros du M-19 (Movimiento 19 de abril) et de l'EPL (Ejército popular de liberación), la Constitution de 1991 a été élaborée dans le but de garantir des droits politiques et sociaux aux secteurs de la population colombienne qui avaient été historiquement ignorés par les pouvoirs politiques. Ce cadre politique impliquait la construction d'un État plus grand qui puisse effectivement fournir de multiples services sociaux à la totalité de la population. Mais, en tant que signataire du Consensus de Washington, la Colombie a été forcée d'incorporer, dans la Constitution, quelques politiques fiscales qui cherchaient, précisément, à réduire la taille de l'État. Pour mettre cette contradiction essentielle en des termes plus clairs, on peut souligner que, d'une part, la Constitution contraignait les gouvernements à consacrer un pourcentage déterminé du PIB aux soins de santé et à l'éducation, alors qu'elle les obligeait également, d'autre part, à diminuer leurs dépenses afin de réduire le déficit et contrôler l'inflation. À partir de là, l'affirmation selon laquelle l'État social créé en 1991 était inefficace est devenue courante chez de nombreux économistes. Les analystes ont soutenu que le pays était incapable de satisfaire les exigences imposées par le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale, en raison de la dépense publique qu'il était forcé d'encourir. Dans une perspective analogue, comme le souligne Orjuela, l'argument des déficiences de l'État social en ce qui concerne l'administration des ressources publiques a été constamment affirmé lors du processus de privatisation des entreprises de l'État, proposé par le Consensus de Washington en tant que façon de payer les dettes et réduire le déficit public. Ainsi, il était évident que les attaques contre l'État, sur lesquelles Uribe a construit son récit et son ethos, étaient déjà dominantes dans l'espace politique colombien quand il est arrivé au pouvoir.

Également, le soutien accordé à une solution militaire au conflit interne du pays était

d'ores et déjà populaire, et non pas seulement défendu par Álvaro Uribe. Comme il a été mentionné dans les chapitres précédents, lors des élections présidentielles de 2002, des candidats tels que l'ancien général Harold Bedoya ont fondé leur projet politique sur l'idée de la lutte contre la guérilla. Dans le cas particulier de Bedoya, celui-ci affirmait avoir, plus que quiconque, les connaissances et l'expérience militaires nécessaires pour vaincre effectivement les FARC. Aussi, comme Fabio López de la Roche (2014) le décrit, les médias colombiens, en grande majorité privés, ont privilégié une perspective sur le conflit armé qui a nié les racines politiques et sociales de la confrontation. Ainsi, ils ont promu, pendant de nombreuses années, l'idée selon laquelle la guerre à mener était celle d'un pays contre un groupe terroriste dont les membres étaient, dans beaucoup de cas, considérés comme moins qu'humains.

Plus inquiétant encore, comme le présente Edwin Cruz (2009), alors que le processus de paix avec les FARC échouait en 2001, la popularité et l'acceptabilité des groupes paramilitaires de droite se sont développées parmi la classe moyenne et les propriétaires d'entreprises. Dans cette perspective, l'idée d'une solution militaire est quelque chose que plusieurs acceptaient.

Sur la base de ces considérations, comme on l'a déjà mentionné, il est évident que le projet politique d'Álvaro Uribe ne s'est pas appuyé sur une stratégie de manipulation rhétorique ou charismatique, mais sur la promotion d'une nouvelle interprétation cohérente du contexte politique colombien. Un récit qui a été construit à partir de l'articulation de différents lieux communs dominants et d'un ethos discursif qui appelait et représentait divers membres de la société.

Par ailleurs, quand on considère le fait qu'Álvaro Uribe a construit son projet

politique sur des préjugés et des valeurs communes existantes, la question qui se pose est pourquoi était-il plus capable d'articuler ces éléments dans un discours convaincant et cohérent que d'autres dirigeants politiques? Une réponse à cette question peut provenir de la thèse développée par Chantal Mouffe (2013) par rapport à la crise de la démocratie représentative en Europe. Selon Mouffe, le système démocratique est basé sur la tension entre la promotion des droits individuels et la restriction de ces droits afin de garantir l'égalité. Actuellement, cette tension a été remplacée par la promesse du consensus absolu dans le centre. De cette façon, dans la mesure où la gauche et la droite se sont déplacées vers le centre, les distinctions qui séparent ces deux perspectives politiques ont presque disparu. Dans cette situation, plusieurs secteurs sociaux estiment que leurs intérêts ou leurs valeurs ne sont pas représentés effectivement dans la sphère politique. Pour Mouffe, ce manque de représentation, dans le cas européen, a donné à l'extrême droite la possibilité de lancer des projets politiques à partir du peuple. Ces projets ont contesté l'hégémonie libérale du consensus en élaborant un peuple par l'articulation des notions de culture commune, de nation ou de peur des immigrants. Ainsi, Mouffe conclut que le récent succès politique de la droite est, en partie, déterminé par le fait que la gauche a abandonné la dispute pour le peuple. Au contraire, les partis sociaux-démocrates européens se sont relégués à une position « centriste » de défense de l'institutionnalité existante. De cette façon, alors que la crise financière mondiale de 2008 affectait une grande partie de la population, la gauche occupait une position dans laquelle elle semblait faire partie du problème et non pas de la solution.

Tout en tenant compte des distances qui existent entre les démocraties européennes et le système politique colombien, la thèse de Mouffe peut aider à mieux comprendre le développement de l'Uribisme. Particulièrement, en ce qui a trait au rôle que la gauche colombienne a joué dans ce processus historique. Comme il a été expliqué

précédemment, Álvaro Uribe a été en mesure d'établir une coalition gouvernementale qui comprenait les deux plus grands partis traditionnels du pays. Ainsi, la seule opposition à son gouvernement, tant au Congrès qu'aux urnes, est venue du Polo Democrático Alternativo, un parti de gauche fondé en 2005<sup>49</sup>. Dans la mesure où l'ancien président avait remis en question la Constitution de 1991 et avait imposé des limitations à la réélection des présidents, le Polo a représenté la défense des principes promus par ce document. Cette étiquette de défenseur de la constitution s'est clairement manifestée par l'élection de Carlos Gaviria, ancien membre de la Cour constitutionnelle connu pour ses sentences progressistes, en tant que chef de parti et candidat à la présidence pour les élections de 2006. En ce sens, on peut supposer que le succès politique d'Álvaro Uribe était en partie dû à l'abandon du peuple par la gauche colombienne. Une affirmation qui ne peut être que confirmée par l'analyse rigoureuse du rôle que les organisations de gauche ont joué durant ce processus historique.

L'incapacité de la gauche colombienne à disputer efficacement le peuple est un élément que confirme la compréhension d'Ernesto Laclau du populisme en tant que logique politique à travers laquelle on peut contester le contrôle hégémonique du politique. Cette affirmation devient encore plus évidente lorsqu'on analyse ce

---

<sup>49</sup> Le Polo Democrático Alternativo a été fondé comme une alliance entre différentes organisations de gauche, notamment le Parti communiste colombien, l'Union patriotique (parti créé en partie par les anciens membres des FARC) et le M-19, avec l'intention de revitaliser la gauche du pays.

Pendant les années 1980 et 1990, les partis et mouvements de gauche colombiens ont été attaqués et persécutés par l'État et par des groupes paramilitaires de droite. À la suite de cette persécution, de nombreuses organisations ont disparu tandis que d'autres ont lutté pour survivre et ont perdu leur statut juridique de partis politiques. Le plus dramatique de ces cas est celui de l'Union patriotique. Entre 1987 et 1992, plus de 2000 membres de ce parti politique ont été tués par des forces de l'État, des cartels de la drogue ou des paramilitaires. De même, les deux dirigeants du parti, Bernardo Jaramillo Ossa, candidat présidentiel du parti aux élections présidentielles des années 1990 et Manuel Cepeda Vargas, ont également été tués.

En ce sens, le Polo Democrático Alternativo a été créé dans le but d'unifier les membres survivants de ces organisations en un seul parti, afin qu'ils puissent effectivement participer et obtenir une reconnaissance juridique.

phénomène d'un point de vue régional. La première décennie du 21<sup>e</sup> siècle en Amérique du Sud a été marquée par l'émergence de leaders populistes. La plupart, comme cela s'est produit au Venezuela et en Équateur, peuvent être définis comme des populistes de gauche. En ce sens, comme l'a montré Ricardo Peñafiel (2011), dans le cas du Venezuela, Hugo Chávez a construit un peuple à travers lequel il a pu imposer une nouvelle définition hégémonique du politique. Un peuple qui a été marqué par une influence de gauche des relations de production et de distribution de la richesse.

Or, le fait qu'Álvaro Uribe ait pu articuler un peuple à partir d'une vision du citoyen orientée vers le marché montre qu'il n'y a pas de lien fondamental entre le populisme, une stratégie politique déterminée et une idéologie spécifique.

Compte tenu de cette coexistence de cas de populismes de droite et de gauche en Amérique du Sud au cours des premières années du XXI<sup>e</sup> siècle, la question qui se pose est celle d'établir quelles étaient les circonstances communes qui ont conduit au développement de ces phénomènes dans la plus grande partie de la région. Il s'agit de déterminer s'il y avait une crise des très jeunes démocraties représentatives sud-américaines et, le cas échéant, ce qui a conduit à cette situation?

Enfin, il est important de souligner que l'Uribisme est un exemple de l'importance politique de contester le peuple. Dans un contexte où le cadre institutionnel semble être limité pour répondre aux demandes de la population, c'est un exemple de la façon dont le changement politique peut être généré en articulant, en un peuple cohérent, ceux qui se sentent non représentés. En négligeant l'importance de contester la création du peuple, on ne reproduit pas seulement les échecs du système existant, mais on rejette également la possibilité d'établir un récit qui permette un véritable

changement social et politique.

## ANNEXE A

1. Salazar Palacio, Hernando et Mompotes Lemos, Andrés, (3 février 2002). « Hablo de autoridad, no de guerra », dans: *El Tiempo*, Bogotá. consulté le 15 janvier 2017, <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-1333272>
2. El Tiempo (15 avril 2002) « Atentado a Uribe: 3 muertos », *El Tiempo*, <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-1379396>
3. Baig, José, (18 mai 2002) : « Uribe : No puedo ofrecer milagros. » dans : *BBC Mundo*, consulté le 9 février 2017 [http://news.bbc.co.uk/hi/spanish/specials/elecciones\\_en\\_colombia/newsid\\_1994000/1994051.stm](http://news.bbc.co.uk/hi/spanish/specials/elecciones_en_colombia/newsid_1994000/1994051.stm)
4. Uribe Vélez, Álvaro, (20 mai 2002), « Seré un buen presidente vallecaucano », dans : *El Pais*, Cali., consulté le 23 février 2017, <http://historico.elpais.com.co/paisonline/notas/Mayo202002/uribe.html>
5. (26 mai 2002), « Entrevista con Álvaro Uribe », dans : *Revista Semana*. Bogotá. Consulté le 15 janvier 2017, <http://www.semana.com/nacion/articulo/entrevista-alvaro-uribe-velez/50815-3>
6. Uribe Vélez, Álvaro, (2002) « Manifiesto democrático- 100 puntos », Consulté le 23 janvier 2017, [http://www.mineducacion.gov.co/1621/articles-85269\\_archivo\\_pdf.pdf](http://www.mineducacion.gov.co/1621/articles-85269_archivo_pdf.pdf)
7. Uribe Vélez, Álvaro (7 août 2002) Discourse d'investiture présidentielle : « Retomemos el lazo unificador de la ley, la autoridad democrática, la libertad y la justicia social. No venimos a quejarnos, llegamos a trabajar ».
8. Uribe Vélez, Álvaro (10 août 2002) « Consejo comunal de Gobierno no.1 ».
9. Uribe Vélez, Álvaro (16 août 2002) « Consejo comunal de Gobierno no.2 ».
10. Uribe Vélez, Álvaro (17 août 2002) « Consejo comunal de Gobierno no.3 ».
11. Uribe Vélez, Álvaro (24 août 2002) « Consejo comunal de Gobierno no.4 ».
12. Uribe Vélez, Álvaro (31 août 2002) « Consejo comunal de Gobierno no.5 ».
13. Uribe Vélez, Álvaro (28 septembre 2002) « Consejo comunal de Gobierno no.6 ».
14. Uribe Vélez, Álvaro (19 octobre 2002) « Consejo comunal de Gobierno no.8 ».
15. Uribe Vélez, Álvaro (26 octobre 2002) « Consejo comunal de Gobierno no.9 ».
16. Uribe Vélez, Álvaro (1 janvier 2003) « Mensaje de año nuevo del Presidente de la República ».
17. Uribe Vélez, Álvaro (8 février 2003) « Declaración del presidente Álvaro Uribe Vélez tras atentado en el club el Nogal ».
18. Uribe Vélez, Álvaro (1 mai 2003). « Mensaje del Presidente de la República, Álvaro Uribe Vélez, a los trabajadores de Colombia ».
19. Uribe Vélez, Álvaro (4 juin 2003). « Intervención ante la Corte Constitucional durante audiencia pública sobre el referendo ».
20. Uribe Vélez, Álvaro (20 juillet 2003). « Instalación de las sesiones ordinarias del congreso 2003-2004 ».



21. Uribe Vélez, Álvaro (20 juillet 2003). « Celebración del día de la independencia ».
22. Uribe Vélez, Álvaro (24 octobre 2003). « ! Apostémosle a la democracia! ».
23. Uribe Vélez, Álvaro (25 octobre 2003). « El pueblo es el gran combatiente de la democracia ».
24. Uribe Vélez, Álvaro (29 octobre 2003). « ! Respeto a la democracia, amor a Colombia y disciplina para aplicar soluciones! ».
25. Uribe Vélez, Álvaro (31 décembre 2003) « Mensaje de año nuevo del Presidente de la República ».
26. Uribe Vélez, Álvaro (2 juin 2004) « Foro TLC : consecuencias económicas y políticas ».
27. Uribe Vélez, Álvaro (20 juillet 2004). « Instalación de las sesiones ordinarias del congreso 2004- 2005 ».
28. Uribe Vélez, Álvaro (31 décembre 2004) « Mensaje de año nuevo del Presidente de la República ».
29. Uribe Vélez, Álvaro (20 juillet 2005). « Instalación de las sesiones ordinarias del congreso 2005- 2006 ».
30. Uribe Vélez, Álvaro (24 décembre 2005). « Mensaje de Navidad del Presidente a soldados y policías ».
31. Uribe Vélez, Álvaro (31 décembre 2005). « Mensaje de año nuevo del Presidente de la República ».
32. Uribe Vélez, Álvaro (12 mars 2006). « Hoy ha triunfado la democracia ».
33. Uribe Vélez, Álvaro (12 mars 2006). « La democracia es de derechos y deberes ».
34. Uribe Vélez, Álvaro (28 mars 2006). « Declaración al abrir la jornada electoral 2006 ».
35. Uribe Vélez, Álvaro (1 mai 2006). « Conmemoración del día internacional del trabajo ».
36. Uribe Vélez, Álvaro (28 mai 2006). « ! La democracia es pluralista y la patria es una! » discours de réélection.
37. Uribe Vélez, Álvaro (28 mai 2006). « ! La democracia es pluralista y la patria es una! » discours de réélection.
38. Uribe Vélez, Álvaro (20 juillet 2006). « Instalación de las sesiones ordinarias del congreso 2006- 2007 ».
39. Uribe Vélez, Álvaro (7 août 2006) Discourse d'investiture présidentielle.
40. Uribe Vélez, Álvaro (31 décembre 2006) « Mensaje de año nuevo del Presidente de la República ».
41. Uribe Vélez, Álvaro (20 juillet 2007). « Instalación de las sesiones ordinarias del congreso 2007- 2008 ».
42. Uribe Vélez, Álvaro (6 octobre 2007) « Consejo comunal de Gobierno no.192 ».
43. Uribe Vélez, Álvaro (31 décembre 2007) « Mensaje de año nuevo del Presidente de la República ».
44. Uribe Vélez, Álvaro (7 avril 2008). « Declaración del presidente Álvaro Uribe sobre la radicación en el Congreso de EE.UU. del proyecto del TLC con

Colombia ».

45. Uribe Vélez, Álvaro (30 mai 2008) « Consejo comunal de Gobierno no.200 ».
46. Uribe Vélez, Álvaro (20 juillet 2008). « Instalación de las sesiones ordinarias del congreso 2008- 2009 ».
47. Uribe Vélez, Álvaro (31 décembre 2008) « Mensaje de año nuevo del Presidente de la República ».
48. Uribe Vélez, Álvaro (29 mai 2009). « Palabras del Presidente Álvaro Uribe en la inauguración del Quinto congreso internacional sobre víctimas del terrorismo ».
49. Uribe Vélez, Álvaro (20 juillet 2009). « Instalación de las sesiones ordinarias del congreso 2009- 2010 ».
50. Uribe Vélez, Álvaro (15 septembre 2009). « Palabras del Presidente durante el día del pensionado ».
51. Uribe Vélez, Álvaro (1 novembre 2009) « Consejo comunal de Gobierno no. 250 ».
52. Uribe Vélez, Álvaro (24 décembre 2009). « Mensaje de Navidad del Presidente de la República ».
53. Uribe Vélez, Álvaro (31 décembre 2009) « Mensaje de año nuevo del Presidente de la República ».
54. Uribe Vélez, Álvaro (3 juillet 2010) « Consejo comunal de Gobierno no.300 ».
55. Uribe Vélez, Álvaro (20 juillet 2010). « Instalación de las sesiones ordinarias del congreso 2010- 2011 ».



## BIBLIOGRAPHIE

- Amossy, Ruth, (2001). « Ethos at the crossroads of disciplines: rhetoric, pragmatics, sociology. » *Poetics today* 22.1. 1-23.
- Amossy, Ruth, (2015). *La présentation de soi : Ethos et identité verbale*. Paris, Presses universitaires de France.
- Atehortúa Cruz, Adolfo León, (2007). *Las banderas del presidente Uribe : Estado comunitario, seguridad democrática, revolución educativa*, Bogotá, Carreta Editores.
- Bargeant, James, (2014) « Las Farc 1964 - 2002: De una rebelión desordenada a una máquina de guerra », dans : *Insight Crime*, 23 mai 2014, <http://es.insightcrime.org/investigaciones/farc-de-rebelion-desordenada-a-maquina-militar>.
- Borda, Sandra, (2012). « La administración de Álvaro Uribe y su política exterior en materia de derechos humanos: de la negación a la contención estratégica », *Análisis Político*, Vol.25, No.75, Bogotá, pp. 111- 137.
- Canovan, Margaret, (1999) « Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy », dans: *Political Studies*, Vol 47, no. 1. pp.2- 16.
- Cárdenas Támara, Felipe, (2012). « Aparato discursivo del expresidente Álvaro Uribe Vélez: Horizontes miméticos del pensamiento hegemónico neoliberal en Colombia (2002-2010) », *Análisis político*, Vol. 25, No. 76, Bogotá, pp. 139-157.
- Cárdenas Támara, Felipe, (2013). « (Des)orden y signos políticos dominantes del expresidente colombiano Álvaro Uribe con el ELN (2005-2007) », *Estudios Políticos*, Instituto de Estudios Políticos, Universidad de Antioquia, pp. 85-111.
- Cruz, Edwin, (2009) « Discurso y legitimación del paramilitarismo en Colombia : tras las huellas del proyecto hegemónico », *Ciencia Política*. Vol.4, No.8, pp. 83-114.

- Cubides, Fernando, (2006). « Proceso inconcluso, verdades a medias: para un balance de las negociaciones del gobierno de Uribe con los paramilitares », *Análisis político*, Vol.19, No. 57, pp. 55-67.
- de Guevara, A. D. L. (2002). *Democracia pactada: El Frente Nacional y el proceso constituyente de 1991 en Colombia* (Vol. 146). Lima, Institut français d'études andines.
- De la Torre, Catalina, (2005) *Álvaro Uribe Vélez o el neopopulismo en Colombia*. Medellín, La Carreta Editores.
- Drake, Paul, (2012) « Chile's Populism Reconsidered, 1920-1990 s », dans : Conniff, Michael L., et al. *Populism in Latin America*. Tuscaloosa, The University of Alabama Press.
- Dugas, John C., et al. (2001) « Drugs, lies, and audiotape: The Samper crisis in Colombia », *Latin American Research Review*, Vol. 36, No. 2. pp. 157-174.
- Dugas, John C., (2003). « The Emergence of Neopopulism in Colombia? The Case of Álvaro Uribe », *Third World Quarterly*, Vol.24, No.6, pp.1117-1136.
- Fierro, Marta, (2014). « Álvaro Uribe Vélez : populismo y neopopulismo », *Análisis político*, Bogotá, pp.127-147.
- Flew, Terry, (2014), Six Theories of Neoliberalism, dans : *Thesis Eleven*, vol. 122, no. 1, pp. 49 -71.
- Foucault, Michel, (1969 : 2014). *L'archéologie du savoir*. Paris, Gallimard.
- Foucault, Michel, (1971). *L'ordre du discours*. Paris, Gallimard.
- Foucault, Michel, *Naissance de la biopolitique. Cours au collège de France. 1978-1979*. Paris, 2004, EHESS/Gallimard/Seuil.
- Galindo Hernández, Carolina, (2007) « Neopopulismo en Colombia : el caso del gobierno de Álvaro Uribe Vélez », *Íconos. Revista de ciencias sociales*, No. 27. Quito, Equateur, pp.147-162.

- Germani, Gino, (1969). *Política y sociedad en una época de transición*, Buenos Aires. Paídos.
- Gray, Vanessa Joan, (2008). « The New Research on Civil Wars: Does it Help Us Understand the Colombian Conflict? », *Latin American Politics and Society*, Vol. 50, No.3, pp. 63-91.
- Harvey, David, (2005). *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, pp.1-86
- Harvey, David, (2007). « Neoliberalism as Creative Destruction », dans: *The Annals of the American Academy of Political Science*, Vol.610, NAFTA and Beyond: Alternative Perspectives in the Study of Global Trade and Development, pp. 22-44.
- Laclau, Ernesto. *Politics and ideology in Marxist theory: Capitalism, Fascism, Populism*. Essex, New Left Books, 1977.
- Laclau, Ernesto et Mouffe, Chantal, (1985). *Hegemony and Social Strategy. Towards a Radical Democratic Politics*, Londres : Verso, p.1 -131
- Laclau, Ernesto, (2005). *On Populist Reason*, Londres, Verso.
- Laclau, Ernesto, (2006). « Why Constructing a People is the Main Task of Radical Politics ». *The Critical Inquiry*, 32(4) pp. 646-680.
- Leal Buitrago, Francisco, (2006). « La política de seguridad democrática 2002-2005, », *Análisis político*, Vol.19, No.57, Bogotá, pp.3-30
- Leal Buitrago, Francisco, (2011). « Una visión de la seguridad en Colombia », *Análisis político*, Vol.24, No.73, Bogotá, pp.3-30.
- López de la Roche, Fabio, (2014). *Las ficciones del poder: Patriotismo, medios de comunicación y reordenación afectiva de los colombianos bajo Uribe Vélez (2002-2010)*, Penguin Random House, Universidad Nacional de Colombia, IEPRI, Bogotá, pp. 1-86.
- Maingueneau, Dominique, (1984). *Genèses du discours*. Vol. 2. Editions Mardaga.

- Maingueneau, Dominique, (1991). *L'analyse du discours : introduction aux lectures de l'archive*. Paris, Hachette supérieur.
- McLean, Phillip, (2002). Colombia: Failed, Failing, or Just Weak?. *Washington Quarterly*, 25(3), 123-134.
- Mirowski, Philip, (2013). *Never Let a Serious Crisis Go to Waste: How Neoliberalism Survived the Financial Crisis*, Londres, Verso, pp. 1-155.
- Molina, Vanessa, Girard-Lemay, Julie et Corten, André, (2006). « La clôture du politique. Comparaison Castoradis/Laclau » dans : Corten, André (dir.) *Les frontières du politique en Amérique latine. Imaginaires et émancipation*, Paris, Kathala, pp. 47-56.
- Mouffe, Chantal, (2013). *Agonistics: Thinking the world politically*. Londres Verso Books.
- Navarro, Vicente, (2007). « Neoliberalism as a Class Ideology : Or, the Political Causes of the Growth of Inequalities », *International Journal of Health Services*, Vol.37, No.1, pp.47-62.
- Pachón, Mónica, (2009). « Colombia 2008 : Éxitos, peligros y desaciertos de la política de seguridad democrática de la administración Uribe », *Revista Ciencia política*, Vol.29, No. 2, Santiago de Chile, pp.327-353.
- Pécaut, Daniel, (1999). « From the Banality of Violence to Real Terror: The Case of Colombia » dans: *Societies of Fear: The Legacy of Civil War, Violence and Terror in Latin America*, Londres, Zed Books, pp.142-167.
- Pécaut, Daniel, (2013). « Desdibujamiento de la oposición amigo enemigo y la canalización de las prácticas atroces: A propósito de los fenómenos recientes de violencia en Colombia », *Análisis político*, Vol.26, No.78, Bogotá, pp.3-26.
- Palacios, Marco, (2003). *Entre la legitimidad y la violencia: Colombia 1875- 1994*, Bogotá, Norma.
- Panizza, Francisco, (2005). « Introduction », dans : Panizza, Francisco, ed., *Populism and the Mirror of Democracy*, Londres, Verso, pp.1-31.

- Peck, Jamie, (2010). *Constructions of Neoliberal Reason*. Oxford, Oxford University Press.
- Peñafiel, Ricardo, (2003). « Venezuela : Un escenario político antagonista, El pueblo y la pobreza en el discurso de Chávez », *Versión, Estudios de Comunicación y Política*, N° 13, décembre 2003, número thématique, Semiótica y poder, las negociaciones del sentido, pp. 143-185.
- Peñafiel, Ricardo, (2008), « Le rôle politique des imaginaires sociaux : quelques enjeux théoriques autour de leur conceptualisation », *Politique et sociétés*, Vol. 27, No. 1, 2008, pp. 99-128.
- Peñafiel, Ricardo, (2011), « L'image du peuple. Construction de l'ethos plébéen de Hugo Chávez dans l'émission *Aló Presidente* », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 96 | 2011
- Richani, Nazih, (2005). « Multinational Corporations, Rentier Capitalism and the War System in Colombia », *Latin American Politics and Society*, Vol.47, No. 3 , pp.113-144.
- Rodríguez Rincón, Yolanda, (2006). « La reelección presidencial inmediata y el movimiento de la democracia en Colombia », *Análisis Político* 19.58, pp. 69-91.
- Schmitz, T.A., (2007). « Structuralism », *Modern Literary Theory and Ancient Texts: An Introduction*, Oxford, Malden.
- Shils, Edward, (1956). *The Torment of Secrecy: The Background and Consequences of American Security Policies*, Londres, Free Press.
- Washington Office on Latin America, (1 février 2016), *15th Anniversary of Plan Colombia: Learning From its Success and Failures*, [https://www.wola.org/files/1602\\_plancol/](https://www.wola.org/files/1602_plancol/)
- Weyland, Kurt, (1999). « Neoliberal Populism in Latin America and Eastern Europe », *Comparative Politics*, Vol. 31, No. 4, pp. 379-401.
- Weyland, Kurt, (2003). « Neopopulism and Neoliberalism in Latin America: How



Much Affinity? », *Third World Quarterly*, Vol. 24, No. 6, pp.1095-1115

Worsely, Peter, (1969). « The Concept of Populism », dans: G. Ionescu et E. Gellner, eds., *Populism: Its Meanings and National Characteristics*, Londres, Macmillan, pp.212-221.